

N° 13-010-X au catalogue

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Premier trimestre de 2009



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- ^p provisoire
- ^r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostat@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8h30 et 16h30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1-800-635-7943
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1-800-565-7757

Centre de renseignements de Statistique Canada :

Télécopieur	1-613-951-8116
	1-613-951-0581

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de choisir la rubrique Publications.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Premier trimestre de 2009

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2009

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Juin 2009

N° 13-010-X au catalogue, vol. 8, no 1

Périodicité : trimestrielle
ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-X).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexeswww.statcan.ca/cen**PIB en termes de revenus et de dépenses**

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0062, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publications :	
Guide des comptes des revenus et dépenses	13-017-XWF
Revue des comptes économiques des provinces et territoires	13-016-XWF
Tableaux de données	13-019-XWF, 13-021-XWF, 13-018-XWF

PIB par industrie

Tableau CANSIM	379-0027
Publication :	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication :	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux de données	13-020-XWF

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publications :	
Les comptes canadiens de productivité - Données	15-003-XIF
La revue canadienne de productivité	15-206-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication :	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010, 378-0012 à 378-0014
Publication :	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Tableaux de données	13-022-XWF

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication :	13-605-XIF
---------------	------------

Table des matières

À propos de cette publication.	7
Politique de révision	7
Révisions dans cette édition.	7
Section A	
Aperçu.	8
Section B	
PIB en termes de revenus et de dépenses	11
Les dépenses des consommateurs reculent à nouveau	11
La baisse des exportations s'intensifie	11
Les importations poursuivent leur baisse	11
Baisse marquée de l'investissement des entreprises	12
L'investissement en bâtiments résidentiels diminue	12
Les stocks non agricoles diminuent.	12
Les prix diminuent pour le deuxième trimestre d'affilée	13
Baisse du pouvoir d'achat	13
Diminutions marquées des revenus à l'échelle de l'économie	13
Le revenu du travail en baisse.	13
Diminution de l'épargne nationale	14
Section C	
PIB par industrie	20
La production du secteur de l'énergie diminue	20
La fabrication recule	20
Le commerce de gros accuse une légère baisse	21
La construction se replie	21
Le secteur de la finance et des assurances prend de l'expansion	21
Le commerce de détail progresse légèrement	21
Autres industries	21
Premier trimestre de 2009	21
Section D	
Balance des paiements internationaux	25
L'excédent au chapitre des biens continue de perdre du terrain.	25
Le déficit des services reste le même	26
Le déficit au titre du revenu de placements est en baisse.	26
La demande étrangère de titres canadiens reprend	26
Les investisseurs canadiens retournent sur les marchés boursiers étrangers	27
Baisse de l'activité au chapitre des investissements directs étrangers	28
Les institutions de dépôt canadiennes rapatrient des fonds	28

Section E

Comptes des flux financiers	31
Les ménages	31
Les administrations publiques	32
Les sociétés non financières privées	32
Les institutions financières	32
Les non-résidents	33

Section F

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'œuvre	39
La productivité américaine en progression	40
La compétitivité des entreprises canadiennes continue de gagner du terrain	40

Section G

Bilan des investissements internationaux	45
La croissance de l'actif international est plus rapide que celle du passif international	45
Le différentiel des taux de change atténue l'impact sur le bilan des investissements internationaux	45
Les investissements directs canadiens à l'étranger expliquent de nouveau l'augmentation la plus prononcée de l'actif international	46
La croissance des avoirs des non-résidents dans des portefeuilles canadiens surclasse celle des avoirs des Canadiens en instruments de portefeuille étrangers	46
Les pertes sur la valeur au marché des investissements canadiens dans les actions de portefeuille étrangères réduisent la position d'actif net	46

Section H

Comptes du bilan national	48
La valeur nette des ménages diminue pour le troisième trimestre consécutif	48
La situation des sociétés non financières change peu	49
La dette de l'administration publique fédérale augmente pour un deuxième trimestre consécutif	49
Les institutions financières continuent leur restructuration	50
Valeur nette nationale	50

Section I

Les révisions de 2005 à 2008 des Comptes des revenus et dépenses	54
Introduction	54
Calendrier de révision	54
Répercussions des révisions sur le PIB	54
Révisions du niveau du produit intérieur brut	55
Révisions de la croissance du produit intérieur brut	56
Révisions des agrégations de revenu	57
Révisions des agrégations des dépenses aux prix courants	59
Autres changements ayant des répercussions sur les comptes des revenus et dépenses	60

Section J

Révisions apportées aux statistiques sur le commerce international de marchandises	66
Contexte	66
Révisions en dollars courants	66
Révisions en dollars constants	67

Section K

Indicateurs financiers du bilan national, glossaire	69
--	-----------

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie :

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2005.

PIB par industrie :

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2008.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre :

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2005 au niveau agrégé et au niveau industriel.

Section A Aperçu

Premier trimestre de 2009 et mars 2009

Le produit intérieur brut (PIB) réel a reculé de 1,4 % au premier trimestre, soit la diminution trimestrielle la plus importante depuis 1991. La demande, tant intérieure qu'internationale, a continué de s'affaiblir. Le PIB réel a diminué de 0,3 % en mars. Les baisses notées en février et en mars étaient moins prononcées que celles affichées au cours des trois mois précédents.

Tableau A.1
Produit intérieur brut réel^[1]

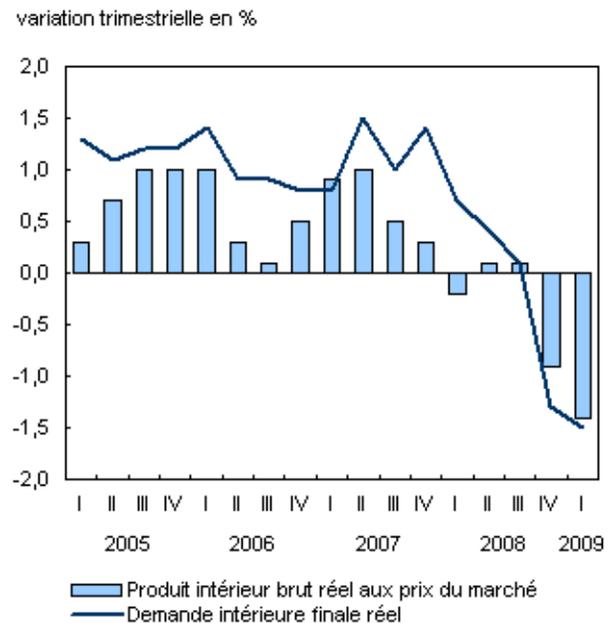
	Variation	Variation annualisée	Variation d'une
			année à l'autre
			%
Premier trimestre de 2008	-0,2	-0,7	1,7
Deuxième trimestre de 2008	0,1	0,3	0,7
Troisième trimestre de 2008	0,1	0,4	0,3
Quatrième trimestre de 2008	-0,9	-3,7	-1,0
Premier trimestre de 2009	-1,4	-5,4	-2,1

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Des dépenses plus faibles au Canada et aux États-Unis, particulièrement au chapitre de l'investissement des entreprises en usines et matériel, ont entraîné une baisse marquée des exportations et des importations du Canada. L'investissement des entreprises au Canada a diminué au taux le plus rapide depuis 1982. La demande intérieure finale a connu une baisse de 1,5 %, les dépenses personnelles, particulièrement en biens durables, ayant continué à reculer. Le revenu des sociétés et le revenu personnel ont aussi diminué pendant le trimestre.

Graphique A.1

La demande intérieure finale diminue encore



Comme c'était le cas au quatrième trimestre de 2008, la diminution de la production de biens (-4,0 %) a principalement été à l'origine de la baisse affichée au premier trimestre de 2009, alors que la production de services diminuait de 0,5 %. Tous les secteurs producteurs de biens ont enregistré un recul. Le secteur de la fabrication, entraîné à la baisse par la réduction de 26 % de la production de véhicules automobiles et de pièces, a été à l'origine d'environ la moitié du repli global inscrit au premier trimestre de 2009. Le commerce de gros et les services de transport sont les secteurs producteurs de services qui ont le plus diminué. Les hausses observées dans le secteur public (qui comprend l'enseignement, la santé et les services sociaux, ainsi que les administrations publiques) ont contribué à atténuer la baisse de la production de services.

Le PIB a reculé à un taux annualisé de 5,4 % au premier trimestre, comparativement à une baisse de 5,7 % de l'économie américaine.

Note aux lecteurs

Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux dépenses et des statistiques par industrie (telles que les dépenses personnelles, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculées à partir de mesures en volume, qui sont corrigées des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux revenus (telles que le revenu du travail, les bénéfices des sociétés et le revenu agricole) sont calculées à partir des valeurs nominales, ce qui signifie qu'elles ne sont pas corrigées des variations de prix.

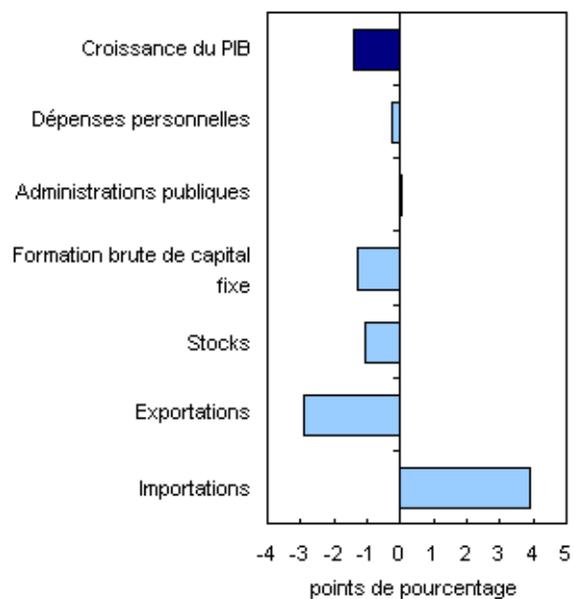
Graphique A.2**Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut, premier trimestre de 2009**

Tableau A.2 Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	799 508 1,9	812 496 1,6	820 916 1,0	827 116 0,8	831 936 0,6	826 304 -0,7	784 839 5,6	823 116 4,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	207 212 0,8	213 056 2,8	229 532 7,7	237 708 3,6	182 900 -23,1	138 676 -24,2	204 131 4,1	215 799 5,7
Intérêts et revenus divers de placements	73 620 1,0	76 572 4,0	85 660 11,9	86 136 0,6	77 568 -9,9	73 692 -5,0	71 847 7,7	81 484 13,4
Revenu net des entreprises individuelles	90 924 0,0	93 516 2,9	95 500 2,1	97 860 2,5	98 108 0,3	97 432 -0,7	90 407 4,4	96 246 6,5
Impôts moins subventions	169 128 0,9	164 368 -2,8	166 016 1,0	166 464 0,3	163 220 -1,9	160 280 -1,8	166 443 3,7	165 017 -0,9
Revenu personnel disponible	915 076 1,5	938 832 2,6	948 596 1,0	955 512 0,7	960 852 0,6	955 260 -0,6	897 562 5,3	950 948 5,9
Taux d'épargne personnelle[2]	1,9 ...	3,3 ...	3,4 ...	3,1 ...	4,9 ...	4,7 ...	2,5 ...	3,7 ...
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	805 026 1,9	810 096 0,6	812 310 0,3	813 469 0,1	807 018 -0,8	803 863 -0,4	787 063 4,6	810 723 3,0
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	257 965 0,8	261 546 1,4	264 477 1,1	264 462 -0,0	266 084 0,6	266 884 0,3	254 740 3,3	264 142 3,7
Formation brute de capital fixe	317 660 0,8	318 328 0,2	318 118 -0,1	318 616 0,2	305 999 -4,0	288 780 -5,6	312 482 3,7	315 265 0,9
Investissement en stocks	25 132 ...	9 362 ...	14 466 ...	14 872 ...	10 386 ...	-5 823 ...	15 006 ...	12 272 ...
Exportations de biens et services	501 456 -1,7	498 552 -0,6	493 352 -1,0	488 152 -1,1	464 964 -4,8	424 655 -8,7	510 323 1,1	486 255 -4,7
Importations de biens et services	592 697 1,6	585 633 -1,2	589 968 0,7	584 824 -0,9	547 196 -6,4	485 937 -11,2	572 078 5,8	576 905 0,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 325 490 0,3	1 323 013 -0,2	1 324 093 0,1	1 325 452 0,1	1 312 880 -0,9	1 294 805 -1,4	1 315 907 2,5	1 321 360 0,4
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
PIB aux prix de base, par industrie								
Industries productrices de biens	371 248 -1,1	367 134 -1,1	365 400 -0,5	365 882 0,1	357 118 -2,4	342 855 -4,0	374 126 0,5	363 884 -2,7
Production industrielle	271 769 -1,5	267 075 -1,7	264 894 -0,8	264 930 0,0	257 134 -2,9	245 769 -4,4	274 908 0,2	263 508 -4,1
Secteur de l'énergie	84 855 -1,4	83 904 -1,1	82 469 -1,7	83 128 0,8	82 561 -0,7	81 416 -1,4	85 827 1,0	83 016 -3,3
Fabrication	182 957 -1,4	178 755 -2,3	178 278 -0,3	176 698 -0,9	168 813 -4,5	158 450 -6,1	185 311 -0,9	175 636 -5,2
Fabrication de biens non durables	71 623 -1,8	70 752 -1,2	70 682 -0,1	70 168 -0,7	68 216 -2,8	66 831 -2,0	72 507 -1,8	69 955 -3,5
Fabrication de biens durables	111 673 -1,2	108 265 -3,1	107 847 -0,4	106 769 -1,0	100 720 -5,7	91 483 -9,2	113 149 -0,3	105 900 -6,4
Construction	73 467 0,3	74 367 1,2	74 840 0,6	75 508 0,9	74 695 -1,1	72 185 -3,4	72 890 2,9	74 853 2,7
Industries productrices de services	857 799 0,8	861 637 0,4	865 248 0,4	867 494 0,3	863 153 -0,5	858 866 -0,5	846 591 3,5	864 383 2,1
Commerce de gros	72 063 1,6	71 837 -0,3	71 722 -0,2	71 009 -1,0	67 030 -5,6	63 291 -5,6	70 256 5,5	70 399 0,2
Commerce de détail	73 734 1,5	74 486 1,0	74 983 0,7	75 154 0,2	73 654 -2,0	73 067 -0,8	72 391 5,8	74 570 3,0
Transport et entreposage	56 863 -0,2	56 845 -0,0	57 122 0,5	56 966 -0,3	56 093 -1,5	54 959 -2,0	56 624 1,7	56 757 0,2
Finance, assurances, services immobiliers et de location	243 946 0,7	245 802 0,8	246 485 0,3	247 682 0,5	247 775 0,0	248 699 0,4	240 536 4,0	246 936 2,7
Technologies de l'information et des communications	58 065 0,7	58 327 0,5	58 805 0,8	58 967 0,3	58 758 -0,4	58 318 -0,7	57 199 4,0	58 714 2,6

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

Section B

PIB en termes de revenus et de dépenses

Premier trimestre de 2009

Le produit intérieur brut (PIB) réel a reculé de 1,4 % au premier trimestre, soit la diminution trimestrielle la plus importante depuis 1991. La demande, tant intérieure qu'internationale, a continué de s'affaiblir

Des dépenses plus faibles au Canada et aux États-Unis, particulièrement au chapitre de l'investissement des entreprises en usines et matériel, ont entraîné une baisse marquée des exportations et des importations du Canada. L'investissement des entreprises au Canada a diminué au taux le plus rapide depuis 1982. La demande intérieure finale a connu une baisse de 1,5 %, les dépenses personnelles, particulièrement en biens durables, ayant continué à reculer. Le revenu des sociétés et le revenu personnel ont aussi diminué pendant le trimestre.

Le produit intérieur brut réel a reculé à un taux annualisé de 5,4 % au premier trimestre, comparativement à une baisse de 5,7 % de l'économie américaine.

Les dépenses des consommateurs reculent à nouveau

Les dépenses des consommateurs en biens et services ont reculé de 0,4 %, soit une baisse moins importante que celle affichée au trimestre précédent. Les dépenses en biens durables (-1,8 %) ont principalement contribué au recul enregistré au premier trimestre, mais elles n'ont pas diminué autant qu'au trimestre précédent. Les achats de services ont légèrement diminué pour un deuxième trimestre consécutif.

Les achats de véhicules automobiles ont continué de diminuer (-1,8 %) au premier trimestre, tout comme les dépenses au titre de pièces et réparation de véhicules automobiles (-6,2 %). Les consommateurs ont réduit leurs dépenses en appareils ménagers (-2,7 %), ainsi qu'en meubles, tapis et autres revêtements de sol (-3,6 %), reflétant la faiblesse du marché du logement.

Les dépenses de voyage nettes ont connu une baisse de 6,3 %, inférieure toutefois à la diminution marquée enregistrée au quatrième trimestre de 2008 (-12 %). Les Canadiens ont dépensé moins en voyages à l'étranger, et les non-résidents ont fait de même au Canada.

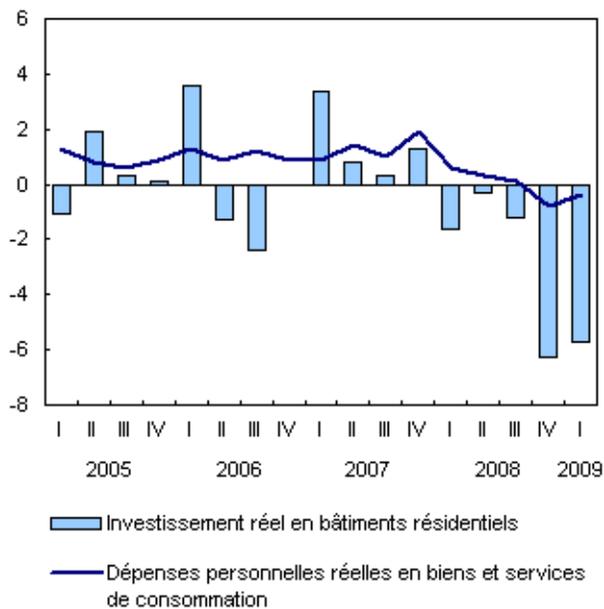
Les dépenses en aliments, boissons et produits du tabac sont demeurées à peu près inchangées, après une baisse de 0,8 % au quatrième trimestre de 2008. Les dépenses en services de restauration et d'hébergement ont diminué pour le troisième trimestre consécutif.

Les consommateurs ont augmenté leurs dépenses en services de loisir, divertissement, formation et culture au premier trimestre.

Graphique B.1

La demande des ménages demeure faible

variation trimestrielle en %



La baisse des exportations s'intensifie

Les exportations de biens et de services ont diminué de 8,7 % au premier trimestre, soit à un rythme plus rapide qu'au quatrième trimestre (-4,8 %). Les exportations de produits de l'automobile ont été en baisse pour le huitième trimestre consécutif, ayant reculé d'un 33 % supplémentaire.

Les exportations de produits automobiles ont chuté de près de 60 % depuis le premier trimestre de 2007. Les produits de la forêt ont poursuivi leur recul, une tendance qui remonte au premier trimestre de 2006. Les baisses qui ont touché les biens et matériaux industriels, ainsi que les machines et le matériel, ont aussi persisté.

Les exportations de services ont diminué de 3,7 % au premier trimestre, après deux faibles augmentations trimestrielles.

Les importations poursuivent leur baisse

Les importations ont été en baisse pour un troisième trimestre d'affilée, reculant de 11 %, les biens et les services ayant diminué. La faible demande intérieure a entraîné des diminutions dans presque toutes les principales catégories d'importations. La valeur du dollar canadien a diminué de 2,6 % par rapport à celle du dollar américain pendant le trimestre.

Les importations de produits automobiles (-32 %), ainsi que de machines et de matériel (-13 %), ont diminué pour un deuxième trimestre d'affilée, et ont contribué à près de 60 % de la baisse des importations. Les importations d'« autres biens de consommation » ont diminué de 6,8 %, en raison de la dégradation des dépenses du secteur des particuliers.

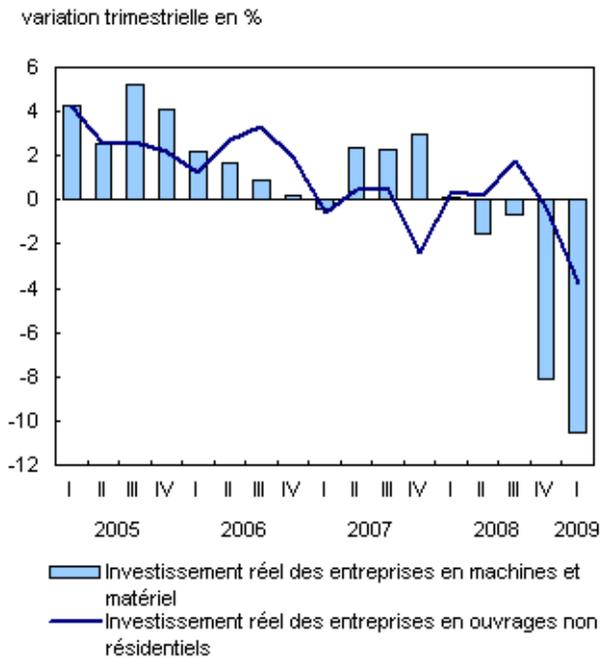
Les importations de services ont diminué de 4,1 %; il s'agit de la cinquième baisse trimestrielle consécutive.

Baisse marquée de l'investissement des entreprises

L'investissement des entreprises en machines et en matériel a diminué de 11 % au premier trimestre, l'investissement ayant fléchi dans, toutes les catégories. Toutefois, la baisse a été particulièrement prononcée pour l'investissement en machinerie industrielle, ainsi qu'en ordinateurs et autre matériel de bureau, ces secteurs ayant contribué à plus de la moitié de la baisse totale.

Les entreprises ont réduit leur investissement en ouvrages non résidentiels de 3,8 %. C'est le recul des ouvrages de génie qui a contribué le plus à la baisse.

Graphique B.2
L'investissement en machines et matériel diminue



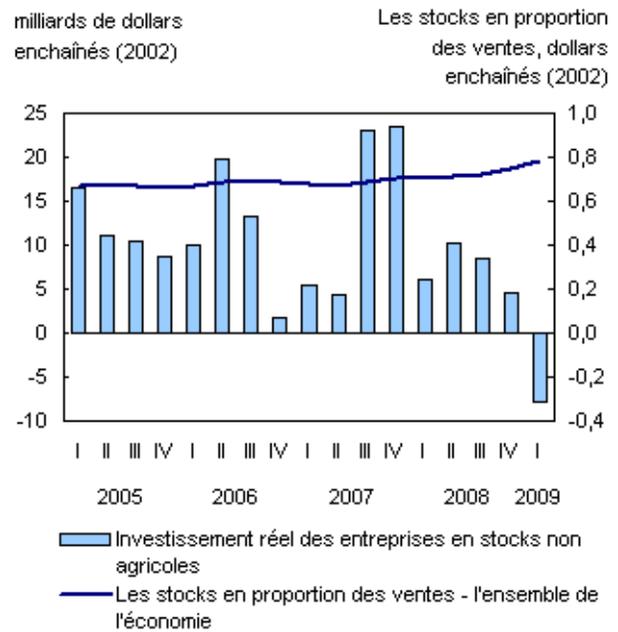
L'investissement en bâtiments résidentiels diminue

L'investissement en bâtiments résidentiels a diminué à nouveau au premier trimestre (-5,7 %), sous l'influence du recul dans la construction résidentielle neuve. L'activité de revente, dont témoignent les coûts de transfert de propriété, a affiché une baisse légère pendant le trimestre (-2,3 %), après une diminution marquée au quatrième trimestre de 2008 (-25 %).

Les stocks non agricoles diminuent

Les stocks non agricoles ont été réduits pour la première fois depuis le deuxième trimestre de 2004. Les fabricants, les détaillants et les grossistes ont tous réduit leurs stocks.

Graphique B.3
Réduction des stocks non agricoles



Même si les stocks ont été réduits, une baisse plus marquée des ventes a entraîné une augmentation du ratio des stocks aux ventes à l'échelle de l'économie équivalant à 71 jours de vente, comparativement à 68 jours le trimestre précédent. Les ratios des stocks aux ventes ont augmenté à la fois dans le secteur de la fabrication et dans celui du commerce de gros.

Les stocks agricoles se sont accumulés au premier trimestre, mais à un rythme beaucoup plus lent qu'en 2008.

Les prix diminuent pour le deuxième trimestre d'affilée

Les prix des biens et des services produits au Canada ont diminué de 1,7 %, après une baisse de 2,9 % au quatrième trimestre de 2008. Une diminution marquée des prix des ressources naturelles a été à l'origine de la baisse. Les prix des exportations (-6,7 %) se sont repliés plus rapidement que les prix des importations (-1,6 %).

Le prix de la demande intérieure finale a connu une hausse légère de 0,2 % au premier trimestre, les prix à la consommation étant demeurés stables.

Baisse du pouvoir d'achat

Le revenu intérieur brut (RIB) réel, une mesure du pouvoir d'achat du Canada, a diminué de 3,0 % au premier trimestre (-6,2 % par rapport à la même période de l'année précédente). Les termes de l'échange au Canada, une mesure des prix des exportations par rapport aux prix des importations, se sont détériorés pour un troisième trimestre consécutif, les prix des produits de base ayant diminué et le dollar canadien s'étant déprécié par rapport au dollar américain. Par conséquent, la baisse du RIB réel a été beaucoup plus marquée que celle du PIB réel, et ce pour le troisième trimestre consécutif.

Diminutions marquées des revenus à l'échelle de l'économie

Le PIB nominal a diminué de 3,0 % au cours du trimestre, soit la deuxième baisse marquée consécutive. Les bénéfices des sociétés ont reculé de 24 % au premier trimestre, après une diminution similaire au quatrième trimestre de 2008. Autant les industries financières que les industries non financières ont enregistré des bénéfices plus faibles.

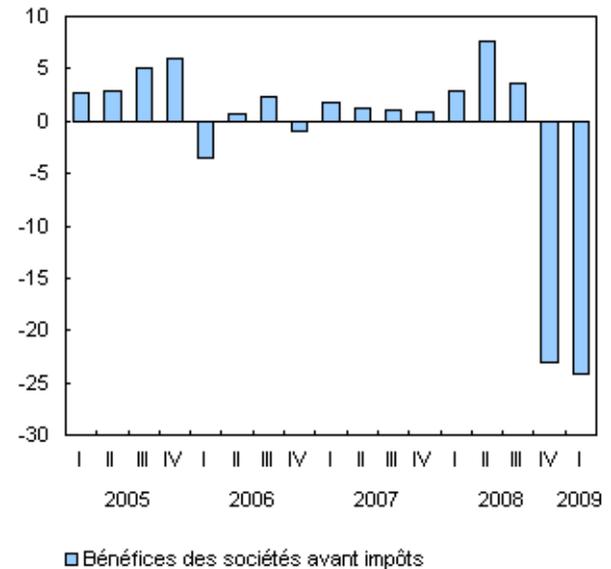
Les bénéfices des entreprises publiques ont diminué de 4,0 %, après avoir connu des baisses plus fortes aux deux trimestres précédents.

Les dépenses des sociétés n'ont pas diminué aussi rapidement que leurs revenus, ce qui a donné lieu à une épargne de 55 milliards de dollars au premier trimestre, soit presque 70 milliards de moins qu'au troisième trimestre de 2008.

Graphique B.4

Les bénéfices des sociétés connaissent une autre baisse marquée

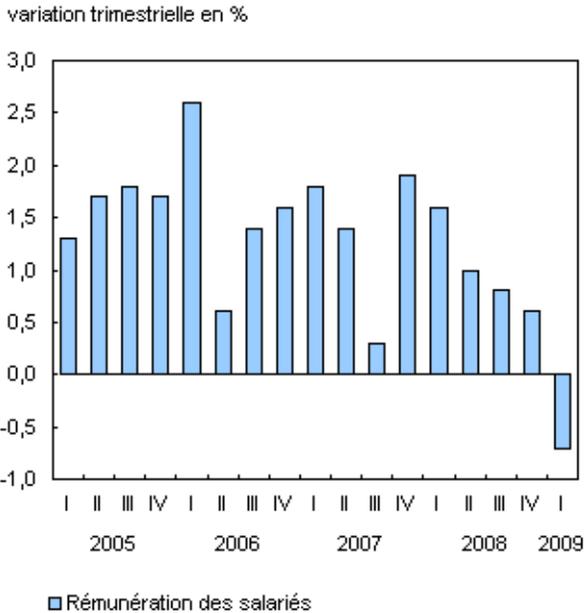
variation trimestrielle en %



Le revenu du travail en baisse

Le revenu du travail (en termes nominaux) a diminué de 0,7 % au premier trimestre. L'emploi a reculé (-1,4 %), tout comme les heures moyennes travaillées. Les salaires et traitements dans les industries productrices de biens ont été principalement à l'origine de la baisse, plus particulièrement dans les industries de la fabrication et de la construction.

Graphique B.5
Baisse du revenu du travail



Le taux d'épargne personnelle se situait à 4,7 %, similaire au trimestre précédent. Avant le quatrième trimestre de 2008, le taux d'épargne personnelle avait été inférieur à 4 % pendant dix trimestres consécutifs.

Le revenu net des entreprises individuelles a diminué. Le revenu net des entreprises agricoles non constituées en sociétés a connu un recul, en raison des prix plus faibles des céréales.

Le ratio du service de la dette pour le secteur des particuliers (les dépenses d'intérêt en proportion du revenu personnel disponible) s'est situé à 7,9 % au premier trimestre, légèrement en baisse par rapport au trimestre précédent. Les paiements d'intérêts hypothécaires et d'intérêts sur la dette de consommation ont été plus faibles.

Diminution de l'épargne nationale

L'épargne nationale a connu une baisse marquée au premier trimestre (-37 %), similaire à celle du quatrième trimestre de 2008. L'épargne des sociétés était en baisse, et celle du secteur des administrations publiques (tous les niveaux combinés) était négative pour la première fois depuis le premier trimestre de 2002. Le taux d'épargne national, qui se situait à 6,1 % au premier trimestre, a affiché son niveau le plus bas depuis 1998.

Graphique B.6
Nouvelle baisse de l'épargne nationale

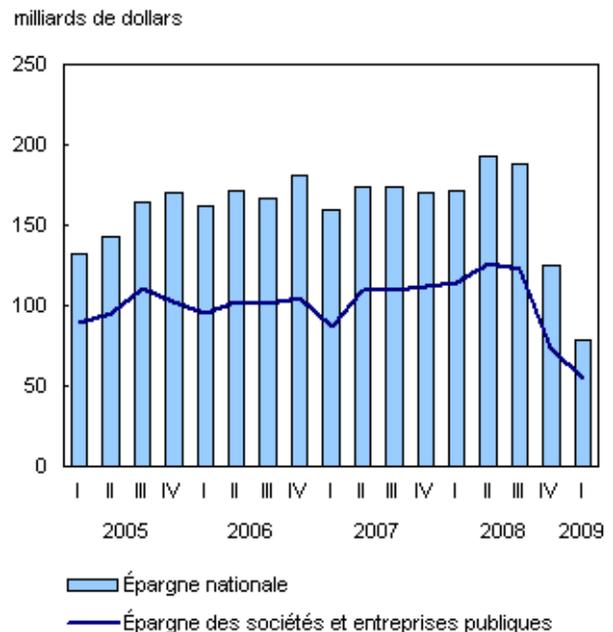


Tableau B.1 Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars[1]								
Rémunération des salariés	799 508 1,9	812 496 1,6	820 916 1,0	827 116 0,8	831 936 0,6	826 304 -0,7	784 839 5,6	823 116 4,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	207 212 0,8	213 056 2,8	229 532 7,7	237 708 3,6	182 900 -23,1	138 676 -24,2	204 131 4,1	215 799 5,7
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	15 504 -3,0	16 680 7,6	16 936 1,5	14 840 -12,4	13 844 -6,7	13 288 -4,0	15 725 7,9	15 575 -1,0
Intérêts et revenus divers de placements	73 620 1,0	76 572 4,0	85 660 11,9	86 136 0,6	77 568 -9,9	73 692 -5,0	71 847 7,7	81 484 13,4
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	352 -12,9	1 792 409,1	2 872 60,3	3 724 29,7	2 844 -23,6	1 368 -51,9	433 ...	2 808 548,5
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	90 572 0,1	91 724 1,3	92 628 1,0	94 136 1,6	95 264 1,2	96 064 0,8	89 974 3,8	93 438 3,9
Ajustement de la valeur des stocks	3 384 ...	-2 900 ...	-4 016 ...	-7 508 ...	-9 916 ...	1 172 ...	2 947 ...	-6 085 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	69 056 0,9	69 892 1,2	70 752 1,2	70 892 0,2	69 832 -1,5	69 160 -1,0	67 948 5,0	70 342 3,5
Produit intérieur net aux prix de base	1 259 208 1,4	1 279 312 1,6	1 315 280 2,8	1 327 044 0,9	1 264 272 -4,7	1 219 724 -3,5	1 237 844 5,9	1 296 477 4,7
Impôts moins subventions, sur produits	100 072 0,9	94 476 -5,6	95 264 0,8	95 572 0,3	93 388 -2,3	91 120 -2,4	98 495 2,9	94 675 -3,9
Provisions pour consommation de capital	199 568 1,3	202 836 1,6	206 036 1,6	209 120 1,5	212 088 1,4	214 216 1,0	195 712 5,6	207 520 6,0
Divergence statistique	1 280 ...	2 048 ...	1 800 ...	932 ...	856 ...	-1 844 ...	893 ...	1 409 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 560 128 1,4	1 578 672 1,2	1 618 380 2,5	1 632 668 0,9	1 570 604 -3,8	1 523 216 -3,0	1 532 944 5,8	1 600 081 4,4

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau B.2 Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars[1]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	873 264	882 504	891 924	901 228	889 132	886 216	850 921	891 197
	2,1	1,1	1,1	1,0	-1,3	-0,3	6,2	4,7
Biens durables	113 392	115 748	113 688	112 492	107 688	104 460	111 767	112 404
	1,2	2,1	-1,8	-1,1	-4,3	-3,0	5,8	0,6
Biens semi-durables	70 320	70 228	70 812	71 300	69 732	69 876	69 372	70 518
	0,4	-0,1	0,8	0,7	-2,2	0,2	4,7	1,7
Biens non durables	208 928	212 296	217 196	221 988	214 368	212 604	204 088	216 462
	2,2	1,6	2,3	2,2	-3,4	-0,8	5,3	6,1
Services	480 624	484 232	490 228	495 448	497 344	499 276	465 694	491 813
	2,5	0,8	1,2	1,1	0,4	0,4	6,9	5,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	300 056	306 468	312 704	315 356	320 148	323 324	294 776	313 669
	2,1	2,1	2,0	0,8	1,5	1,0	6,4	6,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	46 512	49 604	52 212	54 816	56 596	56 632	44 548	53 307
	2,3	6,6	5,3	5,0	3,2	0,1	9,8	19,7
Investissement des administrations publiques en stocks	16	136	-24	-92	96	-8	15	29
Formation brute de capital fixe des entreprises	305 416	306 776	309 428	313 204	307 284	287 480	302 246	309 173
	0,3	0,4	0,9	1,2	-1,9	-6,4	6,7	2,3
Bâtiments résidentiels	111 556	110 276	110 532	109 464	102 428	95 064	108 050	108 175
	2,3	-1,1	0,2	-1,0	-6,4	-7,2	10,1	0,1
Ouvrages non résidentiels et équipement	193 860	196 500	198 896	203 740	204 856	192 416	194 196	200 998
	-0,8	1,4	1,2	2,4	0,5	-6,1	4,8	3,5
Ouvrages non résidentiels	92 824	94 552	97 092	100 120	100 604	97 368	92 705	98 092
	-1,3	1,9	2,7	3,1	0,5	-3,2	8,7	5,8
Machines et matériel	101 036	101 948	101 804	103 620	104 252	95 048	101 491	102 906
	-0,3	0,9	-0,1	1,8	0,6	-8,8	1,5	1,4
Investissement des entreprises en stocks	18 548	2 968	10 908	13 396	7 660	-12 180	11 391	8 733

Non agricoles	19 604	2 920	9 564	9 952	5 224	-10 952	12 493	6 915

Agricultures	-1 056	48	1 344	3 444	2 436	-1 228	-1 102	1 818

Exportations de biens et services	516 644	543 576	577 472	589 300	538 348	458 668	534 557	562 174
	-1,3	5,2	6,2	2,0	-8,6	-14,8	1,9	5,2
Biens	445 356	471 996	505 528	516 588	465 324	388 844	463 130	489 859
	-1,6	6,0	7,1	2,2	-9,9	-16,4	2,0	5,8
Services	71 288	71 580	71 944	72 712	73 024	69 824	71 427	72 315
	0,5	0,4	0,5	1,1	0,4	-4,4	1,5	1,2
Moins : Importations de biens et services	499 044	511 312	534 444	553 612	547 800	478 760	504 618	536 792
	-1,5	2,5	4,5	3,6	-1,0	-12,6	3,5	6,4
Biens	405 924	419 960	440 628	460 104	451 260	385 460	415 228	442 988
	-2,8	3,5	4,9	4,4	-1,9	-14,6	2,7	6,7
Services	93 120	91 352	93 816	93 508	96 540	93 300	89 390	93 804
	4,5	-1,9	2,7	-0,3	3,2	-3,4	7,2	4,9
Divergence statistique	-1 284	-2 048	-1 800	-928	-860	1 844	-892	-1 409

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 560 128	1 578 672	1 618 380	1 632 668	1 570 604	1 523 216	1 532 944	1 600 081
	1,4	1,2	2,5	0,9	-3,8	-3,0	5,8	4,4
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 525 248</i>	<i>1 545 352</i>	<i>1 566 268</i>	<i>1 584 604</i>	<i>1 573 160</i>	<i>1 553 652</i>	<i>1 492 491</i>	<i>1 567 346</i>
	1,7	1,3	1,4	1,2	-0,7	-1,2	6,4	5,0

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau B.3 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)[1]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	805 026	810 096	812 310	813 469	807 018	803 863	787 063	810 723
	1,9	0,6	0,3	0,1	-0,8	-0,4	4,6	3,0
Biens durables	121 609	126 401	125 448	125 209	121 409	119 250	117 998	124 617
	3,0	3,9	-0,8	-0,2	-3,0	-1,8	7,6	5,6
Biens semi-durables	72 940	73 860	74 674	75 051	73 796	73 493	71 702	74 345
	0,7	1,3	1,1	0,5	-1,7	-0,4	5,6	3,7
Biens non durables	176 307	176 338	176 707	176 629	176 022	176 018	173 793	176 424
	1,1	0,0	0,2	-0,0	-0,3	-0,0	3,2	1,5
Services	436 321	436 470	438 327	439 424	437 839	436 713	425 494	438 015
	2,2	0,0	0,4	0,3	-0,4	-0,3	4,3	2,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	257 965	261 546	264 477	264 462	266 084	266 884	254 740	264 142
	0,8	1,4	1,1	-0,0	0,6	0,3	3,3	3,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	41 393	43 223	44 446	45 216	46 171	46 299	39 893	44 764
	1,3	4,4	2,8	1,7	2,1	0,3	6,0	12,2
Investissement des administrations publiques en stocks	12	116	-20	-76	80	-8	14	25
Formation brute de capital fixe des entreprises	276 254	275 053	273 577	273 271	259 576	242 153	272 580	270 369
	0,7	-0,4	-0,5	-0,1	-5,0	-6,7	3,4	-0,8
Bâtiments résidentiels	81 527	80 262	79 999	79 002	74 016	69 784	80 468	78 320
	1,3	-1,6	-0,3	-1,2	-6,3	-5,7	2,9	-2,7
Ouvrages non résidentiels et équipement	196 812	197 217	195 929	196 935	188 407	174 838	194 176	194 622
	0,4	0,2	-0,7	0,5	-4,3	-7,2	3,7	0,2
Ouvrages non résidentiels	70 033	70 290	70 463	71 759	71 533	68 817	71 068	71 011
	-2,4	0,4	0,2	1,8	-0,3	-3,8	3,0	-0,1
Machines et matériel	129 044	129 118	127 192	126 248	116 080	103 928	124 092	124 660
	3,0	0,1	-1,5	-0,7	-8,1	-10,5	4,4	0,5
Investissement des entreprises en stocks	25 115	9 223	14 487	14 959	10 293	-5 816	14 990	12 241

Non agricoles	23 484	5 995	10 315	8 575	4 584	-7 922	14 054	7 367

Agricultures	369	2 120	3 054	5 200	4 560	841	-159	3 734

Exportations de biens et services	501 456	498 552	493 352	488 152	464 964	424 655	510 323	486 255
	-1,7	-0,6	-1,0	-1,1	-4,8	-8,7	1,1	-4,7
Biens	436 136	434 196	429 674	424 406	401 086	363 078	444 647	422 341
	-2,0	-0,4	-1,0	-1,2	-5,5	-9,5	1,3	-5,0
Services	65 288	64 350	63 673	63 783	64 048	61 669	65 688	63 964
	-0,3	-1,4	-1,1	0,2	0,4	-3,7	-0,2	-2,6
Moins : Importations de biens et services	592 697	585 633	589 968	584 824	547 196	485 937	572 078	576 905
	1,6	-1,2	0,7	-0,9	-6,4	-11,2	5,8	0,8
Biens	488 277	485 731	490 845	488 852	455 381	397 396	475 278	480 202
	0,4	-0,5	1,1	-0,4	-6,8	-12,7	5,4	1,0
Services	104 171	99 859	99 161	96 105	91 848	88 075	96 807	96 743
	7,1	-4,1	-0,7	-3,1	-4,4	-4,1	7,4	-0,1
Divergence statistique	-1 091	-1 716	-1 473	-753	-719	1 567	-765	-1 165

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 325 490	1 323 013	1 324 093	1 325 452	1 312 880	1 294 805	1 315 907	1 321 360
	0,3	-0,2	0,1	0,1	-0,9	-1,4	2,5	0,4
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 379 347</i>	<i>1 388 755</i>	<i>1 393 794</i>	<i>1 395 415</i>	<i>1 377 873</i>	<i>1 357 741</i>	<i>1 353 135</i>	<i>1 388 959</i>
	1,4	0,7	0,4	0,1	-1,3	-1,5	4,1	2,6

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau B.4 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	7,8	2,5	1,1	0,6	-3,1	-1,6	4,6	3,0
Biens durables	12,6	16,7	-3,0	-0,8	-11,6	-6,9	7,6	5,6
Biens semi-durables	2,7	5,1	4,5	2,0	-6,5	-1,6	5,6	3,7
Biens non durables	4,5	0,1	0,8	-0,2	-1,4	-0,0	3,2	1,5
Services	8,9	0,1	1,7	1,0	-1,4	-1,0	4,3	2,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3,0	5,7	4,6	-0,0	2,5	1,2	3,3	3,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5,4	18,9	11,8	7,1	8,7	1,1	6,0	12,2
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	-72	104	-136	-56	156	-88	47	11
Formation brute de capital fixe des entreprises	2,9	-1,7	-2,1	-0,4	-18,6	-24,3	3,4	-0,8
Bâtiments résidentiels	5,4	-6,1	-1,3	-4,9	-23,0	-21,0	2,9	-2,7
Ouvrages non résidentiels et équipement	1,4	0,8	-2,6	2,1	-16,2	-25,8	3,7	0,2
Ouvrages non résidentiels	-9,3	1,5	1,0	7,6	-1,3	-14,3	3,0	-0,1
Machines et matériel	12,5	0,2	-5,8	-2,9	-28,5	-35,7	4,4	0,5
Investissement des entreprises en stocks[2]	1 133	-15 892	5 264	472	-4 666	-16 109	2 868	-2 750
Non agricoles[2]	450	-17 489	4 320	-1 740	-3 991	-12 506	2 818	-6 687
Agricultures[2]	684	1 751	934	2 146	-640	-3 719	-62	3 893
Exportations de biens et services	-6,8	-2,3	-4,1	-4,1	-17,7	-30,4	1,1	-4,7
Biens	-7,6	-1,8	-4,1	-4,8	-20,2	-32,8	1,3	-5,0
Services	-1,3	-5,6	-4,1	0,7	1,7	-14,1	-0,2	-2,6
Moins : Importations de biens et services	6,5	-4,7	3,0	-3,4	-23,4	-37,8	5,8	0,8
Biens	1,6	-2,1	4,3	-1,6	-24,7	-42,0	5,4	1,0
Services	31,7	-15,6	-2,8	-11,8	-16,6	-15,4	7,4	-0,1
Divergence statistique[2]	-624	-625	243	720	34	2 286	-1 521	-401
Produit intérieur brut aux prix du marché	1,1	-0,7	0,3	0,4	-3,7	-5,4	2,5	0,4
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>5,8</i>	<i>2,8</i>	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>-4,9</i>	<i>-5,7</i>	<i>4,1</i>	<i>2,6</i>

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

Tableau B.5 Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	1,046	0,351	0,152	0,079	-0,443	-0,223	2,528	1,631
Biens durables	0,215	0,282	-0,054	-0,013	-0,211	-0,122	0,548	0,389
Biens semi-durables	0,031	0,056	0,048	0,022	-0,074	-0,018	0,251	0,161
Biens non durables	0,147	0,002	0,028	-0,006	-0,047	0,000	0,435	0,202
Services	0,653	0,011	0,130	0,076	-0,112	-0,082	1,294	0,880
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,144	0,266	0,216	-0,001	0,121	0,062	0,640	0,700
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,039	0,132	0,089	0,057	0,072	0,010	0,168	0,356
Investissement des administrations publiques en stocks	-0,005	0,008	-0,010	-0,004	0,012	-0,007	0,004	0,001
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,139	-0,085	-0,104	-0,021	-0,992	-1,326	0,677	-0,162
Bâtiments résidentiels	0,094	-0,110	-0,023	-0,085	-0,429	-0,373	0,200	-0,187
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,045	0,026	-0,081	0,063	-0,563	-0,953	0,477	0,025
Ouvrages non résidentiels	-0,147	0,022	0,015	0,110	-0,020	-0,246	0,181	-0,006
Machines et matériel	0,192	0,004	-0,096	-0,047	-0,544	-0,707	0,296	0,032
Investissement des entreprises en stocks	0,067	-1,002	0,330	0,028	-0,305	-1,076	0,163	-0,228
Non agricoles	0,027	-1,107	0,272	-0,110	-0,261	-0,843	0,184	-0,444
Agricultures	0,040	0,105	0,058	0,138	-0,045	-0,233	-0,021	0,216
Exportations de biens et services	-0,591	-0,196	-0,368	-0,382	-1,707	-2,897	0,395	-1,623
Biens	-0,576	-0,130	-0,321	-0,389	-1,726	-2,724	0,403	-1,498
Services	-0,015	-0,066	-0,048	0,008	0,019	-0,174	-0,008	-0,125
Moins : Importations de biens et services	0,513	-0,386	0,241	-0,293	-2,292	-3,907	1,924	0,231
Biens	0,108	-0,138	0,282	-0,113	-2,024	-3,651	1,504	0,236
Services	0,405	-0,248	-0,041	-0,180	-0,268	-0,256	0,421	-0,005
Divergence statistique	-0,047	-0,047	0,018	0,054	0,003	0,174	-0,119	-0,030
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,279	-0,187	0,082	0,103	-0,949	-1,377	2,531	0,414
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1,368</i>	<i>0,665</i>	<i>0,353</i>	<i>0,113</i>	<i>-1,242</i>	<i>-1,478</i>	<i>4,013</i>	<i>2,525</i>

1. Les données en dollars enchaînés (2002) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

Tableau B.6 Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)[1]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	108,5 0,2	108,9 0,4	109,8 0,8	110,8 0,9	110,2 -0,5	110,2 0,0	108,1 1,6	109,9 1,7
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	116,3 1,3	117,2 0,8	118,2 0,9	119,2 0,8	120,3 0,9	121,1 0,7	115,7 3,0	118,7 2,6
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	112,4 1,0	114,8 2,1	117,5 2,4	121,2 3,1	122,6 1,2	122,3 -0,2	111,7 3,6	119,0 6,6
Formation brute de capital fixe des entreprises	110,6 -0,4	111,5 0,8	113,1 1,4	114,6 1,3	118,4 3,3	118,7 0,3	110,9 3,2	114,4 3,2
Exportations de biens et services	103,0 0,4	109,0 5,8	117,1 7,4	120,7 3,1	115,8 -4,1	108,0 -6,7	104,7 0,9	115,7 10,4
Importations de biens et services	84,2 -3,0	87,3 3,7	90,6 3,8	94,7 4,5	100,1 5,7	98,5 -1,6	88,3 -2,1	93,2 5,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	117,7 1,1	119,3 1,4	122,2 2,4	123,2 0,8	119,6 -2,9	117,6 -1,7	116,5 3,1	121,1 3,9
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>110,6 0,4</i>	<i>111,3 0,6</i>	<i>112,4 1,0</i>	<i>113,6 1,1</i>	<i>114,2 0,5</i>	<i>114,4 0,2</i>	<i>110,3 2,2</i>	<i>112,9 2,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

Section C PIB par industrie

Mars 2009

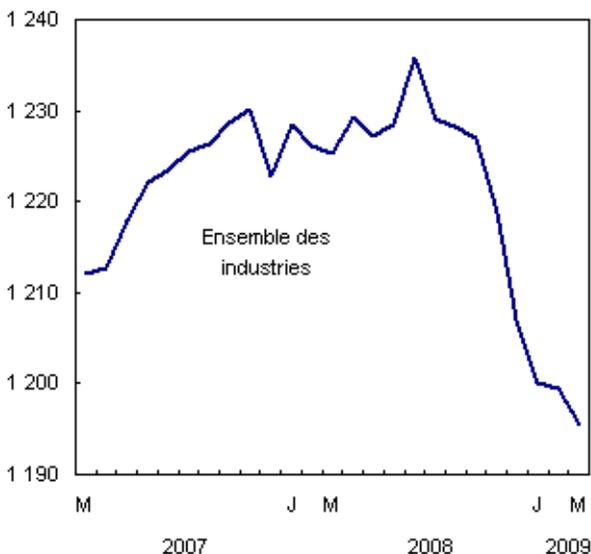
Le produit intérieur brut réel (PIB) a diminué de 0,3 % en mars après une baisse de 0,1 % en février. Les baisses observées en février et en mars ont été moins prononcées que celles des trois mois précédents.

En mars, la contraction de l'économie a été principalement attribuable aux secteurs de l'énergie et de la fabrication. La baisse des activités dans le commerce de gros, la construction, le transport, l'hébergement et les services de restauration, ainsi que dans la foresterie a aussi contribué au repli. Par contre, le secteur de la finance et des assurances, le secteur public (qui regroupe la santé, les services d'enseignement et les administrations publiques), le commerce de détail et l'extraction minière excluant le pétrole et le gaz ont tous progressé.

Graphique C.7

L'activité économique continue de se replier

PIB en milliards de dollars enchaînés (2002)



La production du secteur de l'énergie diminue

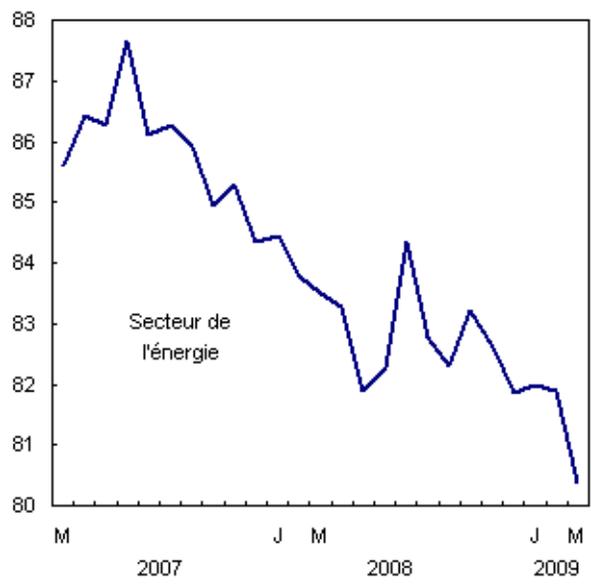
La production du secteur de l'énergie a diminué de 1,9 % en mars. Une baisse importante des activités de soutien à l'extraction de pétrole et de gaz de même qu'une diminution de 1,5 % de la production pétrolière et gazière ont tiré le secteur vers le bas. L'extraction de gaz naturel et celle de pétrole ont toutes deux fléchi. En revanche, la production d'électricité et la distribution de gaz naturel ont augmenté au cours du mois.

La production du secteur de l'extraction minière excluant le pétrole et le gaz a crû de 1,1 % en mars. La production de potasse a connu une reprise partielle, cette industrie continuant d'adapter le niveau de ses activités à la faiblesse de la demande. Malgré le repli marqué de l'extraction de minerais de fer causé par le relâchement de la demande de produits en acier, l'extraction de minerais métalliques s'est accrue grâce à la vigueur de l'extraction de cuivre et de nickel.

Graphique C.8

Baisse de la production du secteur de l'énergie

PIB en milliards de dollars enchaînés (2002)



La fabrication recule

En mars, l'activité dans le secteur de la fabrication a diminué de 1,0 %, poursuivant sa tendance à la baisse. La fabrication de biens durables et celle de biens non durables ont fléchi. Parmi les 21 grands groupes du secteur de la fabrication, 15 ont cédé du terrain. La baisse de la production de biens durables s'explique surtout par le recul de la fabrication de machines, de la première transformation des métaux et des pièces pour véhicules automobiles. Dans la catégorie des biens non durables, le recul le plus marqué a été observé dans l'industrie des produits de papier. La production de véhicules automobiles a augmenté pour un deuxième mois d'affilée.

Le commerce de gros accuse une légère baisse

Le volume des activités des grossistes a baissé de 0,7 % en mars, ce qui coïncide avec le repli des exportations et des importations. Les baisses les plus importantes ont été enregistrées par les grossistes de machines et de fournitures électroniques et par ceux d'articles personnels et ménagers. Le commerce de gros de produits automobiles ainsi que celui de produits alimentaires, de tabac et d'alcool ont augmenté.

La construction se replie

L'activité dans le secteur de la construction a baissé de 0,4 % en mars. Les diminutions dans la construction de bâtiments résidentiels et dans les travaux de génie et de réparation ont éclipsé la progression de la construction de bâtiments non résidentiels.

La construction de bâtiments résidentiels s'est contractée de 0,3 %. Tous les types de logements ont connu de fortes baisses. Toutefois, les travaux de modification et d'amélioration se sont intensifiés au cours du mois.

La construction de bâtiments non résidentiels a progressé de 0,3 % en mars, grâce à la vigueur des composantes institutionnelle et commerciale. La construction de bâtiments industriels a diminué.

Après plusieurs mois de baisse, le marché de la revente de maison s'est redressé, ce qui s'est traduit par un bond de 6,4 % dans les activités des agents et des courtiers immobiliers.

Le secteur de la finance et des assurances prend de l'expansion

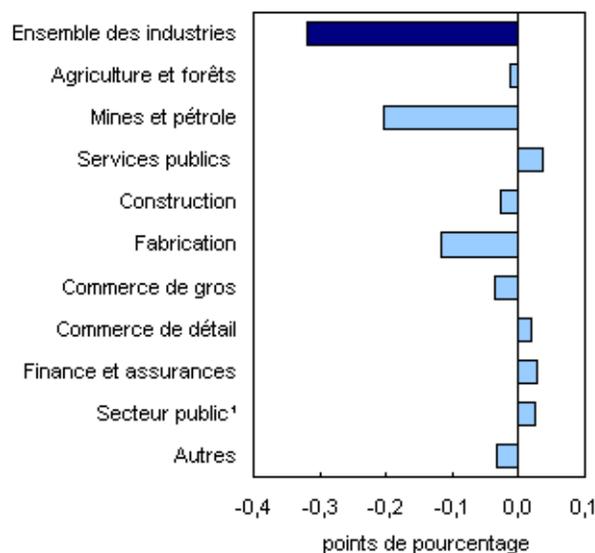
Le secteur de la finance et des assurances a connu une hausse de 0,4 % en mars. Cette croissance a été principalement attribuable à l'augmentation du volume des échanges sur les marchés boursiers. La progression a été partiellement contrebalancée par la diminution des ventes de fonds communs de placement. En outre, des baisses généralisées ont été observées dans les services bancaires traditionnels.

Le commerce de détail progresse légèrement

La valeur ajoutée dans le commerce de détail s'est accrue légèrement de 0,3 % en mars. Le volume des activités a augmenté chez les concessionnaires de voitures neuves au cours du mois. Des hausses ont également été constatées dans les magasins de bière, de vin et de spiritueux, les supermarchés, ainsi que les pharmacies. Ces hausses ont été atténuées par les reculs enregistrés par les concessionnaires de voitures d'occasion et dans les magasins d'appareils électroniques et ménagers.

Graphique C.9

Contribution des principaux secteurs industriels au taux de variation du produit intérieur brut – mars 2009



1. Éducation, santé et administrations publiques.

Autres industries

La diminution du nombre de visiteurs ayant séjourné une nuit ou plus au Canada a contribué au repli du secteur de l'hébergement et des services de restauration. Par ailleurs, les activités dans les services de transport ferroviaire et de transport par camion ont fléchi en raison de l'affaiblissement de la demande des secteurs de la fabrication et du commerce de gros.

Premier trimestre de 2009

Au premier trimestre de 2009, le produit intérieur brut réel a diminué plus rapidement qu'au quatrième trimestre de 2008. Les baisses observées en février et en mars 2009 ont été moins prononcées que celles des trois mois précédents.

Comme c'était le cas au quatrième trimestre de 2008, la diminution de la production de biens (-4,0 %) a principalement été à l'origine de la baisse au premier trimestre de 2009; la production de services a aussi diminué (-0,5 %). Tous les secteurs producteurs de biens ont connu un recul. Le secteur de la fabrication, entraîné par la réduction de 26 % de la production de véhicules automobiles et de pièces, a été responsable d'environ la moitié de la baisse globale au premier trimestre de 2009. Le commerce de gros et les services de transport sont les secteurs producteurs de services qui ont le plus diminué. Les hausses dans le secteur public (qui comprend

l'enseignement, la santé et les services sociaux, ainsi que les administrations publiques) ont contribué à atténuer la baisse de la production de services.

Le secteur de la fabrication a reculé pour un septième trimestre consécutif (-6,1 %), alors que la production de bien durables (-9,2 %) et celle de biens non durables (-2,0 %) ont toutes deux diminué. La baisse au premier trimestre a été généralisée, 18 des 21 grands groupes du secteur de la fabrication s'étant contractés. Les fabricants de véhicules et de pièces automobiles ont continué d'adapter le niveau de leurs activités à l'affaiblissement de la demande extérieure et intérieure.

Les industries de la première transformation des métaux, des produits métalliques, des machines, des produits en bois et des produits minéraux non métalliques se sont aussi repliés, en partie à cause du ralentissement de l'activité économique globale, et tout particulièrement des activités de construction, tant au Canada qu'aux États-Unis.

L'extraction minière excluant le pétrole et le gaz a chuté de 10 %, sous l'effet de la réduction de la demande de plusieurs produits de base, notamment la potasse, les minerais de cuivre, de nickel et de fer. Cette baisse a entraîné des fermetures temporaires dans ce secteur. Le secteur de l'énergie a reculé de 1,4 %, surtout en raison de la chute des activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière (-32 %). La production d'électricité a diminué de 1,3 %, dans la foulée de la réduction des besoins des fabricants, tandis que l'extraction de pétrole et de gaz a augmenté de 1,3 %. Le prix du pétrole brut s'est stabilisé au cours des deux premiers mois du trimestre. La production de gaz naturel a augmenté après six baisses trimestrielles.

Au premier trimestre de 2009, le commerce de gros a baissé de 5,6 % pour un deuxième trimestre d'affilée, en raison de la diminution du volume d'activités en produits automobiles, en machines et fournitures électroniques, ainsi qu'en matériaux de construction. La valeur ajoutée dans le commerce de détail a diminué de 0,8 %, et les baisses les plus marquées ont été observées chez les détaillants de produits automobiles (notamment chez les concessionnaires de voitures d'occasion et dans les stations-service), dans les magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques, et dans les magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison.

Le secteur du transport et de l'entreposage (-2,0 %) a, lui aussi, subi les contrecoups du ralentissement économique, comme en témoigne le recul des services de transport par camion, ferroviaire, par eau et aérien. Les activités dans les services urbains de transport en commun ont également diminué, principalement en raison d'un conflit de travail en Ontario.

Le secteur de la finance et des assurances s'est contracté de 0,7 %, surtout sous l'effet de la réduction du volume des activités des courtiers en valeurs.

Tableau C.1 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Août 2008	Septembre 2008	Octobre 2008	Novembre 2008	Décembre 2008	Janvier 2009	Février 2009	Mars 2009
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Ensemble des industries	1 229 060	1 228 184	1 226 932	1 218 696	1 206 943	1 200 031	1 199 352	1 195 524
	-0,5	-0,1	-0,1	-0,7	-1,0	-0,6	-0,1	-0,3
Industries productrices de biens	364 835	363 087	362 865	357 666	350 822	345 165	343 533	339 868
	-1,3	-0,5	-0,1	-1,4	-1,9	-1,6	-0,5	-1,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 923	25 565	25 886	25 948	25 854	25 979	25 787	25 597
	0,2	-1,4	1,3	0,2	-0,4	0,5	-0,7	-0,7
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	55 470	54 911	55 550	55 202	54 501	54 289	53 884	52 522
	-2,1	-1,0	1,2	-0,6	-1,3	-0,4	-0,7	-2,5
Services publics	31 096	31 016	31 041	30 553	30 445	30 377	30 020	30 469
	-0,0	-0,3	0,1	-1,6	-0,4	-0,2	-1,2	1,5
Construction	75 573	75 540	75 626	75 013	73 447	72 359	72 256	71 941
	0,2	-0,0	0,1	-0,8	-2,1	-1,5	-0,1	-0,4
Fabrication	175 657	175 150	173 201	168 952	164 287	159 258	158 822	157 269
	-2,0	-0,3	-1,1	-2,5	-2,8	-3,1	-0,3	-1,0
Industries productrices de services	866 639	867 633	866 587	863 763	859 110	858 140	859 210	859 249
	-0,2	0,1	-0,1	-0,3	-0,5	-0,1	0,1	0,0
Commerce de gros	70 282	70 279	68 655	67 030	65 405	63 629	63 346	62 899
	-3,0	-0,0	-2,3	-2,4	-2,4	-2,7	-0,4	-0,7
Commerce de détail	75 046	75 320	74 781	74 222	71 960	73 072	72 939	73 190
	-0,1	0,4	-0,7	-0,7	-3,0	1,5	-0,2	0,3
Transport et entreposage	56 875	56 674	56 617	56 270	55 391	55 080	55 128	54 668
	-0,8	-0,4	-0,1	-0,6	-1,6	-0,6	0,1	-0,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	45 350	45 369	45 426	45 399	45 361	45 521	45 445	45 443
	0,5	0,0	0,1	-0,1	-0,1	0,4	-0,2	-0,0
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	247 497	248 150	248 105	247 500	247 719	247 610	248 676	249 810
	0,0	0,3	-0,0	-0,2	0,1	-0,0	0,4	0,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	58 661	58 728	58 800	58 791	58 595	58 517	58 465	58 305
	0,2	0,1	0,1	-0,0	-0,3	-0,1	-0,1	-0,3
Services administratifs et gestion des déchets	31 079	30 973	30 976	30 906	30 793	30 740	30 595	30 227
	-0,2	-0,3	0,0	-0,2	-0,4	-0,2	-0,5	-1,2
Services d'enseignement	60 753	60 826	60 965	60 926	61 085	61 187	61 481	61 597
	0,2	0,1	0,2	-0,1	0,3	0,2	0,5	0,2
Soins de santé et assistance sociale	79 416	79 622	79 919	80 277	80 521	80 513	80 678	80 849
	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	-0,0	0,2	0,2
Arts, spectacles et loisirs	11 731	11 744	11 850	11 823	11 784	11 918	11 988	11 883
	0,1	0,1	0,9	-0,2	-0,3	1,1	0,6	-0,9
Hébergement et services de restauration	27 815	27 499	27 626	27 694	27 502	27 360	27 508	27 384
	0,6	-1,1	0,5	0,2	-0,7	-0,5	0,5	-0,5
Autres services, sauf les administrations publiques	32 635	32 685	32 770	32 788	32 823	32 832	32 824	32 860
	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1	0,0	-0,0	0,1
Administrations publiques	69 662	69 933	70 245	70 260	70 297	70 282	70 279	70 305
	0,3	0,4	0,4	0,0	0,1	-0,0	-0,0	0,0
Autres agrégations								
Production industrielle	263 761	262 350	261 829	257 328	252 246	247 707	246 359	243 241
	-1,8	-0,5	-0,2	-1,7	-2,0	-1,8	-0,5	-1,3
Fabrication de biens non durables	69 592	69 800	69 040	68 074	67 533	67 181	66 790	66 523
	-2,1	0,3	-1,1	-1,4	-0,8	-0,5	-0,6	-0,4
Fabrication de biens durables	106 316	105 565	104 370	101 018	96 771	91 939	91 914	90 595
	-1,9	-0,7	-1,1	-3,2	-4,2	-5,0	-0,0	-1,4
Secteur des entreprises	1 029 124	1 027 806	1 025 989	1 017 639	1 005 454	998 348	997 326	993 302
	-0,7	-0,1	-0,2	-0,8	-1,2	-0,7	-0,1	-0,4
Secteur non commercial	199 948	200 385	200 961	201 096	201 573	201 785	202 135	202 342
	0,2	0,2	0,3	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Secteur des TIC, total	58 884	59 078	59 003	58 621	58 650	58 375	58 432	58 146
	-0,1	0,3	-0,1	-0,6	0,0	-0,5	0,1	-0,5
Secteur de l'énergie	82 761	82 285	83 199	82 628	81 855	81 976	81 895	80 377
	-1,9	-0,6	1,1	-0,7	-0,9	0,1	-0,1	-1,9

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Tableau C.2 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Industries productrices de biens	371 248	367 134	365 400	365 882	357 118	342 855	374 126	363 884
	-1,1	-1,1	-0,5	0,1	-2,4	-4,0	0,5	-2,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	26 205	25 999	26 078	25 789	25 896	25 788	26 478	25 940
	-0,3	-0,8	0,3	-1,1	0,4	-0,4	-4,2	-2,0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	56 226	55 639	54 818	55 674	55 084	53 565	57 288	55 304
	-2,7	-1,0	-1,5	1,6	-1,1	-2,8	1,0	-3,5
Services publics	31 951	31 644	31 160	31 071	30 680	30 289	31 344	31 139
	2,2	-1,0	-1,5	-0,3	-1,3	-1,3	3,9	-0,7
Construction	73 467	74 367	74 840	75 508	74 695	72 185	72 890	74 853
	0,3	1,2	0,6	0,9	-1,1	-3,4	2,9	2,7
Fabrication	182 957	178 755	178 278	176 698	168 813	158 450	185 311	175 636
	-1,4	-2,3	-0,3	-0,9	-4,5	-6,1	-0,9	-5,2
Industries productrices de services	857 799	861 637	865 248	867 494	863 153	858 866	846 591	864 383
	0,8	0,4	0,4	0,3	-0,5	-0,5	3,5	2,1
Commerce de gros	72 063	71 837	71 722	71 009	67 030	63 291	70 256	70 399
	1,6	-0,3	-0,2	-1,0	-5,6	-5,6	5,5	0,2
Commerce de détail	73 734	74 486	74 983	75 154	73 654	73 067	72 391	74 570
	1,5	1,0	0,7	0,2	-2,0	-0,8	5,8	3,0
Transport et entreposage	56 863	56 845	57 122	56 966	56 093	54 959	56 624	56 757
	-0,2	-0,0	0,5	-0,3	-1,5	-2,0	1,7	0,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 900	44 751	45 030	45 281	45 395	45 470	44 349	45 115
	0,9	-0,3	0,6	0,6	0,3	0,2	2,6	1,7
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	243 946	245 802	246 485	247 682	247 775	248 699	240 536	246 936
	0,7	0,8	0,3	0,5	0,0	0,4	4,0	2,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	58 287	58 261	58 401	58 635	58 729	58 429	57 874	58 506
	0,4	-0,0	0,2	0,4	0,2	-0,5	3,4	1,1
Services administratifs et gestion des déchets	31 257	31 264	31 220	31 064	30 892	30 521	30 948	31 110
	0,6	0,0	-0,1	-0,5	-0,6	-1,2	3,2	0,5
Services d'enseignement	59 606	59 974	60 395	60 736	60 992	61 422	58 863	60 524
	0,8	0,6	0,7	0,6	0,4	0,7	3,1	2,8
Soins de santé et assistance sociale	77 884	78 349	78 884	79 440	80 239	80 680	77 035	79 228
	0,7	0,6	0,7	0,7	1,0	0,5	2,8	2,8
Arts, spectacles et loisirs	11 746	11 641	11 717	11 733	11 819	11 930	11 716	11 727
	-0,6	-0,9	0,7	0,1	0,7	0,9	2,3	0,1
Hébergement et services de restauration	27 638	27 812	27 919	27 656	27 607	27 417	27 146	27 748
	1,2	0,6	0,4	-0,9	-0,2	-0,7	1,7	2,2
Autres services, sauf les administrations publiques	31 979	32 212	32 419	32 625	32 794	32 839	31 542	32 512
	1,0	0,7	0,6	0,6	0,5	0,1	3,2	3,1
Administrations publiques	68 074	68 591	69 123	69 683	70 267	70 289	67 463	69 416
	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,0	2,0	2,9
Autres agrégations								
Production industrielle	271 769	267 075	264 894	264 930	257 134	245 769	274 908	263 508
	-1,5	-1,7	-0,8	0,0	-2,9	-4,4	0,2	-4,1
Fabrication de biens non durables	71 623	70 752	70 682	70 168	68 216	66 831	72 507	69 955
	-1,8	-1,2	-0,1	-0,7	-2,8	-2,0	-1,8	-3,5
Fabrication de biens durables	111 673	108 265	107 847	106 769	100 720	91 483	113 149	105 900
	-1,2	-3,1	-0,4	-1,0	-5,7	-9,2	-0,3	-6,4
Secteur des entreprises	1 031 374	1 029 445	1 029 705	1 031 070	1 016 361	996 325	1 025 436	1 026 645
	0,1	-0,2	0,0	0,1	-1,4	-2,0	2,5	0,1
Secteur non commercial	195 792	197 143	198 590	199 929	201 210	202 087	193 838	199 218
	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	2,6	2,8
Secteur des TIC, total	58 065	58 327	58 805	58 967	58 758	58 318	57 199	58 714
	0,7	0,5	0,8	0,3	-0,4	-0,7	4,0	2,6
Secteur de l'énergie	84 855	83 904	82 469	83 128	82 561	81 416	85 827	83 016
	-1,4	-1,1	-1,7	0,8	-0,7	-1,4	1,0	-3,3

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Section D

Balance des paiements internationaux

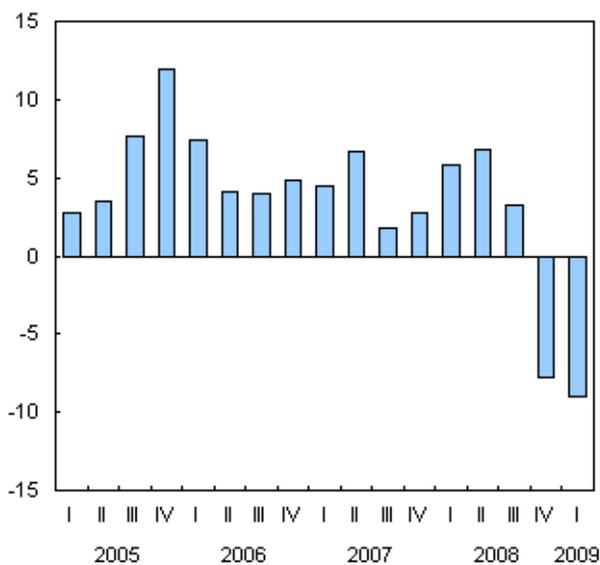
Premier trimestre de 2009

Le solde des opérations du compte courant avec le reste du monde (après désaisonnalisation) s'est traduit par un déficit de 9,1 milliards de dollars au premier trimestre de 2009, plus élevé que celui de 7,8 milliards de dollars du trimestre précédent. Le déficit du compte courant du premier trimestre est attribuable à une nouvelle réduction de l'excédent au chapitre des biens qui fut compensée en partie par un déficit moindre du revenu de placements. L'excédent au chapitre des biens a atteint 0,8 milliard de dollars au premier trimestre.

Graphique D.1

Le solde du compte courant montre de nouveau un important déficit

milliards de dollars, données désaisonnalisées



Dans le compte capital et financier (non désaisonnalisé), les flux % d'investissement de portefeuille ont rebondi après la tourmente survenue au quatrième trimestre, ce qui a contribué de façon considérable aux importantes entrées nettes de fonds au Canada au cours du premier trimestre. Ces résultats s'expliquent essentiellement par des acquisitions considérables d'instruments d'emprunt du gouvernement canadien ajoutés aux portefeuilles des investisseurs non-résidents. Les Canadiens ont, quant à eux, effectué des investissements transfrontaliers à un rythme moins soutenu, mais sont retournés sur les marchés boursiers étrangers.

Compte courant

L'excédent au chapitre des biens continue de perdre du terrain

L'excédent au chapitre des biens a chuté à 0,8 milliard de dollars au premier trimestre de 2009, son plus faible niveau depuis la fin de 1978 alors qu'il s'était chiffré à 0,7 milliard de dollars. Alors que les exportations et les importations de biens ont reculé considérablement, ce sont les exportations qui ont subi le fléchissement le plus important. Le recul le plus marqué dans la valeur des biens a été observé surtout dans les échanges avec les États-Unis.

Les exportations ont baissé de 19,1 milliards de dollars pour s'établir à 97,2 milliards de dollars, alors que les produits énergétiques, les biens industriels et les produits de l'automobile subissaient d'importantes réductions. Les exportations d'énergie ont de nouveau reculé en raison de la baisse continue des prix. Les exportations d'énergie ont perdu près de la moitié de leur valeur au cours des deux derniers trimestres. Les ventes de produits industriels vers l'étranger ont encore fléchi par suite de la faiblesse des prix et des volumes des ventes, après avoir enregistré un sommet au troisième trimestre de 2008. La valeur des exportations des produits de l'automobile a atteint son

Note aux lecteurs

Les données annuelles et trimestrielles ont été révisées pour les années de référence allant de 2005 à 2008. Cela est conforme à la politique générale de révision des statistiques des comptes nationaux où les données des quatre années précédentes sont révisées lors de la diffusion du premier trimestre. De façon générale, les révisions reflètent l'utilisation de sources d'information plus à jour provenant des enquêtes annuelles et des données administratives.

La balance des paiements retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le compte courant porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêts correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêts correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un surplus ou un déficit au compte courant.

Le compte capital et financier porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlent des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles, soit les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (l'actif étranger des investisseurs canadiens), soit à des non-résidents (le passif canadien face aux investisseurs étrangers). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital au Canada et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

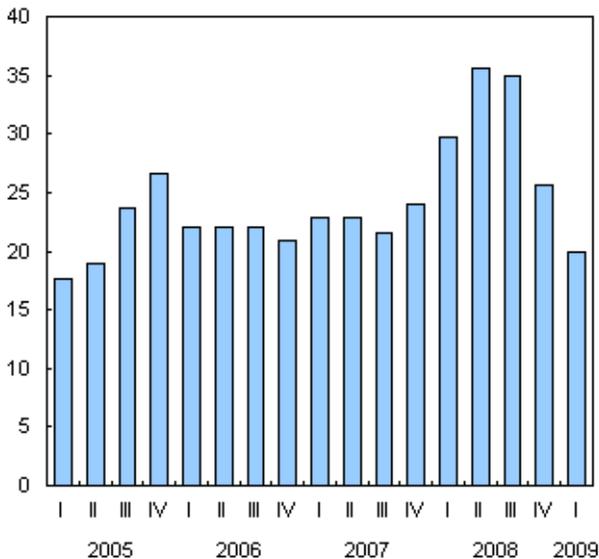
Un solde du compte courant en surplus ou en déficit correspond, en principe, à une sortie ou à une entrée nette de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes devrait donner zéro. En pratique, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes s'égalisent rarement, ce qui donne lieu à une erreur de mesure. La divergence statistique est l'entrée ou la sortie nette non observée.

niveau le plus bas en plus de 16 ans, le volume des ventes de voitures particulières et des pièces de rechange ayant chuté abruptement.

Graphique D.2

Les exportations de produits énergétiques en baisse alors que les prix diminuent encore

milliards de dollars, données désaisonnalisées



Les importations ont fléchi de 16,5 milliards de dollars pour atteindre 96,4 milliards de dollars, les produits de l'automobile ayant reculé à 11,9 milliards de dollars, soit leur plus bas niveau en 15 ans. Ce repli est attribuable à la détérioration du volume des ventes de voitures particulières et de pièces de rechange. Les produits énergétiques ont fléchi de 35 %, les volumes et particulièrement les prix ayant subi un recul au cours du trimestre. Les machines et le matériel ainsi que les biens industriels ont également enregistré un fléchissement notable, principalement en raison des volumes plus bas.

Le déficit des services reste le même

Le déficit des services est demeuré à 6,1 milliards de dollars au premier trimestre de 2009. Les recettes des services commerciaux ont diminué au premier trimestre, entraînant le déficit à son plus haut niveau depuis le deuxième trimestre de 2004. Cependant, les déficits des voyages et des transports ont diminué légèrement malgré le fait que les Canadiens ont beaucoup dépensé lors de leurs voyages vers d'autres pays que les États-Unis au cours du trimestre. En particulier, les dépenses des Canadiens aux États-Unis ont continué à reculer, suscitant une nouvelle réduction du déficit au chapitre des voyages avec les États-Unis.

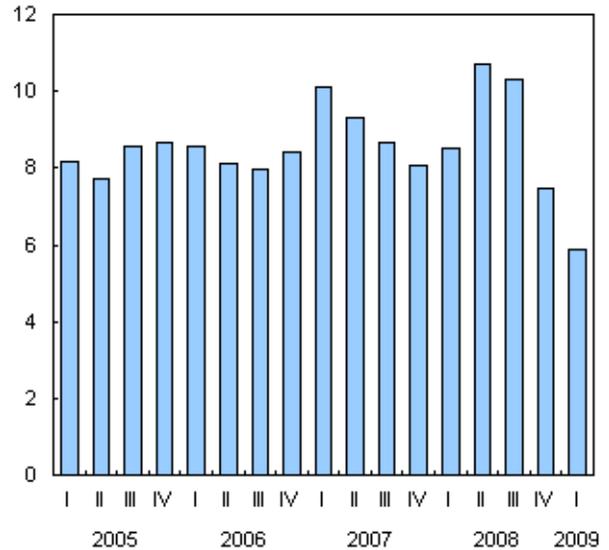
Le déficit au titre du revenu de placements est en baisse

Le déficit au titre du revenu de placements a diminué à 3,3 milliards de dollars au premier trimestre de 2009, après avoir enregistré un déficit de 5,1 milliards de dollars lors du trimestre précédent. Cette baisse découle largement des gains sur l'investissement direct, les bénéfices réalisés par les investisseurs directs étrangers au Canada chutant à leur plus bas niveau depuis la fin de 2004.

Graphique D.3

Les profits au Canada obtenus par les investisseurs directs étrangers sont à leur plus bas depuis 2004

milliards de dollars, données désaisonnalisées

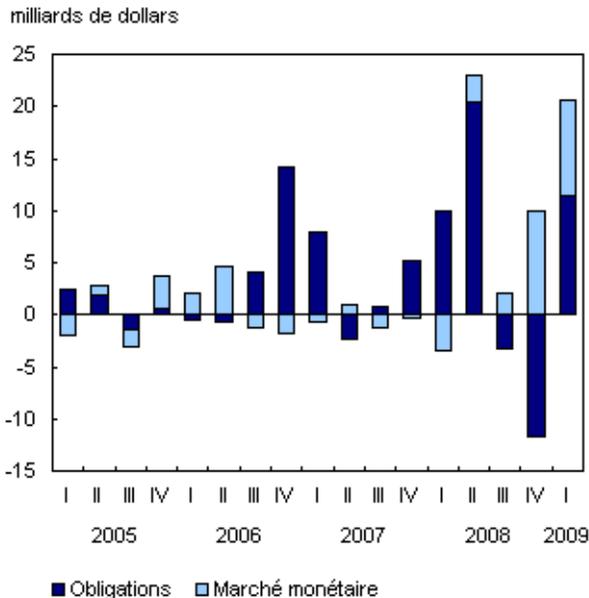


Compte capital et financier

La demande étrangère de titres canadiens reprend

Les investisseurs non résidents ont acheté pour 23,3 milliards de dollars de titres canadiens au premier trimestre de 2009, après des ventes nettes enregistrées au cours des deux trimestres précédents. Les flux d'investissement étranger au pays témoignaient d'un intérêt vigoureux et soutenu pour les effets canadiens à court terme et d'un retour au marché obligataire canadien.

Graphique D.4 La demande des non-résidents pour les titres du marché monétaire canadien demeure soutenue



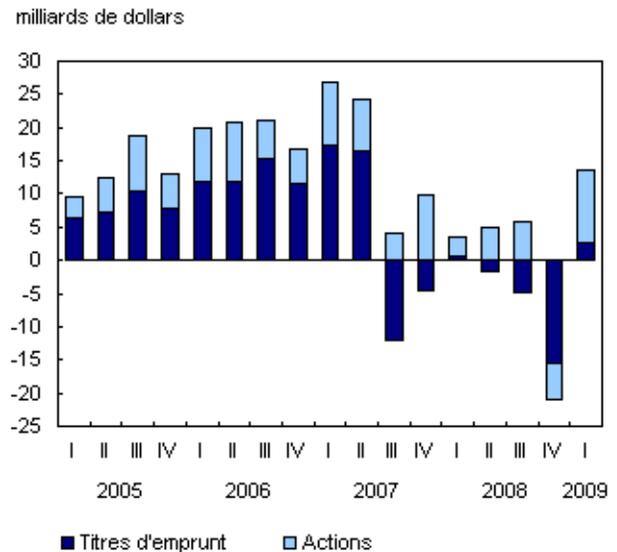
Les investissements étrangers soutenus de 9,2 milliards de dollars en instruments du marché monétaire canadien au premier trimestre ont été dominés par les acquisitions d'effets à court terme fédéraux et provinciaux, les écarts de taux d'intérêt à court terme ayant favorisé l'investissement au Canada. Par ailleurs, les achats de 11,4 milliards de dollars d'obligations canadiennes ont presque effacé le désinvestissement affiché au trimestre précédent. Cette activité a porté sur les obligations émises par les sociétés privées et le gouvernement fédéral. Le marché des nouvelles obligations de sociétés a montré des signes de reprise, les écarts de rendement avec les titres gouvernementaux ayant diminué.

Les non-résidents ont également ajouté 2,6 milliards de dollars d'actions canadiennes à leurs portefeuilles au premier trimestre, après deux trimestres de ventes nettes. Les investissements étrangers se sont déplacés des actions du secteur aurifère au secteur bancaire au cours du trimestre. Les cours des actions canadiennes ont fléchi de 3 % au premier trimestre après avoir perdu plus du tiers de leur valeur durant la seconde moitié de 2008.

Les investisseurs canadiens retournent sur les marchés boursiers étrangers

Les investisseurs canadiens sont retournés vers les titres étrangers au premier trimestre de 2009 après avoir enregistré un désinvestissement considérable au quatrième trimestre de 2008. Cela est survenu dans la foulée de l'effondrement des marchés boursiers mondiaux en octobre 2008. Les investissements en actions étrangères ont atteint leur plus haut niveau en huit ans pour s'établir à 10,8 milliards de dollars. Les investissements canadiens ont porté sur les actions américaines pour ensuite se concentrer sur les autres actions étrangères au cours du trimestre et ont couvert un large éventail d'actions de diverses économies et industries.

Graphique D.5 Les Canadiens achètent des actions étrangères suite à l'effondrement des marchés boursiers mondiaux en octobre 2008¹



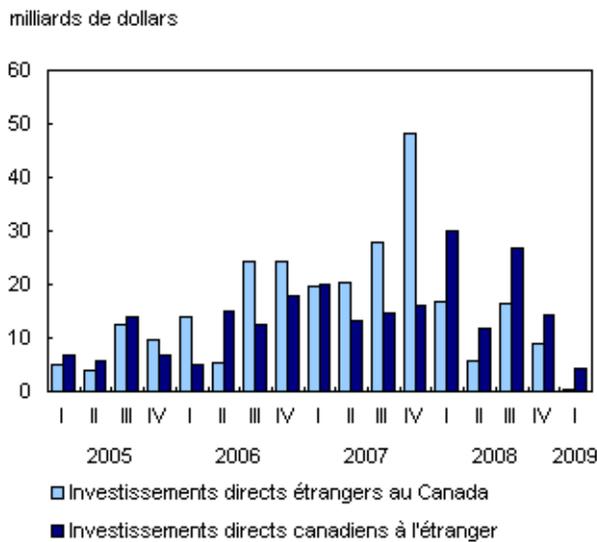
1. Signes renversés de la balance des paiements.

L'investissement en instruments d'emprunt étrangers a repris légèrement après quelques trimestres de ventes nettes, soit depuis que la situation liée au crédit mondial a commencé à susciter des incertitudes en 2007. La majeure partie de l'investissement a porté sur les instruments d'emprunt à court et à long terme du gouvernemental des États-Unis, parallèlement à une activité d'emprunt importante au cours de cette période.

Baisse de l'activité au chapitre des investissements directs étrangers

Les investisseurs directs au Canada et de l'étranger ont réduit leurs flux transfrontaliers au premier trimestre de 2009, alors que l'activité liée aux fusions et aux acquisitions a considérablement ralenti. Les investissements directs canadiens à l'étranger se sont établis à 4,2 milliards de dollars, soit leur plus bas niveau en six ans. Les investissements ont été largement orientés vers le secteur de la finance et des assurances, tandis que l'activité liée au secteur de l'énergie et des minerais métalliques a entraîné une rare diminution des actifs.

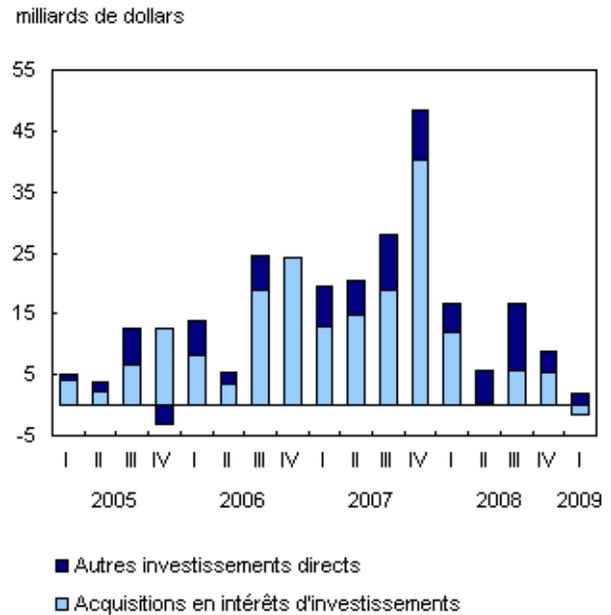
Graphique D.6
La tendance à la baisse des investissements directs au Canada et à l'étranger se poursuit¹



1. Signes renversés de la balance des paiements pour les investissements directs canadiens à l'étranger.

Les entrées de fonds au chapitre des investissements directs étrangers au Canada au premier trimestre ont atteint leur plus bas niveau en quatre ans. Les bénéficiaires réinvestis dans des filiales canadiennes ont diminué de nouveau alors que les non-résidents ont cédé une partie de leurs actifs aux Canadiens, l'investissement en provenance des États-Unis et de la Grande-Bretagne ayant été plus que compensé par le désinvestissement d'autres pays d'Europe.

Graphique D.7
Des profits à la baisse jumelés à des désinvestissements contribuent à l'affaiblissement des investissements directs étrangers au Canada



Les institutions de dépôt canadiennes rapatrient des fonds

Les opérations au titre du compte des autres investissements ont entraîné des entrées nettes de capitaux de 9,7 milliards de dollars. Les investisseurs canadiens (essentiellement les banques) ont rapatrié des dépôts de l'étranger après d'importantes hausses à ce chapitre totalisant près de 80 milliards de dollars en 2007 et 2008, période caractérisée par la turbulence sur les marchés du crédit.

Tableau D.1 Balance des paiements

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	127 234	131 218	147 681	148 813	132 622	109 568	532 763	560 335
Biens	110 832	115 269	130 062	128 806	115 720	93 920	463 127	489 857
Services	16 403	15 950	17 619	20 007	16 902	15 648	69 637	70 478
Revenus de placements	20 038	18 643	19 814	17 608	15 603	14 475	76 546	71 667
Investissements directs	10 826	9 794	11 050	9 223	7 523	6 253	41 884	37 590
Investissements de portefeuille	5 423	5 546	5 739	5 647	5 265	5 509	22 066	22 198
Autres investissements	3 790	3 302	3 026	2 738	2 814	2 713	12 596	11 880
Transferts courants	2 720	2 755	2 229	2 109	3 228	2 432	9 489	10 322
Recettes du compte courant	149 992	152 616	169 725	168 530	151 453	126 476	618 798	642 324
Paiements								
Biens et services	123 867	125 515	137 679	137 074	135 697	116 700	503 840	535 965
Biens	101 972	101 963	114 204	113 793	113 028	92 751	415 229	442 988
Services	21 895	23 552	23 475	23 281	22 669	23 949	88 611	92 977
Revenus de placements	21 079	20 802	22 562	22 674	20 853	17 985	87 880	86 891
Investissements directs	8 854	9 158	11 640	11 132	8 072	6 244	39 830	40 001
Investissements de portefeuille	7 618	7 548	7 775	8 179	8 480	8 283	30 999	31 981
Autres investissements	4 607	4 096	3 147	3 363	4 302	3 458	17 051	14 908
Transferts courants	2 700	3 480	2 453	2 659	2 760	3 581	11 473	11 353
Paiements du compte courant	147 647	149 797	162 695	162 407	159 310	138 266	603 192	634 209
Soldes								
Biens et services	3 367	5 703	10 002	11 739	-3 074	-7 131	28 924	24 370
Biens	8 860	13 306	15 858	15 013	2 692	1 169	47 898	46 869
Services	-5 493	-7 603	-5 856	-3 274	-5 766	-8 300	-18 974	-22 499
Revenus de placements	-1 041	-2 159	-2 748	-5 066	-5 251	-3 510	-11 334	-15 223
Investissements directs	1 972	636	-590	-1 909	-549	10	2 054	-2 411
Investissements de portefeuille	-2 195	-2 002	-2 036	-2 532	-3 214	-2 774	-8 933	-9 783
Autres investissements	-817	-794	-122	-626	-1 487	-746	-4 455	-3 029
Transferts courants	20	-725	-224	-550	468	-1 148	-1 984	-1 031
Solde du compte courant	2 346	2 820	7 030	6 123	-7 857	-11 790	15 606	8 115
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	1 000	1 192	1 191	1 113	1 023	1 211	4 258	4 520
Compte financier	1 568	-7 297	-5 201	-10 405	11 262	15 664	-23 819	-11 641
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-16 174	-29 841	-11 912	-26 676	-14 444	-4 157	-64 056	-82 874
Investissements de portefeuille	-5 372	-3 454	-3 167	-783	21 057	-13 445	-48 426	13 652
Obligations étrangères	2 937	-685	1 121	4 319	11 599	-533	-28 902	16 354
Actions étrangères	-9 828	-2 891	-4 815	-5 739	5 531	-10 809	-30 946	-7 914
Effets du marché monétaire étranger	1 518	121	527	637	3 927	-2 102	11 422	5 212
Autres investissements	-9 186	-18 509	-7 754	-394	-7 654	1 351	-63 194	-34 311
Prêts	1 666	-3 684	1 734	6 446	-5 123	1 203	-10 237	-626
Dépôts	-6 592	-14 209	-7 797	-8 531	-6 691	5 436	-42 202	-37 227
Réserves internationales	588	247	-1 816	-779	638	-1 078	-4 644	-1 711
Autres actifs	-4 848	-863	125	2 469	3 522	-4 210	-6 111	5 253
Total de l'actif du Canada, flux nets	-30 732	-51 805	-22 833	-27 854	-1 041	-16 251	-175 676	-103 533
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	48 332	16 686	5 566	16 591	8 867	246	116 448	47 710
Investissements de portefeuille	-27 190	10 157	28 648	-6 656	-3 092	23 285	-31 590	29 057
Obligations canadiennes	5 130	9 904	20 352	-3 333	-11 743	11 447	11 548	15 179
Actions canadiennes	-32 039	3 698	5 617	-5 323	-1 246	2 610	-41 994	2 746
Effets du marché monétaire canadien	-281	-3 445	2 679	2 000	9 897	9 228	-1 143	11 132
Autres investissements	11 157	17 664	-16 582	7 514	6 528	8 383	66 999	15 124
Emprunts	7 667	965	-1 422	3 091	573	2 558	13 084	3 208
Dépôts	4 405	16 165	-15 598	4 270	8 535	5 669	48 566	13 372
Autres passifs	-914	534	438	153	-2 581	156	5 349	-1 456
Total du passif du Canada, flux nets	32 300	44 507	17 632	17 449	12 303	31 915	151 857	91 891
Total du compte capital et financier, flux nets	2 568	-6 105	-4 010	-9 292	12 285	16 875	-19 562	-7 122
Divergence statistique	-4 913	3 285	-3 020	3 169	-4 428	-5 086	3 955	-994

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Tableau D.2 Compte courant

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	128 712	135 444	143 916	146 864	134 111	114 191	532 763	560 335
Biens	111 338	117 996	126 385	129 144	116 332	97 209	463 127	489 857
Services	17 374	17 448	17 531	17 719	17 779	16 982	69 637	70 478
Voyages	4 095	4 034	4 026	4 053	4 006	3 833	16 468	16 119
Transports	2 844	3 034	3 212	3 247	3 105	2 787	11 881	12 598
Services commerciaux	10 007	9 950	9 855	9 965	10 205	9 870	39 627	39 974
Services gouvernementaux	427	430	439	454	464	493	1 660	1 787
Revenus de placements	19 968	19 017	19 214	17 902	15 534	14 833	76 546	71 667
Investissements directs	10 639	10 141	10 625	9 475	7 348	6 610	41 884	37 590
Intérêts	541	620	758	829	483	369	1 935	2 690
Bénéfices	10 098	9 521	9 867	8 646	6 866	6 241	39 949	34 900
Investissements de portefeuille	5 553	5 523	5 608	5 672	5 395	5 477	22 066	22 198
Intérêts	1 861	1 647	1 749	1 764	1 477	1 532	8 067	6 637
Dividendes	3 692	3 877	3 859	3 908	3 918	3 945	13 999	15 561
Autres investissements	3 776	3 353	2 981	2 755	2 791	2 746	12 596	11 880
Transferts courants	2 401	2 427	2 569	2 494	2 831	2 215	9 489	10 322
Privé	648	575	617	630	693	615	2 599	2 515
Officiel	1 753	1 852	1 952	1 864	2 138	1 601	6 890	7 807
Total des recettes	151 080	156 889	165 699	167 260	152 476	131 239	618 798	642 324
Paiements								
Biens et services	124 574	127 633	133 402	138 198	136 732	119 461	503 840	535 965
Biens	101 486	104 991	110 154	115 028	112 815	96 364	415 229	442 988
Services	23 089	22 642	23 247	23 170	23 918	23 097	88 611	92 977
Voyages	7 301	7 209	7 247	7 245	7 032	6 782	26 511	28 734
Transports	5 259	5 157	5 279	5 531	5 622	5 229	19 842	21 590
Services commerciaux	10 237	9 980	10 431	10 103	10 970	10 810	41 120	41 484
Services gouvernementaux	291	296	290	290	294	276	1 137	1 170
Revenus de placements	20 960	20 683	22 571	22 972	20 664	18 148	87 880	86 891
Investissements directs	8 988	9 277	11 434	11 066	8 225	6 507	39 830	40 001
Intérêts	931	745	728	737	738	636	3 711	2 947
Bénéfices	8 057	8 532	10 706	10 329	7 487	5 871	36 118	37 054
Investissements de portefeuille	7 630	7 589	7 760	8 145	8 487	8 334	30 999	31 981
Intérêts	5 488	5 511	5 622	5 909	6 328	6 234	22 851	23 370
Dividendes	2 142	2 078	2 138	2 236	2 159	2 100	8 147	8 612
Autres investissements	4 342	3 817	3 377	3 762	3 952	3 307	17 051	14 908
Transferts courants	2 832	2 702	2 977	2 833	2 840	2 687	11 473	11 353
Privé	1 864	1 779	1 812	1 842	1 819	1 686	7 759	7 252
Officiel	968	924	1 165	991	1 021	1 001	3 713	4 101
Total des paiements	148 366	151 018	158 951	164 004	160 236	140 296	603 192	634 209
Soldes								
Biens et services	4 137	7 811	10 514	8 666	-2 621	-5 270	28 924	24 370
Biens	9 852	13 005	16 230	14 116	3 517	845	47 898	46 869
Services	-5 715	-5 194	-5 716	-5 451	-6 139	-6 115	-18 974	-22 499
Voyages	-3 206	-3 175	-3 222	-3 193	-3 026	-2 950	-10 043	-12 615
Transports	-2 415	-2 123	-2 068	-2 284	-2 518	-2 442	-7 961	-8 992
Services commerciaux	-230	-30	-576	-138	-765	-940	-1 493	-1 510
Services gouvernementaux	136	134	150	164	170	218	522	618
Revenus de placements	-992	-1 666	-3 358	-5 070	-5 130	-3 315	-11 334	-15 223
Investissements directs	1 651	865	-809	-1 591	-876	103	2 054	-2 411
Intérêts	-389	-124	30	92	-255	-267	-1 776	-258
Bénéfices	2 041	989	-839	-1 683	-621	370	3 830	-2 154
Investissements de portefeuille	-2 077	-2 066	-2 153	-2 472	-3 092	-2 856	-8 933	-9 783
Intérêts	-3 628	-3 865	-3 873	-4 144	-4 851	-4 701	-14 784	-16 733
Dividendes	1 551	1 799	1 721	1 672	1 758	1 845	5 851	6 950
Autres investissements	-566	-464	-397	-1 007	-1 161	-561	-4 455	-3 029
Transferts courants	-431	-275	-408	-339	-9	-472	-1 984	-1 031
Privé	-1 216	-1 203	-1 195	-1 213	-1 126	-1 071	-5 160	-4 737
Officiel	785	928	787	874	1 117	599	3 176	3 706
Compte courant	2 714	5 871	6 748	3 257	-7 760	-9 056	15 606	8 115

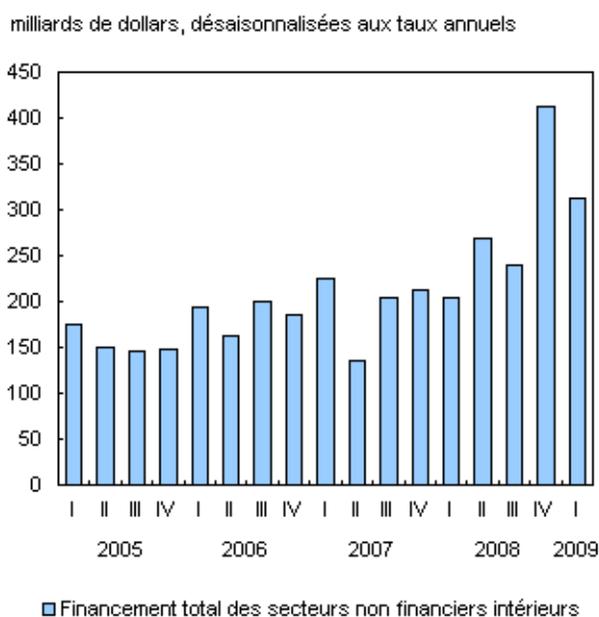
Section E

Comptes des flux financiers

Premier trimestre de 2009

L'emprunt total des secteurs non financiers au Canada (les ménages, les sociétés privées, les administrations publiques et les entreprises publiques) s'est établi à 312 milliards de dollars au premier trimestre de 2009, en baisse comparativement à 412 milliards de dollars au trimestre précédent.

Graphique E.1
La demande globale de financement ralentit



Au cours du premier trimestre, le dollar canadien a perdu de sa valeur sur les marchés financiers et l'indice composite Standard & Poor's / Bourse de Toronto a encore reculé, clôturant en baisse de 3 %, après une diminution record de 24 % au quatrième trimestre de 2008.

En outre, les prix des produits de base ont diminué pour un troisième trimestre consécutif. Les taux d'intérêt à court terme ont baissé, la Banque du Canada ayant fait passer le taux d'escompte à 0,50 %. Les taux hypothécaires ont également légèrement diminué au cours du trimestre.

Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

Les ménages

La demande de fonds des ménages s'est établie à 65 milliards de dollars, en baisse marquée par rapport au trimestre précédent (91 milliards de dollars). Des dépenses personnelles plus faibles en biens et services, plus particulièrement au chapitre des achats de véhicules automobiles et d'accessoires d'ameublement de maison, ont contribué à réduire l'emprunt des ménages sous forme de crédit à la consommation et de prêts bancaires.

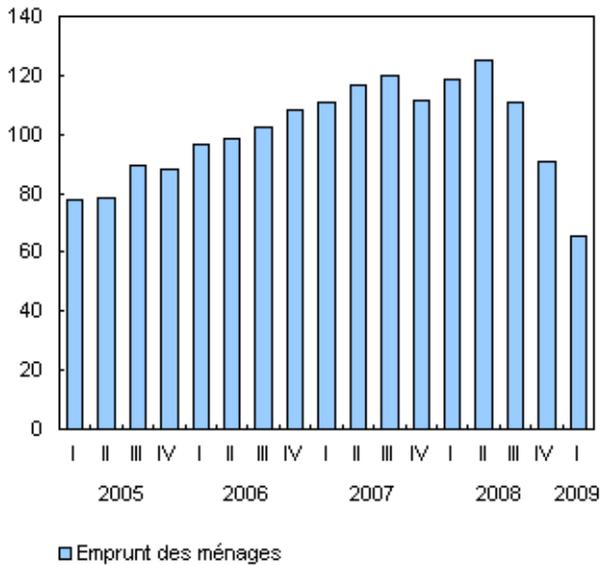
En dépit de la baisse du taux hypothécaire sur cinq ans, les nouveaux emprunts hypothécaires nets ont aussi connu un recul au cours des trois premiers mois de 2009, l'investissement en construction résidentielle et l'activité sur le marché de la revente de maisons ayant continué à faiblir.

L'épargne personnelle est demeurée élevée au premier trimestre de 2009. Les Canadiens ont concentré leurs investissements dans les dépôts, comme les certificats de placement garanti. La diminution des taux d'intérêt a contribué à la baisse du ratio du service de la dette des ménages, celui-ci étant passé de 8,0 % du revenu personnel disponible au quatrième trimestre à 7,9 % au premier trimestre.

Graphique E.2

L'emprunt des ménages est en forte baisse

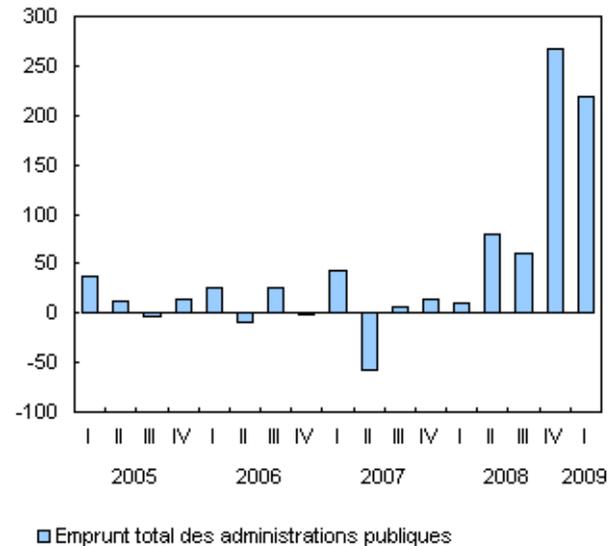
milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Graphique E.3

L'emprunt des administrations publiques demeure élevé

milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Les administrations publiques

Les emprunts de l'administration publique fédérale ont faibli au cours du premier trimestre de 2009, mais sont demeurés élevés. Ces emprunts ont été effectués en partie pour soutenir le plan de stimulation économique et le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés de l'administration publique fédérale. Ce programme vise à fournir du financement stable à long terme aux prêteurs et à les aider à continuer de prêter aux entreprises et aux consommateurs canadiens. Les recettes de l'administration publique fédérale ont aussi diminué (-5,6 %) au premier trimestre de 2009, surtout en raison de la réduction du revenu tiré des impôts des sociétés, des entreprises publiques et des particuliers.

L'emprunt des autres ordres de l'administration publique a également ralenti, et ce, pour un deuxième trimestre, mais est demeuré élevé par rapport aux dernières années. L'ensemble du secteur des administrations publiques est demeuré en situation d'emprunt net par rapport au reste de l'économie pour un deuxième trimestre consécutif.

Les sociétés non financières privées

Une diminution des prix des produits de base et un ralentissement dans les secteurs de la fabrication et du commerce de gros ont fait baisser les bénéfices des sociétés pour un deuxième trimestre consécutif. Le secteur des sociétés non financières a enregistré un léger excédent au premier trimestre de 2009, après avoir affiché un déficit au trimestre précédent. L'emprunt de ce secteur a connu un ralentissement, passant de 58 milliards de dollars au trimestre précédent à 25 milliards de dollars au premier trimestre.

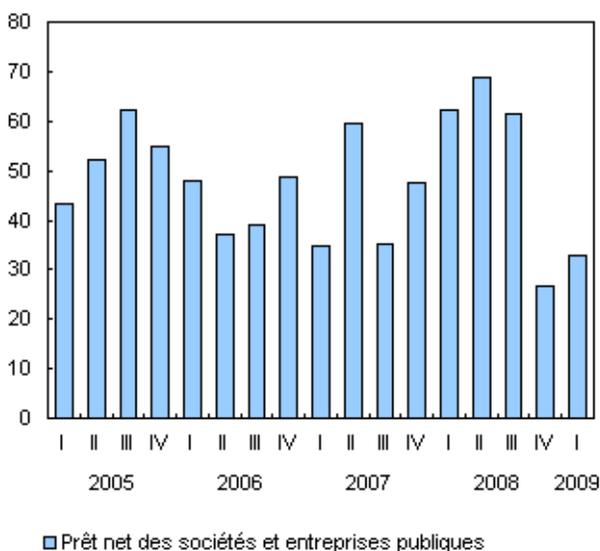
Les institutions financières

Les institutions prêteuses et les investisseurs institutionnels ont continué d'investir considérablement dans des titres à revenu fixe canadiens. Grâce au Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés, l'administration publique fédérale a mis des fonds à la disposition des prêteurs pour un deuxième trimestre consécutif. L'ensemble de la titrisation de prêts hypothécaires a connu un ralentissement au cours du trimestre, après avoir atteint des niveaux record au trimestre précédent.

Dans l'ensemble, le prêt net des sociétés et des entreprises publiques est demeuré positif, le secteur fournissant des fonds au reste de l'économie.

Graphique E.4 Le prêt net des sociétés augmente

milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

**Les non-résidents**

La baisse plus marquée des exportations par rapport aux importations au quatrième trimestre de 2008 et au premier trimestre de 2009 a fait augmenter l'épargne des non-résidents, le secteur étant passé d'une situation d'emprunt net à une situation de prêt net. Cette épargne a été utilisée en partie pour acheter des effets à court terme canadiens et des obligations, pour effectuer des dépôts dans des institutions financières canadiennes et a constitué une source importante de fonds pour répondre à la demande des administrations publiques, des sociétés non financières et des ménages canadiens.

Tableau E.1 Tableau sommaire du marché financier

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Financement								
Particuliers et entreprises individuelles	111 788	118 528	125 144	111 152	90 940	65 432	114 786	111 441
Crédit à la consommation	33 744	34 752	34 972	30 476	22 260	19 992	34 365	30 615
Emprunts bancaires	-164	-328	1 676	3 412	4 172	1 640	935	2 233
Autres emprunts	-756	7 376	2 572	7 236	4 888	-5 328	3 217	5 518
Hypothèques	78 964	76 728	85 924	70 028	59 620	49 128	76 269	73 075
Sociétés privées non financières	85 808	79 760	67 408	70 672	58 060	25 492	77 717	68 975
Emprunts bancaires	23 008	12 540	5 348	27 968	56 780	-8 688	20 226	25 659
Autres emprunts	1 500	-908	-3 936	1 876	-6 136	-7 384	-281	-2 276
Autres effets à court terme	5 024	17 660	2 924	-6 864	-3 568	548	3 738	2 538
Hypothèques	17 020	21 976	19 692	16 992	17 368	9 968	18 105	19 007
Obligations	6 876	8 300	24 148	21 968	-8 964	14 044	12 437	11 363
Actions	32 380	20 192	19 232	8 732	2 580	17 004	23 492	12 684
Entreprises publiques non financières	1 752	-5 088	-3 328	-2 996	-3 324	2 244	329	-3 684
Emprunts bancaires	-180	-768	464	-156	-316	504	-225	-194
Autres emprunts	720	3 460	-2 688	936	288	-420	-719	499
Autres effets à court terme	-2 184	552	-944	-1 236	-532	1 436	70	-540
Hypothèques	-8	0	12	-4	4	-8	-4	3
Obligations	3 404	-8 332	-172	-2 536	-2 768	732	1 207	-3 452
Actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Administration fédérale	-2 232	4 500	56 772	7 192	219 972	178 868	-19 856	72 109
Emprunts bancaires	144	168	148	152	144	140	139	153
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	11 288	1 356	59 424	18 940	183 124	65 964	-8 587	65 711
Obligations d'épargne du Canada	-3 600	-1 516	-1 056	-832	16	-292	-2 229	-847
Autres obligations	-10 064	4 492	-1 744	-11 068	36 688	113 056	-9 179	7 092
Autres paliers d'administration publique	16 048	5 500	22 880	52 644	46 332	40 288	21 347	31 839
Emprunts bancaires	-292	108	516	528	1 084	1 132	292	559
Autres emprunts	880	716	504	824	156	740	695	550
Autres effets à court terme	32	-668	-2 356	32 116	30 256	-1 636	5 544	14 837
Hypothèques	0	12	-8	-4	0	20	-16	0
Obligations provinciales	11 112	4 580	21 920	18 144	13 876	36 892	12 914	14 630
Obligations municipales	4 556	708	2 316	1 048	1 104	3 088	2 004	1 294
Autres obligations	-240	44	-12	-12	-144	52	-86	-31
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	213 164	203 200	268 876	238 664	411 980	312 324	194 323	280 680
Crédit à la consommation	33 744	34 752	34 972	30 476	22 260	19 992	34 365	30 615
Emprunts bancaires	22 516	11 720	8 152	31 904	61 864	-5 272	21 367	28 410
Autres emprunts	2 344	10 644	-3 548	10 872	-804	-12 392	2 912	4 291
Effets à court terme, Canada	11 288	1 356	59 424	18 940	183 124	65 964	-8 587	65 711
Autres effets à court terme	2 872	17 544	-376	24 016	26 156	348	9 352	16 835
Hypothèques	95 976	98 716	105 620	87 012	76 992	59 108	94 354	92 085
Obligations	12 044	8 276	45 400	26 712	39 808	167 572	17 068	30 049
Actions	32 380	20 192	19 232	8 732	2 580	17 004	23 492	12 684

Tableau E.2 Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	1 191 648	1 217 668	1 222 648	1 229 092	1 236 932	1 229 160	1 170 715	1 226 585
Rémunération des salariés	799 508	812 496	820 916	827 116	831 936	826 304	784 839	823 116
Revenu net des entreprises individuelles[2]	90 924	93 516	95 500	97 860	98 108	97 432	90 407	96 246
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	139 120	141 508	142 144	140 304	138 328	134 192	137 344	140 571
Transferts courants en provenance des administrations publiques	157 484	165 628	159 620	159 116	163 836	166 644	153 264	162 050
Transferts courants en provenance des sociétés	2 108	2 080	2 100	2 112	2 056	1 940	2 263	2 087
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 504	2 440	2 368	2 584	2 668	2 648	2 598	2 515
Dépenses	1 174 668	1 186 388	1 190 800	1 199 216	1 189 780	1 184 100	1 148 268	1 191 546
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	873 264	882 504	891 924	901 228	889 132	886 216	850 921	891 197
Transferts courants aux administrations publiques	276 572	278 836	274 052	273 580	276 080	273 900	273 153	275 637
Transferts courants aux sociétés	19 312	19 580	19 412	19 040	19 220	18 876	18 663	19 313
Transferts courants aux non-résidents	5 520	5 468	5 412	5 368	5 348	5 108	5 531	5 399
Épargne	16 980	31 280	31 848	29 876	47 152	45 060	22 447	35 039
Revenu disponible[3]	915 076	938 832	948 596	955 512	960 852	955 260	897 562	950 948
Taux d'épargne	1,9	3,3	3,4	3,1	4,9	4,7	2,5	3,7
Épargne brute et transferts de capitaux	66 552	82 784	84 376	82 172	100 460	99 048	71 170	87 448
Épargne	16 980	31 280	31 848	29 876	47 152	45 060	22 447	35 039
Provisions pour consommation de capital	46 772	47 732	48 532	49 008	49 880	50 436	45 568	48 788
Transferts nets de capitaux	2 800	3 772	3 996	3 288	3 428	3 552	3 155	3 621
Moins: Acquisition de capital non financier	132 272	131 104	134 736	135 712	134 164	118 512	128 584	133 929
Prêt net	-65 720	-48 320	-50 360	-53 540	-33 704	-19 464	-57 414	-46 481
Transactions: actifs financiers	55 704	69 308	83 520	52 116	59 640	52 228	57 594	66 146
Argent et dépôts	37 564	55 588	123 128	51 912	81 072	67 296	43 968	77 925
Titres de dette canadiens	-6 836	-4 660	-58 792	-18 244	15 140	-4 192	-18 423	-16 639
Actions de sociétés et fonds mutuels	22 396	4 888	4 664	21 056	-18 808	-5 980	2 561	2 950
Assurance-vie et rentes	32 736	52 468	53 364	30 444	40 532	11 812	49 239	44 202
Autres actifs financiers	-30 156	-38 976	-38 844	-33 052	-58 296	-16 708	-19 751	-42 292
Transactions: passif	122 780	117 424	133 816	107 304	90 512	74 660	116 120	112 264
Crédit à la consommation	33 744	34 752	34 972	30 476	22 260	19 992	34 365	30 615
Emprunts bancaires et autres emprunts	-920	7 048	4 248	10 648	9 060	-3 688	4 152	7 751
Hypothèques	78 964	76 728	85 924	70 028	59 620	49 128	76 269	73 075
Comptes à payer	10 992	-1 104	8 672	-3 848	-428	9 228	1 334	823
Investissement financier net	-67 076	-48 116	-50 296	-55 188	-30 872	-22 432	-58 526	-46 118
Divergence du secteur	1 356	-204	-64	1 648	-2 832	2 968	1 112	-363

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Tableau E.3 Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	409 620	409 116	432 400	437 508	363 804	317 896	397 391	410 707
Bénéfices des sociétés avant impôts	207 212	213 056	229 532	237 708	182 900	138 676	204 131	215 799
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	15 504	16 680	16 936	14 840	13 844	13 288	15 725	15 575
Ajustement de la valeur des stocks	3 384	-2 900	-4 016	-7 508	-9 916	1 172	2 947	-6 085
Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	108 888	106 832	115 412	118 580	105 088	95 512	100 371	111 478
Intérêts sur la dette de consommation	19 312	19 580	19 412	19 040	19 220	18 876	18 663	19 313
Intérêts sur la dette publique[3]	55 320	55 868	55 124	54 848	52 668	50 372	55 554	54 627
Dépenses	297 524	295 372	306 592	315 456	290 088	263 136	292 974	301 877
Intérêts, dividendes et paiements divers	237 072	233 392	239 504	245 708	234 376	220 400	231 652	238 245
Impôts directs	57 348	59 216	64 120	66 604	52 728	40 188	57 748	60 667
Autres transferts courants	3 104	2 764	2 968	3 144	2 984	2 548	3 574	2 965
Épargne	112 096	113 744	125 808	122 052	73 716	54 760	104 417	108 830
Épargne brute et transferts de capitaux	239 060	240 892	254 440	252 264	207 596	189 544	229 327	238 798
Épargne	112 096	113 744	125 808	122 052	73 716	54 760	104 417	108 830
Provisions pour consommation de capital	123 564	125 264	126 988	128 888	130 312	131 260	121 634	127 863
Transferts nets de capitaux	3 400	1 884	1 644	1 324	3 568	3 524	3 276	2 105
Moins : Acquisition de capital non financier	191 692	178 640	185 600	190 888	180 780	156 788	185 053	183 977
Prêt net	47 368	62 252	68 840	61 376	26 816	32 756	44 274	54 821
Transactions : actifs financiers	646 692	654 808	669 344	436 372	778 956	448 876	696 341	634 870
<i>Dont :</i>								
Crédit à la consommation	33 744	34 752	34 972	30 476	22 260	19 992	34 365	30 615
Prêts bancaires et autres prêts	60 560	60 156	20 436	73 772	56 680	-25 520	48 885	52 761
Hypothèques	99 192	101 288	107 504	88 496	77 324	60 216	97 856	93 653
Effets à court terme	-35 200	18 880	37 564	5 116	131 436	57 704	161	48 249
Obligations	62 224	76 860	114 756	102 300	265 260	281 592	91 968	139 794
Actions	10 784	-6 772	32 640	-26 960	-41 284	46 260	19 236	-10 594
Investissements étrangers	64 624	-24 548	7 896	-22 232	-77 048	40 640	59 652	-28 983
Transactions: passif	589 768	566 552	602 008	378 072	750 524	422 900	643 651	574 289
<i>Dont :</i>								
Argent et dépôts	143 600	71 752	166 008	77 560	89 260	23 240	172 974	101 145
Emprunts bancaires et autres emprunts	82 724	51 336	-2 096	48 516	56 028	-31 512	58 322	38 446
Effets à court terme	-40 536	10 816	-48 352	-41 236	-16 964	-20 832	3 791	-23 934
Obligations	86 188	88 972	158 672	96 736	159 000	170 556	95 494	125 845
Actions	156 948	151 772	102 804	61 732	32 856	54 828	125 807	87 291
Assurance-vie et rentes	24 908	48 372	49 160	25 992	36 680	7 444	44 640	40 051
Investissement financier net	56 924	88 256	67 336	58 300	28 432	25 976	52 690	60 581
Divergence du secteur	-9 556	-26 004	1 504	3 076	-1 616	6 780	-8 416	-5 760

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Tableau E.4 Comptes sectoriels - administrations publiques[1]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	631 204	632 660	642 976	645 844	622 236	600 672	623 174	635 929
Impôts sur revenus	257 824	261 684	262 336	264 612	253 872	238 108	255 364	260 626
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	70 944	71 304	71 188	70 264	70 784	70 284	70 467	70 885
Impôts sur production et importations	185 132	181 304	182 864	183 200	180 204	177 416	182 590	181 893
Autres transferts courants en provenance des particuliers	12 252	12 332	12 556	12 700	12 808	11 908	11 961	12 599
Revenus de placements	55 632	56 664	64 012	64 552	53 324	51 480	54 337	59 638
Ventes de biens et services[2]	49 420	49 372	50 020	50 516	51 244	51 476	48 455	50 288
Dépenses	590 556	606 376	607 524	609 208	617 860	621 740	580 725	610 242
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	349 476	355 840	362 724	365 872	371 392	374 800	343 231	363 957
Transferts courants	178 300	187 220	182 096	180 784	185 904	188 812	174 042	184 001
Intérêts sur la dette publique	62 780	63 316	62 704	62 552	60 564	58 128	63 452	62 284
Épargne	40 648	26 284	35 452	36 636	4 376	-21 068	42 449	25 687
Épargne brute et transferts de capitaux	67 676	55 236	65 092	67 700	33 368	9 220	68 785	55 349
Épargne	40 648	26 284	35 452	36 636	4 376	-21 068	42 449	25 687
Provisions pour consommation de capital	29 232	29 840	30 516	31 224	31 896	32 520	28 510	30 869
Transferts nets de capitaux	-2 204	-888	-876	-160	-2 904	-2 232	-2 174	-1 207
Moins : Acquisition de capital non financier	46 528	49 740	52 188	54 724	56 692	56 624	44 563	53 336
Prêt net	21 148	5 496	12 904	12 976	-23 324	-47 404	24 222	2 013
Transactions : actifs financiers	32 864	33 220	72 236	77 636	222 760	150 640	33 795	101 463
Argent et dépôts	1 224	8 624	1 008	7 260	81 280	9 152	2 116	24 543
Prêts	512	3 548	4 324	2 672	2 448	-404	2 175	3 248
Titres canadiens	12 784	23 084	22 660	11 228	-6 748	-44 128	15 481	12 556
Autres actifs financiers	18 344	-2 036	44 244	56 476	145 780	186 020	14 023	61 116
Transactions : passif	12 188	38 536	63 732	67 132	245 596	200 640	11 136	103 749
Emprunts bancaires et autres emprunts	732	992	1 168	1 504	1 384	2 012	1 126	1 262
Effets à court terme	11 320	688	57 068	51 056	213 380	64 328	-3 043	80 548
Obligations	-2 576	8 520	16 348	2 304	48 476	147 184	4 713	18 912
Autres passifs	2 712	28 336	-10 852	12 268	-17 644	-12 884	8 340	3 027
Investissement financier net	20 676	-5 316	8 504	10 504	-22 836	-50 000	22 659	-2 286
Divergence du secteur	472	10 812	4 400	2 472	-488	2 596	1 563	4 299

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Tableau E.5 Comptes sectoriels - non-résidents[1]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	584 568	589 612	612 652	638 552	633 768	556 392	588 642	618 646
Ventes de biens (importations)	405 924	419 960	440 628	460 104	451 260	385 460	415 228	442 988
Ventes de services (importations)	93 120	91 352	93 816	93 508	96 540	93 300	89 390	93 804
Intérêts, dividendes et recettes diverses	74 196	67 492	66 300	73 608	74 608	66 884	72 551	70 502
Transferts courants	11 328	10 808	11 908	11 332	11 360	10 748	11 473	11 352
Dépenses	585 932	608 368	642 872	656 772	601 180	513 748	597 252	627 298
Achats de biens (exportations)	445 356	471 996	505 528	516 588	465 324	388 844	463 130	489 859
Achats de services (exportations)	71 288	71 580	71 944	72 712	73 024	69 824	71 427	72 315
Intérêts, dividendes et paiements divers	59 684	55 084	55 124	57 496	51 508	46 220	53 206	54 803
Transferts courants	9 604	9 708	10 276	9 976	11 324	8 860	9 489	10 321
Épargne	-1 364	-18 756	-30 220	-18 220	32 588	42 644	-8 610	-8 652
Épargne brute et transferts de capitaux	-5 360	-23 524	-34 984	-22 672	28 496	37 800	-12 867	-13 171
Épargne	-1 364	-18 756	-30 220	-18 220	32 588	42 644	-8 610	-8 652
Transferts nets de capitaux	-3 996	-4 768	-4 764	-4 452	-4 092	-4 844	-4 257	-4 519
Prêt net[2]	-5 360	-23 524	-34 984	-22 672	28 496	37 800	-12 867	-13 171
Transactions : actifs financiers	166 404	99 332	63 824	71 948	76 328	69 708	135 618	77 858
Argent et dépôts	25 876	-24 556	5 324	16 180	-21 148	18 920	12 903	-6 050
Prêts	47 732	-2 492	2 296	-1 808	4 820	-7 340	23 466	704
Effets à court terme	-7 892	-9 596	4 588	11 212	35 996	44 500	-329	10 550
Obligations	25 764	24 444	76 228	-4 792	-35 908	27 836	11 279	14 993
Actions	-109 772	5 824	1 616	-10 496	14 040	1 184	-41 993	2 746
Autres actifs financiers	184 696	105 708	-26 228	61 652	78 528	-15 392	130 292	54 915
Transactions : passif	176 928	134 156	89 368	85 564	51 052	23 252	152 441	90 035
Réserves officielles	3 360	-8 272	7 800	4 440	2 876	-1 936	4 644	1 711
Argent et dépôts	39 828	-14 216	20 484	5 868	-5 580	32 624	15 248	1 639
Emprunts bancaires et autres emprunts	26 268	1 836	23 736	13 968	-2 524	-76	10 926	9 254
Investissements étrangers	62 216	-17 616	-14 564	-6 148	-92 912	62 096	62 952	-32 810
Autres passifs	45 256	172 424	51 912	67 436	149 192	-69 456	58 671	110 241
Investissement financier net	-10 524	-34 824	-25 544	-13 616	25 276	46 456	-16 823	-12 177
Divergence du secteur	5 164	11 300	-9 440	-9 056	3 220	-8 656	3 956	-994

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

Section F

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'œuvre

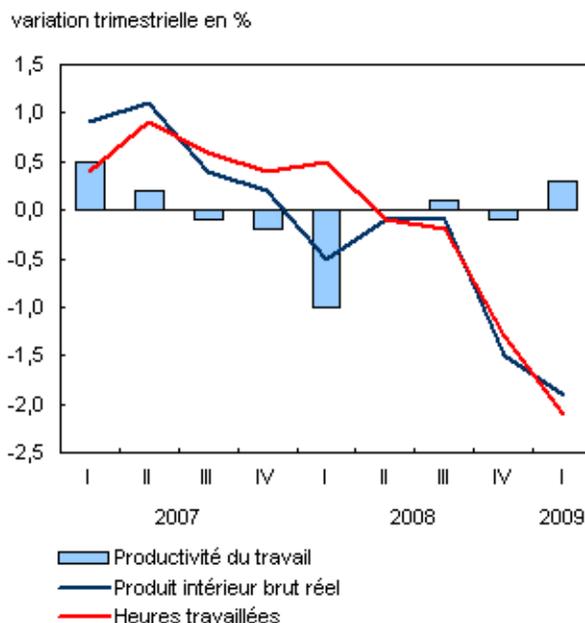
Premier trimestre de 2009

La productivité du travail dans les entreprises canadiennes a augmenté de 0,3 % au premier trimestre, après avoir reculé de 0,1 % au quatrième trimestre de 2008. Cette hausse est la plus élevée des huit derniers trimestres.

Au premier trimestre, le produit intérieur brut réel des entreprises canadiennes ainsi que les heures travaillées consacrées à cette production ont tous deux fortement diminué, affichant ainsi les reculs trimestriels les plus importants depuis le premier trimestre de 1991.

Le rythme de baisse des heures travaillées s'est accéléré au premier trimestre (-2,2 %) par rapport au quatrième trimestre de 2008 (-1,3 %). La diminution des heures travaillées enregistrée au sein du secteur des entreprises a plus que compensé celle de la production au premier trimestre.

Graphique F.1
Les heures travaillées dans les entreprises canadiennes ont diminué plus vite que le produit intérieur brut réel



Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

Le terme «productivité» réfère ici à la productivité du travail. Pour les besoins de cette analyse, la productivité du travail, le produit intérieur brut (PIB) et le coût unitaire de main-d'œuvre portent uniquement sur le secteur des entreprises.

Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes du texte et tableaux ci-dessous sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale. Sur CANSIM, ces indices sont arrondis à une décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le nouveau module du Système des comptes économiques nationaux. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à productivite.mesures@statcan.ca.

Révisions

Les données de la productivité du travail du premier trimestre de 2009, diffusées aujourd'hui, englobent des révisions aux agrégats de la productivité du travail et aux séries sous-jacentes (produit intérieur brut, heures travaillées, coût unitaire de main-d'œuvre, etc.) de 2005 à 2008. Ces mises à jour sont cohérentes avec la révision annuelle de quatre ans des Comptes nationaux des revenus et dépenses diffusée le 1er juin 2009. Par contre, les estimations des comptes nationaux du PIB par industrie ne seront pas révisées avant la fin de septembre 2009 (date où les révisions du PIB par industrie seront normalement diffusées), ce qui signifie qu'elles ne seront pas incorporées aux estimations de la productivité avant la diffusion des données du troisième trimestre en décembre 2009.

La productivité du travail est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'œuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La rémunération pour tous les emplois incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le coût unitaire de main-d'œuvre représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'œuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

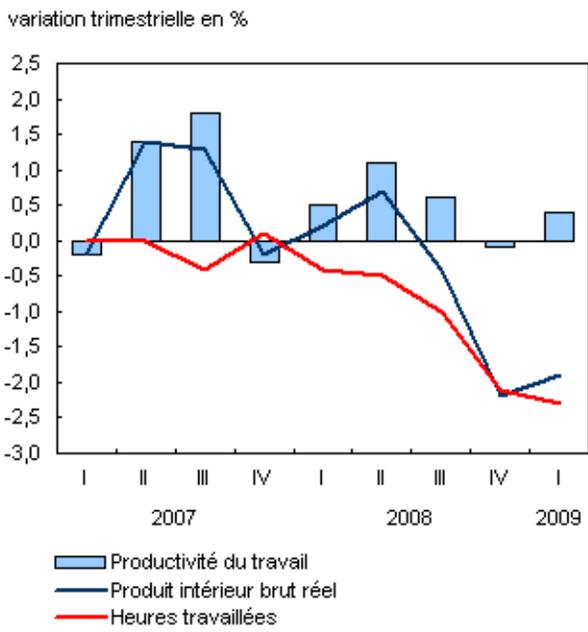
Le coût unitaire de main-d'œuvre en dollars américains : Il est égal au ratio du coût unitaire de main-d'œuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

Au premier trimestre, la productivité dans le secteur des biens s'est accrue de 1,8 %. Cette hausse a été atténuée par la baisse de 0,4 % de la productivité dans le secteur des services.

La productivité américaine en progression

Au cours des deux derniers trimestres, la productivité canadienne a évolué sensiblement au même rythme que celle des États-Unis. Les entreprises américaines ont vu leur productivité augmenter de 0,4 % au premier trimestre, après avoir connu une baisse de 0,1 % au trimestre précédent.

Graphique F.2
La productivité américaine s'accroît



Comme c'était le cas au quatrième trimestre de 2008, la production des entreprises américaines ainsi que les heures travaillées ont tous deux subi de fortes baisses, affichant des reculs respectifs de 1,9 % et 2,3 % au premier trimestre.

Au premier trimestre de 2009, la baisse des heures travaillées dans les entreprises américaines s'est poursuivie pour un cinquième trimestre consécutif, accusant ainsi leur plus forte réduction depuis le premier trimestre de 1975.

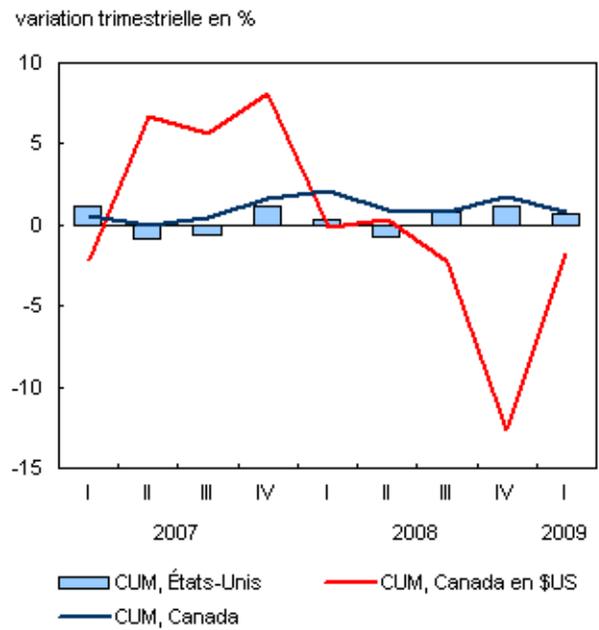
Le PIB réel aux États-Unis s'est contracté de nouveau de façon marquée au premier trimestre. Toutefois, ce recul était moins prononcé qu'au trimestre précédent, grâce aux exportations nettes (exportations moins les importations de biens et services) ainsi qu'à la légère reprise de la consommation après deux trimestres de forte décroissance. C'est la chute continue des investissements des entreprises qui a surtout contribué à freiner la production américaine.

La compétitivité des entreprises canadiennes continue de gagner du terrain

Les coûts de main-d'oeuvre par unité de production exprimés en dollars canadiens, un baromètre des pressions inflationnistes, ont augmenté de 0,8 % dans les entreprises canadiennes au premier trimestre, soit un peu moins de la moitié du taux de croissance de 1,7 % enregistré au trimestre précédent.

Cette amélioration est attribuable à la progression modeste de la productivité et au ralentissement de la croissance de la rémunération horaire, qui est passée de 1,5 % au dernier trimestre de 2008 à 1,2 % au premier trimestre.

Graphique F.3
La baisse des coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en dollars américains ralentit



Compte tenu de la dépréciation de 2,7 % du dollar canadien par rapport à sa contrepartie américaine, les coûts unitaires de main-d'oeuvre (CUM) canadiens exprimés en dollars américains ont baissé pour un troisième trimestre consécutif, soit de 1,8 % au premier trimestre. Ce recul est nettement moindre qu'au quatrième trimestre, période où le dollar canadien s'était fortement déprécié.

Pour leur part, les entreprises américaines ont vu le taux de croissance de leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre ralentir pour s'établir à 0,7 % au premier trimestre, soit en dessous du taux de croissance de 1,2 % affiché au trimestre précédent.

Tableau F.1 Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1, 2]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	-0,2	-1,0	-0,0	0,1	-0,1	0,3
PIB réel	0,2	-0,5	-0,1	-0,1	-1,5	-1,9
Heures travaillées	0,4	0,5	-0,1	-0,2	-1,3	-2,2
Rémunération horaire	1,4	1,1	0,9	0,9	1,5	1,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,6	2,1	0,9	0,8	1,7	0,8
Taux de change[3]	6,5	-2,3	-0,6	-3,0	-14,1	-2,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	8,1	-0,1	0,3	-2,3	-12,6	-1,8
États-Unis						
Productivité du travail	-0,3	0,5	1,1	0,6	-0,1	0,4
PIB réel	-0,2	0,2	0,7	-0,4	-2,2	-1,9
Heures travaillées	0,1	-0,4	-0,5	-1,0	-2,1	-2,3
Rémunération horaire	0,9	0,9	0,5	1,4	1,0	1,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,2	0,3	-0,7	0,8	1,2	0,7
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	0,4	-1,1	-1,3	-1,0	-1,0	0,3
PIB réel	2,6	1,2	0,0	-0,5	-2,2	-3,5
Heures travaillées	2,2	2,3	1,4	0,5	-1,2	-3,8
Rémunération horaire	3,1	3,1	3,8	4,4	4,6	4,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,7	4,3	5,2	5,5	5,6	4,3
Taux de change[3]	16,1	16,6	8,7	0,3	-19,0	-19,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	19,2	21,7	14,4	5,8	-14,5	-15,9
États-Unis						
Productivité du travail	2,7	3,5	3,2	2,0	2,1	2,0
PIB réel	2,4	2,8	2,0	0,2	-1,8	-3,8
Heures travaillées	-0,3	-0,7	-1,2	-1,7	-3,9	-5,7
Rémunération horaire	3,7	3,5	3,4	3,7	3,8	4,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,9	0,0	0,2	1,6	1,6	2,0
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[4]						
Canada						
Productivité du travail	-0,8	-3,9	-0,0	0,6	-0,6	1,2
PIB réel	0,7	-1,9	-0,5	-0,4	-5,8	-7,3
Heures travaillées	1,5	2,0	-0,4	-0,9	-5,2	-8,4
Rémunération horaire	5,7	4,6	3,6	3,8	6,3	4,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	6,6	8,8	3,7	3,1	6,9	3,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	36,6	-0,5	1,3	-8,9	-41,7	-7,1
États-Unis						
Productivité du travail	-1,1	2,2	4,7	2,3	-0,5	1,8
PIB réel	-0,6	0,7	2,6	-1,8	-8,5	-7,2
Heures travaillées	0,5	-1,5	-1,9	-4,0	-8,0	-8,8
Rémunération horaire	3,7	3,5	1,9	5,7	4,2	4,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,8	1,2	-2,6	3,3	4,8	2,7

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

3. Le taux de change correspond à la valeur du dollar canadien exprimée en dollars des États-Unis.

4. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.2 Secteur des entreprises - quelques variables associées au marché du travail[1, 2]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	0,7	0,7	0,0	-0,3	-0,7	-1,3
Heures travaillées	0,4	0,5	-0,1	-0,2	-1,3	-2,2
Heures moyennes	-0,4	-0,2	-0,1	0,1	-0,7	-0,8
Part du travail[3]	0,5	0,5	-2,0	-0,1	5,9	3,3
États-Unis						
Tous les emplois	0,3	-0,3	-0,5	-0,6	-1,6	-1,8
Heures travaillées	0,1	-0,4	-0,5	-1,0	-2,1	-2,3
Heures moyennes	-0,1	-0,1	-0,0	-0,4	-0,4	-0,5
Part du travail[3]	0,7	-0,2	-0,9	-0,2	1,2	0,1
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	2,0	2,1	1,9	1,2	-0,2	-2,3
Heures travaillées	2,2	2,3	1,4	0,5	-1,2	-3,8
Heures moyennes	0,2	0,2	-0,5	-0,6	-0,9	-1,6
Part du travail[3]	-1,2	0,3	-0,8	-1,0	4,3	7,1
États-Unis						
Tous les emplois	0,3	-0,3	-0,8	-1,1	-3,0	-4,4
Heures travaillées	-0,3	-0,7	-1,2	-1,7	-3,9	-5,7
Heures moyennes	-0,6	-0,4	-0,4	-0,6	-0,9	-1,4
Part du travail[3]	-1,3	-1,6	-1,3	-0,6	-0,1	0,2
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[4]						
Canada						
Tous les emplois	3,0	2,9	0,1	-1,2	-2,7	-5,3
Heures travaillées	1,5	2,0	-0,4	-0,9	-5,2	-8,4
Heures moyennes	-1,4	-0,9	-0,6	0,3	-2,6	-3,3
Part du travail[3]	2,0	2,1	-7,6	-0,2	25,6	13,8
États-Unis						
Tous les emplois	1,0	-1,3	-1,8	-2,4	-6,4	-6,9
Heures travaillées	0,5	-1,5	-1,9	-4,0	-8,0	-8,8
Heures moyennes	-0,5	-0,2	-0,1	-1,6	-1,7	-2,1
Part du travail[3]	2,8	-0,8	-3,5	-0,9	4,8	0,4

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

3. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

4. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.3 Indices de productivité du travail par industrie[1, 2]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Calculés à partir de données désaisonnalisées (2002 = 100)								
Secteur des entreprises - biens	101,8	100,2	99,6	100,2	100,7	102,4	103,0	100,2
	<i>-1,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>1,8</i>	<i>0,8</i>	<i>-2,8</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	123,4	124,4	127,3	128,2	134,4	134,7	123,0	128,6
	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>2,3</i>	<i>0,7</i>	<i>4,9</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,8</i>	<i>4,6</i>
Construction	94,9	93,8	93,0	92,7	93,5	97,8	97,1	93,2
	<i>-1,5</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>4,6</i>	<i>-2,3</i>	<i>-4,0</i>
Fabrication	110,4	108,2	108,2	108,5	107,4	106,9	110,2	108,1
	<i>-0,2</i>	<i>-2,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,7</i>	<i>-1,9</i>
Secteur des entreprises - services	107,8	107,6	108,0	108,2	107,6	107,1	107,3	107,9
	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>
Commerce de gros	126,3	125,6	124,7	122,7	115,9	110,7	123,6	122,2
	<i>2,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>-1,7</i>	<i>-5,5</i>	<i>-4,5</i>	<i>3,0</i>	<i>-1,1</i>
Commerce de détail	117,4	117,7	118,7	120,0	119,4	118,8	115,5	118,9
	<i>1,9</i>	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>3,9</i>	<i>3,0</i>
Transport et entreposage	99,6	97,8	101,0	103,1	102,8	101,7	100,6	101,2
	<i>-0,2</i>	<i>-1,9</i>	<i>3,3</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,5</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	119,9	117,0	115,9	115,5	114,8	115,9	116,7	115,8
	<i>2,6</i>	<i>-2,4</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,8</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	105,8	106,1	105,5	104,0	102,5	103,0	105,7	104,5
	<i>-0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,6</i>	<i>2,4</i>	<i>-1,2</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	99,0	99,6	100,2	100,3	100,9	100,5	100,6	100,3
	<i>-1,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,3</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	98,6	97,0	96,8	97,4	98,9	99,3	99,1	97,5
	<i>-0,5</i>	<i>-1,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,6</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,6</i>
Hébergement et services de restauration	100,5	100,1	99,3	97,9	97,4	99,6	98,6	98,7
	<i>1,9</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,3</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,0</i>
Autres services commerciaux	102,3	104,0	106,3	107,7	110,1	109,6	103,6	107,0
	<i>-0,8</i>	<i>1,7</i>	<i>2,2</i>	<i>1,3</i>	<i>2,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,1</i>	<i>3,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

Tableau F.4 Indices de coût unitaire de main d'oeuvre par industrie[1, 2]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
Secteur des entreprises - biens	122,9	125,4	126,4	126,5	129,7	130,6	119,8	127,0
	<i>2,8</i>	<i>2,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>2,5</i>	<i>0,7</i>	<i>4,0</i>	<i>6,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	93,9	92,2	89,4	91,7	88,9	84,7	92,3	90,5
	<i>-0,6</i>	<i>-1,8</i>	<i>-3,0</i>	<i>2,6</i>	<i>-3,1</i>	<i>-4,6</i>	<i>4,0</i>	<i>-2,0</i>
Construction	130,5	134,0	135,5	136,8	139,8	141,1	126,5	136,5
	<i>2,5</i>	<i>2,7</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>2,2</i>	<i>1,0</i>	<i>8,3</i>	<i>7,9</i>
Fabrication	110,2	111,4	110,7	110,3	114,6	115,8	108,7	111,8
	<i>2,3</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,4</i>	<i>3,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>2,9</i>
Secteur des entreprises - services	113,7	115,7	116,6	117,7	119,4	121,1	112,9	117,3
	<i>0,7</i>	<i>1,7</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>	<i>3,5</i>	<i>3,9</i>
Commerce de gros	100,1	103,2	104,1	106,1	113,2	121,2	101,4	106,6
	<i>-1,0</i>	<i>3,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,8</i>	<i>6,7</i>	<i>7,1</i>	<i>2,0</i>	<i>5,2</i>
Commerce de détail	107,3	107,6	108,5	110,2	111,7	112,8	106,9	109,5
	<i>-0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>0,4</i>	<i>2,5</i>
Transport et entreposage	115,2	117,9	117,9	119,4	121,4	125,0	113,7	119,1
	<i>0,9</i>	<i>2,3</i>	<i>0,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>3,0</i>	<i>3,7</i>	<i>4,8</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	106,9	110,0	110,0	110,5	110,5	111,2	105,4	110,3
	<i>1,0</i>	<i>2,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>3,1</i>	<i>4,6</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	118,7	120,2	121,7	121,5	122,2	124,2	117,4	121,4
	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>3,1</i>	<i>3,4</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	118,1	120,6	120,6	120,9	123,9	124,4	115,3	121,5
	<i>2,6</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>2,5</i>	<i>0,4</i>	<i>4,3</i>	<i>5,3</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	121,5	123,9	126,3	128,8	128,3	124,0	121,9	126,8
	<i>-0,8</i>	<i>1,9</i>	<i>2,0</i>	<i>1,9</i>	<i>-0,4</i>	<i>-3,3</i>	<i>5,8</i>	<i>4,1</i>
Hébergement et services de restauration	127,3	128,4	131,3	136,5	134,2	134,2	125,1	132,6
	<i>2,5</i>	<i>0,9</i>	<i>2,2</i>	<i>4,0</i>	<i>-1,7</i>	<i>0,0</i>	<i>8,5</i>	<i>6,0</i>
Autres services commerciaux	116,5	117,9	117,7	116,9	116,8	117,7	116,6	117,3
	<i>0,0</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>4,6</i>	<i>0,6</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

Section G

Bilan des investissements internationaux

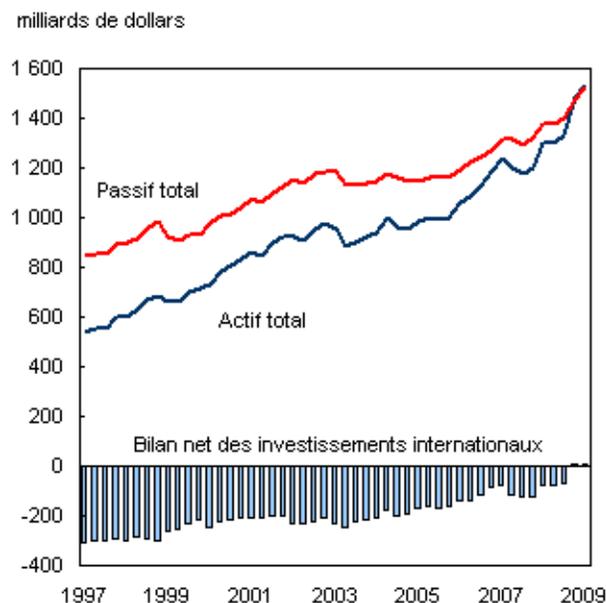
Premier trimestre de 2009

Le Canada a enregistré une position d'actif net étranger de 10,1 milliards de dollars au premier trimestre de 2009. Tout comme au quatrième trimestre de 2008 la réévaluation d'actifs étrangers due à la dépréciation du dollar canadien a plus que contrebalancé la répercussion du déficit du compte courant.

La croissance de l'actif international est plus rapide que celle du passif international

L'actif international a connu une croissance modérée de 3,1 % au cours du trimestre pour atteindre 1 532,8 milliards de dollars, tandis que le passif international a augmenté de 2,9 %, pour se fixer à 1 522,7 milliards de dollars. Les investisseurs non résidents ont investi 31,9 milliards de dollars au cours du trimestre, surtout dans les titres d'emprunts canadiens négociables. Pour leur part, les investisseurs canadiens ont contribué 16,3 milliards de dollars à l'actif international, mais l'effet net des fluctuations des devises vis-à-vis le dollar canadien a entraîné l'ajout d'une somme de 13,1 milliards de dollars au titre de la position d'actif international net.

Graphique G.1
Bilan des investissements internationaux du Canada



Le différentiel des taux de change atténue l'impact sur le bilan des investissements internationaux

La volatilité de la valeur du dollar canadien relativement à celle des devises étrangères s'est poursuivie au premier trimestre de 2009, le dollar canadien s'appréciant face à certaines grandes devises étrangères tout en se dépréciant par rapport à d'autres. Cette situation se distingue des fluctuations observées au quatrième trimestre de 2008, quand le dollar canadien se dépréciait face à la plupart des grandes devises.

Au premier trimestre, le dollar canadien s'est déprécié de 3,4 % par rapport au dollar américain et de 1,9 % par rapport à la livre britannique; toutefois, il s'est apprécié de 5,3 % par rapport au yen japonais et de 1,4 % par rapport à l'euro, ce qui a atténué l'impact sur le bilan des

Note aux lecteurs

Définition

Le bilan des investissements internationaux présente la valeur et la composition de l'actif et du passif du Canada envers le reste du monde. Il s'agit de la différence entre cet actif et ce passif. L'excédent du passif international sur l'actif se traduit par une position d'endettement international net. L'excédent de l'actif international sur le passif est appelé actif international net. On mesure l'actif et le passif au bilan des investissements internationaux à la valeur comptable sauf avis contraire. Cette valeur est celle de l'actif et du passif dans les livres d'une entreprise connaissant un investissement.

Évaluation monétaire

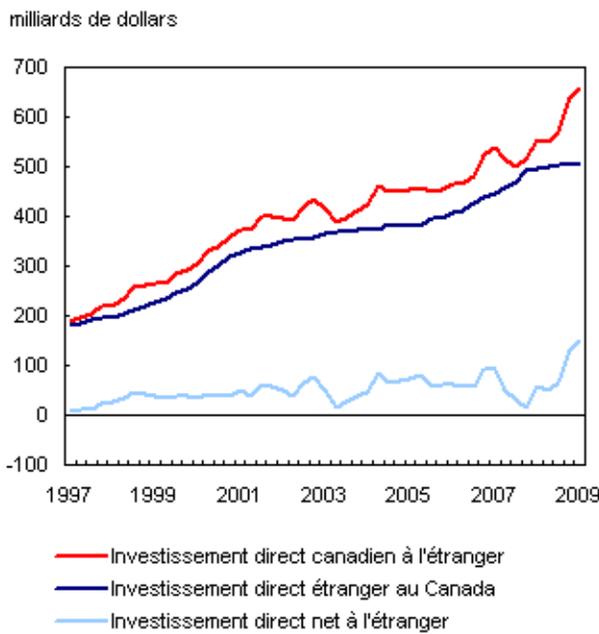
On convertit en dollars canadiens la valeur de l'actif et du passif en devises à la fin de chaque période de calcul du bilan. L'actif international du Canada est exprimé en majeure partie en devises, mais moins de notre passif international est ainsi libellé. Si le dollar canadien s'apprécie, la réévaluation de l'actif et du passif en dollars canadiens dégage une valeur moindre. Le contraire se vérifie si notre dollar est en dévalorisation.

investissements internationaux du Canada au cours du trimestre. Néanmoins, étant donné que plus de la moitié de la composition de l'actif international du Canada est libellée en dollars américains, la contribution globale des fluctuations de la devise a suscité une croissance de l'actif international et, plus spécifiquement, une hausse de 28,2 milliards de dollars pour les actifs libellés en dollars américain.

Les investissements directs canadiens à l'étranger expliquent de nouveau l'augmentation la plus prononcée de l'actif international

La position d'actif net du Canada au compte des investissements directs a continué de s'améliorer pour atteindre 151,9 milliards de dollars à la fin du premier trimestre. La valeur des investissements directs canadiens à l'étranger a été en hausse de 19,6 milliards de dollars (3,1 %), la plus grande partie de la croissance étant attribuable à l'effet de réévaluation de la dépréciation du dollar canadien relativement au dollar des États-Unis et, le reste, aux investissements directs soutenus à l'étranger. Les flux d'investissements directs étrangers au Canada ont stagné au premier trimestre, de sorte que la position d'investissements directs étrangers nets a poursuivi son avance.

Graphique G.2
Bilan des investissements direct



La croissance des avoirs des non-résidents dans des portefeuilles canadiens surclasse celle des avoirs des Canadiens en instruments de portefeuille étrangers

Les non-résidents ont recommencé à investir dans les obligations et les actions canadiennes tout en continuant à renforcer leurs positions au compte des instruments du marché monétaire canadien au cours du premier trimestre de 2009 pour un total d'entrées au Canada de 23,3 milliards de dollars. L'effet de réévaluation à la baisse du dollar canadien a ajouté 7,5 milliards de dollars à la valeur des obligations canadiennes libellées en devises étrangères.

Les investisseurs canadiens ont augmenté de 13,4 milliards de dollars leurs investissements de portefeuille au cours du trimestre, principalement dans des actions suite à des désinvestissements importants au quatrième trimestre de 2008. La valeur des placements de portefeuille à l'étranger a été propulsée par un montant additionnel de 5,5 milliards de dollars au cours du premier trimestre découlant de la baisse du dollar canadien. Toutefois, les placements de portefeuille étrangers nets ont continué de décroître (-11,5 milliards de dollars) au cours du trimestre.

Les pertes sur la valeur au marché des investissements canadiens dans les actions de portefeuille étrangères réduisent la position d'actif net

On peut aussi calculer le bilan des investissements internationaux du Canada en établissant la valeur d'actif et de passif des portefeuilles de valeurs mobilières négociables en fonction des prix du marché. Selon cette méthode, la position d'actif net du Canada a diminué pour s'établir à 37,0 milliards de dollars au premier trimestre de 2009. Cette situation s'explique par le recul continu des marchés mondiaux des actions, sur lesquels les marchés canadiens ont obtenu de meilleurs résultats que de nombreux autres marchés internationaux. Il s'ensuit que les actions canadiennes détenues par des non-résidents ont subi une baisse bien moindre (-7,2 milliards de dollars) que les actions étrangères détenues par des Canadiens (-43,9 milliards de dollars).

Tableau G.1 Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	515 445	555 608	550 088	568 596	637 281	656 860	515 445	637 281
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	135 371	141 800	139 711	137 797	141 909	144 745	135 371	141 909
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>153 329</i>	<i>166 324</i>	<i>161 883</i>	<i>164 597</i>	<i>175 985</i>	<i>178 406</i>	<i>153 329</i>	<i>175 985</i>
Actions étrangères	226 627	245 264	244 486	246 374	278 939	292 690	226 627	278 939
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>603 804</i>	<i>574 040</i>	<i>557 225</i>	<i>503 295</i>	<i>451 554</i>	<i>424 301</i>	<i>603 804</i>	<i>451 554</i>
Marché monétaire étranger	7 511	7 637	7 071	6 621	3 488	5 752	7 511	3 488
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>7 548</i>	<i>7 671</i>	<i>7 089</i>	<i>6 637</i>	<i>3 501</i>	<i>5 756</i>	<i>7 548</i>	<i>3 501</i>
Autres investissements								
Prêts	77 274	86 535	88 071	83 274	94 527	98 170	77 274	94 527
Dépôts	157 898	177 540	184 474	197 338	225 190	225 566	157 898	225 190
Réserves internationales officielles	40 593	43 589	45 027	45 500	51 364	53 149	40 593	51 364
<i>Réserves internationales officielles à la valeur marchande</i>	<i>40 724</i>	<i>44 198</i>	<i>44 719</i>	<i>45 739</i>	<i>53 436</i>	<i>54 897</i>	<i>40 724</i>	<i>53 436</i>
Autres actifs	37 925	42 359	43 349	46 120	53 473	55 847	37 925	53 473
Total de l'actif à la valeur comptable	1 198 644	1 300 333	1 302 277	1 331 620	1 486 171	1 532 779	1 198 644	1 486 171
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 593 947</i>	<i>1 654 275</i>	<i>1 636 898</i>	<i>1 615 596</i>	<i>1 694 947</i>	<i>1 699 803</i>	<i>1 593 947</i>	<i>1 694 947</i>
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	491 287	497 947	499 223	503 061	504 864	504 945	491 287	504 864
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	384 652	407 159	425 130	426 891	454 085	473 060	384 652	454 085
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>399 531</i>	<i>430 317</i>	<i>436 512</i>	<i>438 477</i>	<i>467 863</i>	<i>473 606</i>	<i>399 531</i>	<i>467 863</i>
Actions canadiennes	95 767	97 147	99 175	96 722	95 967	97 743	95 767	95 967
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>370 969</i>	<i>361 716</i>	<i>397 595</i>	<i>317 681</i>	<i>241 691</i>	<i>237 113</i>	<i>370 969</i>	<i>241 691</i>
Marché monétaire canadien	21 999	18 772	21 388	23 660	34 906	44 487	21 999	34 906
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>22 211</i>	<i>18 939</i>	<i>21 545</i>	<i>23 751</i>	<i>35 036</i>	<i>44 647</i>	<i>22 211</i>	<i>35 036</i>
Autres investissements								
Emprunts	61 184	62 677	56 711	59 312	64 550	64 376	61 184	64 550
Dépôts	243 518	269 175	251 805	261 931	301 156	314 248	243 518	301 156
Autres passifs	25 952	26 427	26 611	26 532	23 921	23 856	25 952	23 921
Total du passif à la valeur comptable	1 324 359	1 379 303	1 380 044	1 398 109	1 479 450	1 522 714	1 324 359	1 479 450
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 614 652</i>	<i>1 667 198</i>	<i>1 690 002</i>	<i>1 630 745</i>	<i>1 639 081</i>	<i>1 662 791</i>	<i>1 614 652</i>	<i>1 639 081</i>
Bilan net des investissements internationaux								
à la valeur comptable	-125 716	-78 971	-77 767	-66 489	6 721	10 065	-125 716	6 721
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-20 705</i>	<i>-12 923</i>	<i>-53 104</i>	<i>-15 149</i>	<i>55 866</i>	<i>37 012</i>	<i>-20 705</i>	<i>55 866</i>

Section H

Comptes du bilan national

Premier trimestre de 2009

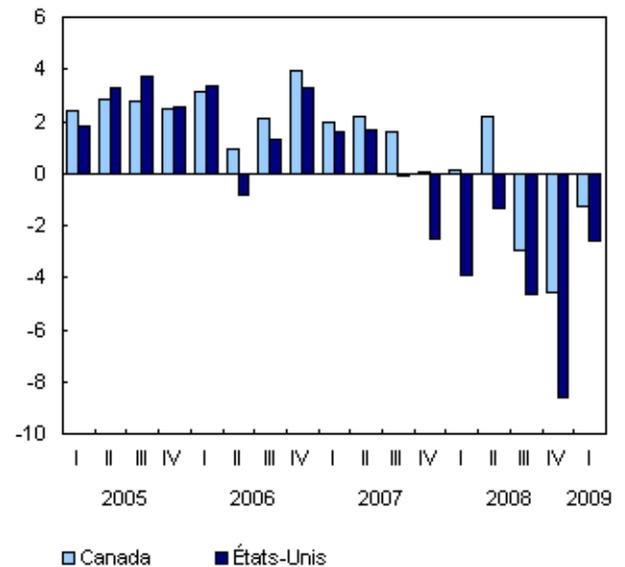
La valeur nette des ménages diminue pour le troisième trimestre consécutif

La valeur nette des ménages a fléchi au premier trimestre de 2009, la baisse étant de 72 milliards de dollars (-1,3 %). Ce recul a été beaucoup plus faible que ceux enregistrés au cours des deux derniers trimestres de 2008, les pertes cumulées durant ceux-ci se chiffrant à 438 milliards de dollars. Les actifs tant financiers que non financiers du secteur des ménages ont diminué en raison des pertes continues sur le marché boursier et de l'affaiblissement des valeurs immobilières. La valeur nette des ménages a diminué de 1,3 % au Canada, comparativement à une baisse de 2,6 % aux États-Unis.

Graphique H.1

La valeur nette des ménages continue de diminuer, Canada et États-Unis

variation en %, données non désaisonnalisées



La dette du secteur des ménages sur le marché du crédit (crédit à la consommation, prêts hypothécaires et autres prêts), a connu une croissance plus lente, le taux s'établissant à moins de 1 % durant le premier trimestre de 2009, en raison du recul des nouveaux emprunts hypothécaires.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans de tous les secteurs de l'économie, soit le secteur des particuliers et des entreprises individuelles, le secteur des sociétés, le secteur des administrations publiques et le secteur des non-résidents. Ils se composent de tous les actifs non financiers des résidents et de toutes les créances et dettes connexes non réglées de tous les secteurs.

Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, sont offertes à partir du premier trimestre de 1990. Les titres négociables sont exprimés à la valeur du marché à moins d'indications contraires. Pour obtenir plus de renseignements sur les estimations à la valeur marchande, consultez la page Estimations du bilan à la valeur marchande de notre site Web.

D'autres tableaux au chapitre du sous-secteur pour le bilan national selon la valeur marchande sont maintenant offerts sur demande (613-951-3640, iad-info-dcrd@statcan.gc.ca). Les sous-secteurs couverts comprendront un certain nombre d'investisseurs institutionnels, tels que les régimes d'assurance-vie et les fonds de pension, les fonds communs de placement, ainsi que les banques à charte et les quasi-banques. Ces tableaux fourniront le même niveau de détail que nos tableaux actuels à la valeur marchande, pour ce qui est des instruments financiers présentés et porteront sur la période allant du premier trimestre de 1990 au premier trimestre de 2009.

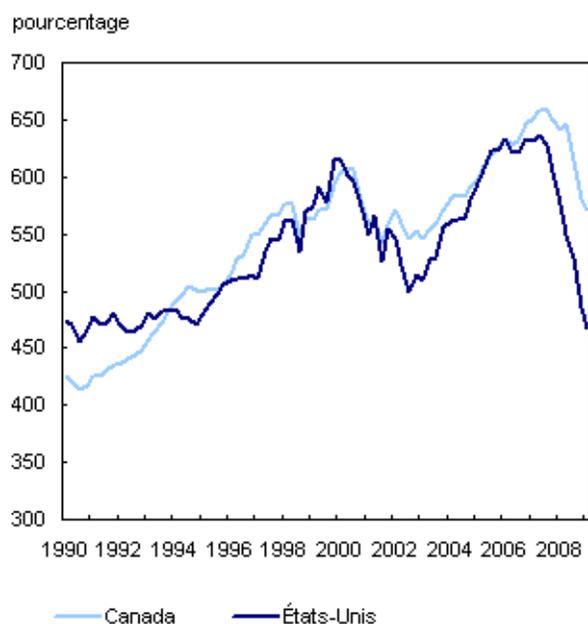
Avec la diffusion des données du premier trimestre des comptes du bilan national de 2009, Statistique Canada diffuse un certain nombre d'indicateurs financiers pour les secteurs des particuliers et des entreprises individuelles, des sociétés et des administrations publiques. Voir les *Comptes du bilan national : tableaux de données, vol. 2, no 1*, (13-022-X, gratuit).

La dette totale des ménages canadiens en proportion de leur valeur nette a augmenté légèrement, passant de 24,4 cents par dollar de valeur nette au quatrième trimestre à 24,9 cents au premier trimestre.

Les répercussions sur la richesse ont été moins prononcées au Canada qu'aux États-Unis. En termes de pourcentage du revenu personnel disponible, la valeur nette des ménages a reculé plus rapidement aux États-Unis qu'au Canada depuis le troisième trimestre de 2007.

Graphique H.2

Valeur nette des ménages en pourcentage du revenu personnel disponible, Canada et États-Unis



La valeur des marchés boursiers canadiens, mesurée par l'indice composite Standard & Poor's / Toronto Stock Exchange, a fléchi de 3,0 % au premier trimestre de 2009, après une baisse de 24 % le trimestre précédent. Le recul a contribué à la baisse continue de la valeur du portefeuille d'actions des ménages.

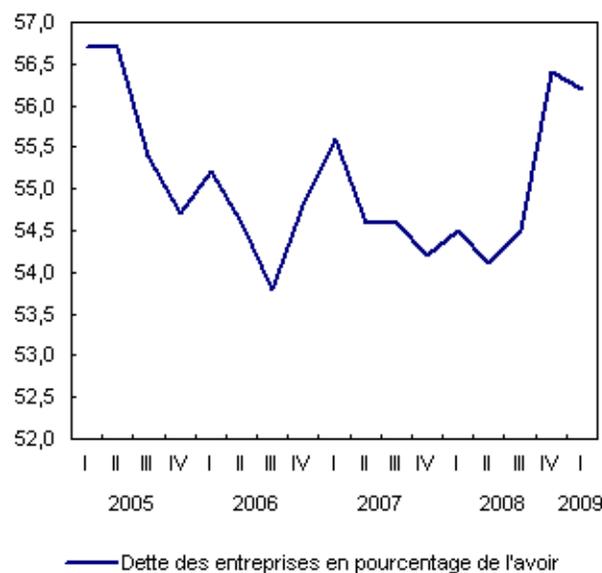
La situation des sociétés non financières change peu

Les bénéfices des sociétés canadiennes se sont encore affaiblis au premier trimestre de 2009, la baisse des prix des produits de base et le repli dans les secteurs de la fabrication et du commerce de gros ayant causé cette réduction. Cependant, le ratio d'endettement des sociétés privées non financières (à la valeur comptable) est demeuré pratiquement inchangé au premier trimestre.

Graphique H.3

Le ratio d'endettement des sociétés baisse légèrement

données non désaisonnalisées



La dette de l'administration publique fédérale augmente pour un deuxième trimestre consécutif

La dette de l'administration publique fédérale sur le marché du crédit a augmenté de 10,5 % au premier trimestre de 2009, soit un peu moins que la croissance record enregistrée au trimestre précédent (+14,2 %). L'administration fédérale a continué d'emprunter, en partie pour appuyer son plan de stimulation économique et le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA), ce qui a contribué à la hausse de l'endettement de celle-ci sur le marché du crédit. Le PAPHA, qui a été lancé à l'automne dernier, est destiné à fournir un financement à long terme stable aux prêteurs et à aider à maintenir la disponibilité des fonds aux entreprises et aux consommateurs canadiens.

Parallèlement à l'augmentation de la dette fédérale au cours du trimestre, la dette des autres ordres de l'administration publique s'est accrue, quoique beaucoup plus lentement. Dans l'ensemble, la dette nette totale des administrations publiques (à la valeur comptable) en proportion du produit intérieur brut a augmenté, passant de 35 % au troisième trimestre de 2008, soit la valeur la plus faible enregistrée depuis le début de la série en 1990, à 38 % durant le trimestre. Ce chiffre demeure encore nettement inférieur à celui de 92 % atteint au milieu de 1996.

Les institutions financières continuent leur restructuration

Les établissements de crédit et les investisseurs institutionnels, tels que les régimes de pension en fiducie et les fonds communs de placement, ont vu ralentir légèrement la croissance de leurs actifs financiers. La baisse de la valeur de leurs portefeuilles d'actions a été moins prononcée au premier trimestre de 2009 qu'à la fin de 2008. La valeur des actions canadiennes et des parts de fonds communs de placement canadiens détenues par les institutions financières a diminué légèrement durant le trimestre, comparativement aux reculs de 19,2 % et de 20,6 % aux troisième et quatrième trimestres de 2008, respectivement.

Les investisseurs institutionnels ont continué à réduire leurs portefeuilles d'actions à l'étranger en faveur d'effets à court terme canadiens et d'obligations canadiennes, principalement associés aux émissions continues et supérieures à la moyenne de titres adossés à des créances hypothécaires en circulation en vertu de la Loi nationale sur l'habitation.

Valeur nette nationale

Pour la première fois depuis 1995, la valeur nette nationale (somme des actifs non financiers et des actifs nets à l'étranger) a baissé de 0,4 %. Le ralentissement de la croissance de l'épargne nationale et de l'investissement des entreprises a contribué à ce recul. La valeur nette nationale par habitant est passée de 180 000 \$ au quatrième trimestre de 2008 à 178 800 \$ au premier trimestre de 2009.

La position nette du Canada en avoirs étrangers (à la valeur marchande) a rétréci au premier trimestre de 2009. L'investissement canadien direct à l'étranger est resté un facteur important de l'accroissement des avoirs étrangers nets du Canada, qui est principalement attribuable à l'effet de réévaluation subséquent à la dépréciation du dollar canadien comparativement au dollar américain.

Tableau H.1 Comptes du bilan national[1]

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette nationale								
Patrimoine national	5 663 1,5	5 741 1,4	5 845 1,8	5 958 1,9	5 976 0,3	5 971 -0,1	5 663 8,2	5 976 5,5
Dettes nettes extérieures	-21 ...	-13 ...	-53 ...	-15 ...	54 ...	35 -35,2	-21 ...	54 ...
Valeur nette nationale	5 643 1,6	5 728 1,5	5 792 1,1	5 942 2,6	6 030 1,5	6 006 -0,4	5 643 7,1	6 030 6,9
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	170 500 ...	172 600 ...	173 900 ...	177 700 ...	180 000 ...	178 800 ...	170 500 ...	180 000 ...

1. La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau H.2 Bilan national, valeur marchande

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	18 190 275	18 379 749	18 799 725	18 604 458	18 604 618	18 692 429	18 190 275	18 604 618
Actifs non financiers	5 663 316	5 741 043	5 845 006	5 957 590	5 976 420	5 970 612	5 663 316	5 976 420
Immeubles résidentiels	1 589 239	1 607 802	1 635 549	1 663 755	1 663 195	1 653 361	1 589 239	1 663 195
Construction non résidentielle	1 311 897	1 329 622	1 359 817	1 391 466	1 420 814	1 423 453	1 311 897	1 420 814
Machines et matériel	443 560	444 811	447 279	447 189	448 022	467 137	443 560	448 022
Biens de consommation durables	398 226	393 391	397 910	398 264	399 969	393 832	398 226	399 969
Stocks	229 155	231 127	230 227	247 746	246 667	240 950	229 155	246 667
Terrains	1 691 239	1 734 290	1 774 224	1 809 170	1 797 753	1 791 879	1 691 239	1 797 753
Actifs financiers nets	-20 625	-13 363	-52 640	-15 298	53 922	35 425	-20 625	53 922
Actifs financiers	12 526 959	12 638 706	12 954 719	12 646 868	12 628 198	12 721 817	12 526 959	12 628 198
Réserves officielles	40 593	43 589	45 027	45 500	51 364	53 149	40 593	51 364
Or et devises étrangères	38 932	41 813	43 168	43 620	48 635	49 978	38 932	48 635
Position de réserve au FMI	655	686	788	814	1 522	1 955	655	1 522
Droits de tirage spéciaux	1 006	1 090	1 071	1 066	1 207	1 216	1 006	1 207
Argent et dépôts bancaires	1 002 860	1 003 692	1 047 967	1 055 328	1 097 686	1 087 006	1 002 860	1 097 686
Autres dépôts	251 605	256 481	265 313	268 449	272 732	278 017	251 605	272 732
Devises et dépôts étrangers	180 424	186 834	186 909	203 725	209 540	240 182	180 424	209 540
Crédit à la consommation	345 571	351 027	360 189	369 064	374 505	379 261	345 571	374 505
Comptes à recevoir	276 500	279 492	284 832	286 680	291 145	291 762	276 500	291 145
Prêts bancaires	272 399	278 327	280 082	293 381	307 004	303 064	272 399	307 004
Autres prêts	226 765	233 628	237 317	238 648	244 252	242 016	226 765	244 252
Effets à court terme, Canada	107 002	110 011	123 086	124 570	164 460	172 788	107 002	164 460
Autres effets à court terme	251 933	251 864	238 132	238 399	239 567	193 964	251 933	239 567
Hypothèques	946 442	964 134	991 915	1 017 110	1 037 781	1 047 573	946 442	1 037 781
Obligations fédérales (dont les OÉC)	253 030	252 372	252 880	259 776	276 635	304 250	253 030	276 635
Obligations provinciales	13 237	13 068	13 009	12 953	12 389	12 529	13 237	12 389
Obligations municipales	340 969	343 826	340 520	344 420	347 670	352 647	340 969	347 670
Autres obligations	43 894	44 464	44 792	44 598	45 862	46 327	43 894	45 862
Assurances-vie et rentes	546 715	566 039	580 555	599 895	657 203	733 363	546 715	657 203
Créances, entreprises privées	1 467 567	1 446 853	1 473 478	1 412 893	1 348 649	1 329 753	1 467 567	1 348 649
Créances, administrations publiques	1 511 665	1 602 337	1 644 362	1 705 319	1 826 072	1 842 041	1 511 665	1 826 072
Actions	222 216	231 373	244 694	251 562	281 645	314 810	222 216	281 645
Investissements étrangers	2 513 142	2 447 714	2 593 672	2 241 728	1 884 376	1 851 710	2 513 142	1 884 376
Autres éléments de l'actif	764 519	747 911	726 132	674 514	631 317	610 950	764 519	631 317
Autres éléments de l'actif	961 148	996 738	992 865	971 309	1 038 733	1 047 184	961 148	1 038 733
Passif et valeur nette	18 190 275	18 379 749	18 799 725	18 604 458	18 604 618	18 692 429	18 190 275	18 604 618
Passif	12 547 584	12 652 069	13 007 359	12 662 166	12 574 276	12 686 392	12 547 584	12 574 276
Argent et dépôts bancaires	1 023 402	1 025 233	1 071 026	1 079 571	1 122 754	1 115 164	1 023 402	1 122 754
Autres dépôts	251 605	256 481	265 313	268 449	272 732	278 017	251 605	272 732
Devises et dépôts étrangers	170 648	171 712	164 380	186 387	186 845	208 954	170 648	186 845
Crédit à la consommation	345 571	351 027	360 189	369 064	374 505	379 261	345 571	374 505
Comptes à payer	278 683	281 966	286 255	288 573	292 726	293 929	278 683	292 726
Emprunts bancaires	254 122	257 522	258 073	266 490	280 985	278 235	254 122	280 985
Autres emprunts	243 433	248 485	249 400	248 800	250 390	245 192	243 433	250 390
Effets à court terme, Canada	117 712	118 484	132 852	137 119	183 771	201 208	117 712	183 771
Autres effets à court terme	261 885	260 761	248 173	247 124	253 013	208 134	261 885	253 013
Hypothèques	946 908	964 607	992 389	1 017 592	1 038 293	1 048 101	946 908	1 038 293
Obligations fédérales (dont les OÉC)	297 513	304 820	304 126	307 294	322 342	354 556	297 513	322 342
Obligations provinciales	13 237	13 068	13 009	12 953	12 389	12 529	13 237	12 389
Obligations municipales	448 475	455 498	452 966	458 820	475 390	480 406	448 475	475 390
Autres obligations	47 980	48 800	49 199	48 870	50 500	50 969	47 980	50 500
Assurances-vie et rentes	783 985	820 703	842 505	864 647	939 678	1 015 887	783 985	939 678
Créances, entreprises privées	1 467 567	1 446 853	1 473 478	1 412 893	1 348 649	1 329 753	1 467 567	1 348 649
Créances, administrations publiques	602 585	632 286	637 279	645 705	682 414	684 187	602 585	682 414
Actions	222 216	231 373	244 694	251 562	281 645	314 810	222 216	281 645
Autres éléments du passif	3 841 696	3 810 713	4 016 621	3 613 255	3 213 069	3 188 057	3 841 696	3 213 069
Autres éléments du passif	941 598	964 745	958 441	949 951	1 004 575	1 011 572	941 598	1 004 575
Valeur nette	5 642 691	5 727 680	5 792 366	5 942 292	6 030 342	6 006 037	5 642 691	6 030 342

Tableau H.3 Tableau sommaire du marché du crédit

	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	2007	2008
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de :								
Particuliers et entreprises individuelles	1 218 003	1 239 195	1 273 365	1 301 946	1 326 337	1 336 829	1 218 003	1 326 337
Crédit à la consommation	345 571	351 027	360 189	369 064	374 505	379 261	345 571	374 505
Emprunts bancaires	32 848	32 867	32 792	33 900	35 184	35 406	32 848	35 184
Autres emprunts	72 819	75 330	77 360	75 922	77 466	75 351	72 819	77 466
Hypothèques	766 765	779 971	803 024	823 060	839 182	846 811	766 765	839 182
Sociétés privées non financières	699 396	716 921	726 864	745 056	778 886	783 362	699 396	778 886
Emprunts bancaires	151 252	155 874	156 690	161 760	177 154	175 177	151 252	177 154
Autres emprunts	79 270	71 917	75 732	74 352	72 956	70 330	79 270	72 956
Autres effets à court terme	62 203	70 685	69 410	68 836	66 452	66 501	62 203	66 452
Hypothèques	162 333	167 197	170 777	175 842	180 574	182 996	162 333	180 574
Obligations	244 338	251 248	254 255	264 266	281 750	288 358	244 338	281 750
Entreprises publiques non financières	64 653	64 444	63 306	62 716	63 568	64 779	64 653	63 568
Emprunts bancaires	2 211	2 098	2 282	2 206	2 016	2 195	2 211	2 016
Autres emprunts	6 188	7 107	6 390	6 633	6 688	6 635	6 188	6 688
Autres effets à court terme	3 518	3 397	3 298	3 109	3 079	3 631	3 518	3 079
Hypothèques	91	89	93	93	93	90	91	93
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	50 165	49 408	48 898	48 328	49 578	50 130	50 165	49 578
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	2 359	2 224	2 224	2 226	1 993	1 977	2 359	1 993
Administration fédérale	384 078	388 658	401 328	400 576	457 628	505 797	384 078	457 628
Emprunts bancaires	100	107	107	108	108	108	100	108
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	117 712	118 484	132 852	137 119	183 771	201 208	117 712	183 771
Obligations fédérales	266 266	270 067	268 369	263 349	273 749	304 481	266 266	273 749
Obligations d'épargne du Canada	13 237	13 068	13 009	12 953	12 389	12 529	13 237	12 389
Autres obligations	253 029	256 999	255 360	250 396	261 360	291 952	253 029	261 360
Autres paliers d'administration publique	437 201	437 679	446 053	457 467	480 460	484 403	437 201	480 460
Emprunts bancaires	4 673	5 099	4 942	4 994	5 232	6 064	4 673	5 232
Autres emprunts	17 068	17 291	17 315	17 474	17 618	17 849	17 068	17 618
Autres effets à court terme	21 375	16 684	19 621	25 789	36 212	30 255	21 375	36 212
Hypothèques	1 839	1 839	1 839	1 839	1 839	1 840	1 839	1 839
Obligations provinciales	341 783	345 963	350 680	355 477	367 516	375 614	341 783	367 516
Obligations municipales	46 647	47 002	47 867	48 107	48 258	49 008	46 647	48 258
Autres obligations	3 816	3 801	3 789	3 787	3 785	3 773	3 816	3 785
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 803 331	2 846 897	2 910 916	2 967 761	3 106 879	3 175 170	2 803 331	3 106 879
Crédit à la consommation	345 571	351 027	360 189	369 064	374 505	379 261	345 571	374 505
Emprunts bancaire	191 084	196 045	196 813	202 968	219 694	218 950	191 084	219 694
Autres emprunts	175 345	171 645	176 797	174 381	174 728	170 165	175 345	174 728
Effets à court terme, Canada	117 712	118 484	132 852	137 119	183 771	201 208	117 712	183 771
Autres effets à court terme	87 096	90 766	92 329	97 734	105 743	100 387	87 096	105 743
Hypothèques	931 028	949 096	975 733	1 000 834	1 021 688	1 031 737	931 028	1 021 688
Obligations	955 495	969 834	976 203	985 661	1 026 750	1 073 462	955 495	1 026 750
Non-résidents	46 576	51 832	55 631	62 978	69 385	70 233	46 576	69 385
Emprunts bancaires	18 277	20 805	22 009	26 891	26 019	24 829	18 277	26 019
Autres emprunts	28 299	31 027	33 622	36 087	43 366	45 404	28 299	43 366
Hypothèques	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 849 907	2 898 729	2 966 547	3 030 739	3 176 264	3 245 403	2 849 907	3 176 264
Institutions financières canadiennes	854 107	880 729	892 109	906 307	954 086	986 809	854 107	954 086
Emprunts bancaires	63 038	61 477	61 260	63 522	61 291	59 285	63 038	61 291
Autres emprunts	68 088	76 840	72 603	74 419	75 662	75 027	68 088	75 662
Autres effets à court terme	174 789	169 995	155 844	149 390	147 270	107 747	174 789	147 270
Hypothèques	15 880	15 511	16 656	16 758	16 605	16 364	15 880	16 605
Obligations	532 312	556 906	585 746	602 218	653 258	728 386	532 312	653 258
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	3 704 014	3 779 458	3 858 656	3 937 046	4 130 350	4 232 212	3 704 014	4 130 350
Actif de :								
Particuliers et entreprises individuelles	101 444	106 733	102 345	106 973	113 386	107 859	101 444	113 386
Entreprises non financières	87 932	84 668	86 118	85 947	89 857	86 596	87 932	89 857
Administrations publiques	273 139	273 043	276 791	284 976	283 427	270 367	273 139	283 427
Non-résidents	444 561	463 690	484 653	487 350	529 534	556 383	444 561	529 534
Institutions financières canadiennes	2 818 577	2 873 133	2 929 724	2 992 452	3 133 997	3 230 480	2 818 577	3 133 997

Section I

Les révisions de 2005 à 2008 des Comptes des revenus et dépenses

Introduction

Des estimations révisées des comptes des revenus et dépenses (CRD) pour la période de 2005 à 2008 ont été diffusées en même temps que celles se rapportant au premier trimestre de 2009. Ces estimations révisées intègrent les données de source et les tendances saisonnières les plus à jour.

Calendrier de révision

La révision annuelle du Système de comptabilité nationale du Canada est un processus intégré selon lequel les estimations révisées des Comptes nationaux des revenus et dépenses, des Comptes des flux financiers et de la Balance des paiements internationaux du Canada sont compilées et diffusées simultanément. Par exemple, les estimations mises à jour des opérations financières détaillées qui sous-tendent le produit intérieur brut (PIB) sont harmonisées avec les estimations révisées des revenus et dépenses sectoriels. En outre, les estimations révisées des Comptes du bilan national sont diffusées environ deux semaines plus tard, fondées dans une large mesure sur les données de source sur les opérations financières et en capital mises à jour ainsi que sur les estimations des gains ou pertes en capital implicites dans les estimations des stocks.

L'intégration des estimations du PIB selon la composante découle de la compilation des tableaux d'entrées-sorties en prix courants pour les deux premières années de la période de révision de quatre ans. Ces données sont diffusées à l'automne de chaque année, lorsque l'ensemble des comptes provinciaux d'entrées-sorties est complet. Les révisions correspondantes des estimations mensuelles du produit intérieur brut réel par industrie sont diffusées en septembre. Les estimations selon l'industrie sont intégrées annuellement, au moment de la diffusion des données du premier trimestre portant sur les mesures du PIB en termes de revenus et en termes de dépenses. Les révisions aux deux années les plus récentes du cycle de révision de quatre ans découlent des données de source infra-annuelles et annuelles mises à jour.

On procède périodiquement à des révisions statistiques du Système de comptabilité nationale du Canada afin d'y intégrer les données les plus à jour provenant des recensements, des enquêtes annuelles, des statistiques fiscales, des comptes publics, etc. En principe, la révision des CRD se déroule selon le calendrier suivant: la première estimation pour un trimestre donné est diffusée environ 60 jours après la fin du trimestre de référence; cette estimation est révisée lorsque celles se rapportant aux trimestres subséquents de la même année civile sont

diffusées; les estimations ne peuvent être révisées ensuite qu'une fois l'an au cours des quatre années suivantes, au moment de la diffusion des estimations du premier trimestre. Par exemple, les estimations pour le premier trimestre de 2005 ont été diffusées pour la première fois en mai 2005. La première révision de ces estimations a eu lieu lorsque les estimations du deuxième trimestre ont été diffusées, en août 2005; d'autres révisions ont été apportées au moment de la diffusion des estimations pour les troisième et quatrième trimestres de 2005. Ces estimations ont été révisées à nouveau chacune des quatre années suivantes (2006, 2007, 2008), les dernières révisions accompagnant la présente diffusion.

La politique qui consiste à réviser les estimations des années précédentes seulement une fois l'an est appliquée dans l'ensemble du Système de comptabilité nationale. La période pour laquelle les estimations peuvent faire l'objet de révisions, toutefois, varie d'un ensemble de comptes à un autre. Ainsi, les révisions courantes se font aux quatre ans pour les comptes des revenus et dépenses et la balance des paiements. Les révisions courantes des comptes d'entrées-sorties portent sur une année, c'est-à-dire la première des quatre années sur lesquelles porte la révision des comptes des revenus et dépenses et des statistiques de la balance des paiements. La révision des comptes des flux financiers se fait habituellement en parallèle avec celle des comptes du bilan national et porte à l'occasion sur plus de quatre années, afin d'harmoniser les flux et les stocks révisés.

On procède parfois à des révisions limitées pour des périodes qui remontent à plus de quatre ans et on procède à des révisions historiques périodiquement, soit environ tous les dix ou quinze ans. Ces dernières fournissent l'occasion d'améliorer les méthodes d'estimation, d'éliminer les bris dans les séries de données découlant des révisions plus limitées et d'apporter des changements conceptuels au système. La révision historique la plus récente a eu lieu en décembre 1997. On trouvera la documentation liée à cette révision dans la Révision historique des Comptes économiques et financiers nationaux: examen (à l'adresse www.statcan.ca/français/freepub/13-605-XIF/2003001/data/1997nafa/index_f.htm).

Répercussions des révisions sur le PIB

Les révisions courantes apportées au PIB résultent de l'inclusion des estimations les plus à jour provenant des sources de données, y compris les résultats des enquêtes, les données administratives et les comptes

publics. Les données d'entrées-sorties révisées pour 2005 et provisoires pour 2006 sont intégrées pour les deux premières années de la période de révision de quatre ans. De nouveaux renseignements repères sont intégrés pour les périodes les plus récentes. D'autres séries sont révisées en raison de l'application de projecteurs existants ou mis à jour aux nouveaux repères provenant des comptes d'entrées-sorties. D'autres changements conceptuels ou de classification sont parfois effectués dans les Comptes nationaux des revenus et dépenses. La documentation liée à ces changements conceptuels peut être consultée dans Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens. Aucun changement conceptuel n'a été apporté aux comptes des revenus et dépenses cette année.

Révisions du niveau du produit intérieur brut

Comme le montre le tableau 1, les révisions ont donné lieu à un rajustement à la hausse de 1,2 milliard de dollars du niveau du PIB aux prix courants sur une base annuelle pour 2005. Les estimations font l'objet d'une révision à la baisse de 1,3 milliard de dollars pour 2006, de 2,7 milliards de dollars pour 2007 et de 2,4 milliards de dollars pour 2008.

La révision de 1,2 milliard de dollars du PIB en 2005 est le résultat de la réconciliation avec les tableaux finaux d'entrées sorties pour 2005. Il s'agit de la dernière révision des données pour 2005 prévue dans le calendrier normal de révision. Le graphique 1 montre une comparaison de la valeur de l'estimation précédente et de l'estimation révisée du PIB nominal sur une base trimestrielle.

Graphique I.1
Produit intérieur brut

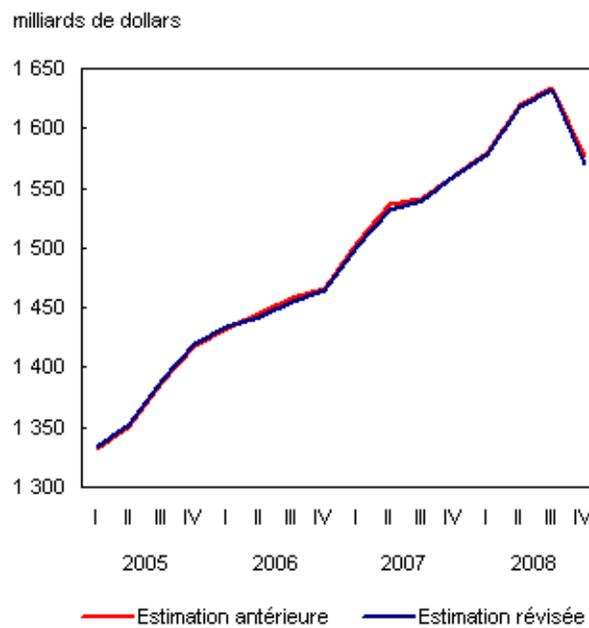


Tableau I.1 Certaines composantes - révision courante

	2005	2006	2007	2008
	en millions de dollars courants			
Produit intérieur brut	1 219	-1 275	-2 702	-2 393
Composantes du revenu				
Rémunération des salariés	0	79	-3 518	-3 913
Excédent ¹	1 296	-959	1 576	2 363
Bénéfices des sociétés avant impôts	690	-589	900	-385
Intérêts et revenus divers de placements	174	320	332	1 791
Provisions pour consommation de capital	285	202	483	836
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	-30	-66	186	-128
Ajustement de valeur des stocks	177	-826	-325	249
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	136	111	27	-542
Impôts moins subventions, sur produits	-319	-499	-933	-1 005
Composantes des dépenses				
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	-273	-2 049	-1 849	-1 807
Dépenses courantes des administrations en biens et services	-340	-1 825	-1 696	-371
Investissement des entreprises en bâtiments résidentiels	-127	-374	-676	58
Investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels	199	532	3 810	2 506
Investissement des entreprises en machines et matériel	205	153	-2 578	-4 009
Investissement des entreprises en stocks	1 257	1 445	1 585	1 782
Exportations de biens et services	526	1 660	2 439	2 419
Importations de biens et services	418	709	2 363	2 696

¹ Une partie de la révision applicable à l'excédent est une divergence statistique et, par conséquent, les révisions aux éléments de l'excédent ne sont pas applicables à la somme des révisions de l'excédent.

La révision à la hausse en 2005 est principalement le résultat des estimations révisées de l'excédent d'exploitation et des stocks découlant des tableaux révisés d'entrées sorties pour 2005. La révision à la baisse du PIB en 2006 découle principalement de niveaux de l'excédent, des dépenses personnelles en biens et services et des dépenses courantes des administrations plus faibles que ceux estimés précédemment. Ces révisions ont été contrebalancées en partie par des révisions à la hausse des stocks et des exportations de services. La révision à la hausse des exportations de services est attribuable à des estimations révisées pour les exportations et les importations de services commerciaux.

Les révisions à la baisse du PIB en 2007 sont principalement attribuables aux estimations plus faibles du revenu du travail, des dépenses personnelles en biens non durables et des dépenses courantes des administrations en biens et services. Elles sont contrebalancées en partie par la révision à la hausse des estimations de l'excédent.

La révision de 2007 du revenu du travail découle de l'intégration de données sur le revenu d'emploi (dossiers T4) de l'Agence du revenu du Canada, ainsi que de données à jour sur les pensions découlant de l'Enquête sur les régimes de pensions au Canada (RPAC), qui sont utilisées pour l'élaboration des estimations supplémentaires du revenu du travail. La révision à la baisse est surtout le résultat de paiements spéciaux plus faibles que prévus au titre des passifs de retraite non capitalisés, qui sont une composante du revenu supplémentaire du travail. L'estimation originale approximative de 10 milliards de dollars pour 2007 fait maintenant l'objet d'une révision approximative à la baisse de 7 milliards de dollars, sur la base des données des RPAC.

Les révisions à la baisse des dépenses personnelles en biens non durables sont attribuables aux données révisées de l'Enquête annuelle sur le commerce de détail et aux données administratives. La révision à la hausse de l'excédent d'exploitation est attribuable à l'inclusion des estimations mises à jour de l'enquête financière annuelle de 2007 où la croissance des bénéfices des sociétés est plus élevée que les estimations publiées basées sur les projections trimestrielles.

La révision à la baisse en 2008 est le résultat du report de la révision de 2007 du revenu du travail, ainsi que des révisions à la baisse des impôts moins les subventions sur les produits, des dépenses personnelles en biens et services de consommation et de l'investissement des entreprises en machines et matériel, qui sont contrebalancées en partie par des révisions à la hausse de l'excédent et de l'investissement des entreprises en stocks.

Révisions de la croissance du produit intérieur brut

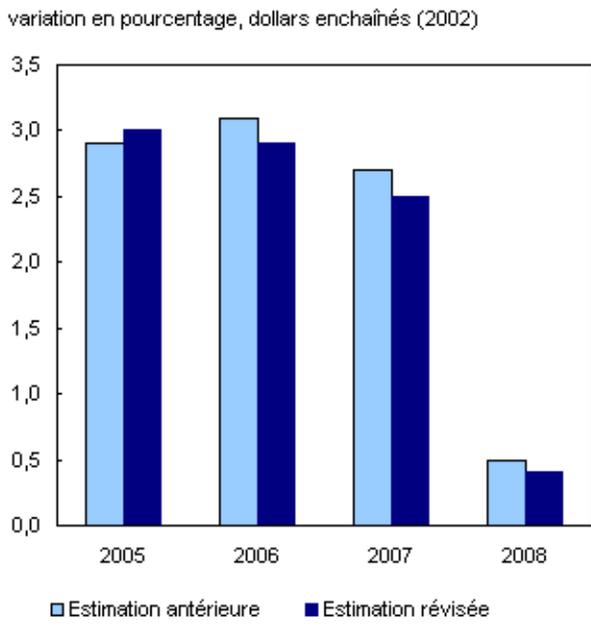
La révision courante du taux de croissance annuel du PIB en dollars courants (tableau 4) fait augmenter l'estimation de 0,1 point de pourcentage en 2005, la fait diminuer de 0,2 point en 2006 et de 0,1 point en 2007, et laisse 2008 inchangée. La révision cumulative du taux de croissance est le résultat de la différence entre le taux de croissance courant et le taux de croissance initial. La révision cumulative pour 2005 s'est située à 0,3 point de pourcentage, ce qui correspond à la moyenne enregistrée entre 1997 et 2004. La révision cumulative de 0,6 point pour 2006 est élevée selon les normes historiques et est principalement le résultat d'une révision importante du revenu du travail découlant du processus d'étalonnage en fonction des dossiers de données administratives du dernier cycle de révision.

Les révisions du taux de croissance du PIB trimestriel vont de 0,2 à -0,3 point de pourcentage. Cinq trimestres connaissent des révisions à la hausse, quatre trimestres, des révisions à la baisse, et sept trimestres demeurent inchangés. La plus importante révision trimestrielle au cours de la période de quatre ans s'est produite au deuxième trimestre de 2006, la croissance ayant fait l'objet d'une révision à la baisse de 0,3 point de pourcentage, en raison principalement des estimations révisées des bénéfices de sociétés, du commerce net et des dépenses personnelles.

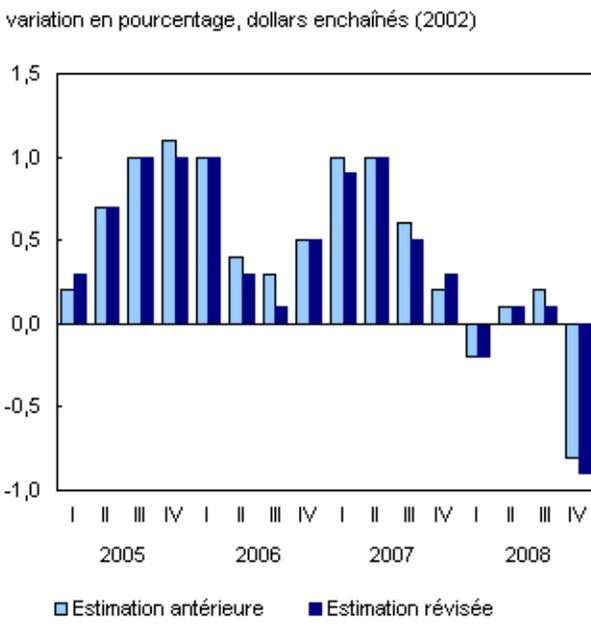
Les estimations de la croissance du PIB annuel réel (tableau 4) font l'objet d'une révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage en 2005, à la baisse de 0,2 point en 2006 et en 2007, et à la baisse de 0,1 point en 2008. Les révisions cumulatives du taux de croissance annuel vont de -0,2 point de pourcentage en 2007 à +0,2 point en 2006. La révision cumulative en 2005 (la seule période qui a traversé l'ensemble du cycle de révision) est peu élevée selon les normes du passé.

Sur une base trimestrielle, les révisions de la croissance du PIB réel vont de 0,1 point de pourcentage à -0,2 point de pourcentage. Elles correspondent aux moyennes historiques. La croissance réelle du PIB est révisée à la baisse sept fois, à la hausse deux fois, et est demeurée inchangée sept fois.

Graphique I.2
Taux de croissance du PIB réel, par année



Graphique I.3
Taux de croissance du PIB réel, par trimestre



Le tableau 2 fournit un historique des révisions du PIB pour la période de 1994 à 2007. Comme il est noté précédemment, chaque estimation annuelle fait l'objet de quatre cycles de révision annuels différents, ainsi que de processus périodiques de révision historique. Ce tableau fournit le niveau et le taux de croissance publiés du PIB pour une année donnée, pour chacun de ces cycles de révision. Les révisions les plus importantes du PIB se produisent habituellement au troisième cycle, au moment où les comptes des revenus et dépenses sont étalonnés en fonction des tableaux provisoires des entrées sorties. Entre 1996 et 2007, la révision à la hausse moyenne de la croissance du PIB se situait à 0,3 point de pourcentage, et la révision à la baisse moyenne, à 0,4 point de pourcentage, après le premier cycle de révision. Les révisions sont de +0,6 point de pourcentage et -0,3 point de pourcentage après le deuxième cycle, et de +0,8 point de pourcentage et -0,6 point au moment du processus d'étalonnage en fonction des entrées sorties (les troisième et quatrième cycles de révision combinés).

L'indice implicite de prix en chaîne du PIB fait l'objet d'une révision à la baisse de 0,1 point de pourcentage en 2005. L'indice est demeuré inchangé en 2006, a fait l'objet d'une révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage en 2007 et de 0,2 point en 2008. La majorité des révisions sont le résultat d'une augmentation des prix utilisés pour exprimer en prix constants les dépenses courantes des administrations en biens et services. Ces révisions sont le résultat des estimations révisées des heures travaillées découlant du remaniement de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.

Révisions des agrégations de revenu

Les estimations des salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail font l'objet d'une révision à la baisse de 3,5 milliards de dollars en 2007 et de 3,9 milliards de dollars en 2008. Les estimations restent inchangées en 2005 et 2006. Les révisions en 2007 sont le résultat de l'intégration des données des dossiers fiscaux, ainsi que d'autres sources repères. Les révisions des salaires et traitements pour 2007 sont minimes, la majorité de la révision de 3,5 milliards de dollars étant le résultat des estimations révisées à la baisse du revenu supplémentaire du travail, et plus particulièrement des pensions. Cette révision à la baisse pour 2007 est reportée en 2008, laissant le taux de croissance inchangé en 2008. Le taux de croissance des salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail pour 2007 a été révisé à la baisse, passant de 6,1 % à 5,6 %.

À l'intérieur du Système de comptabilité nationale, l'excédent est défini comme le revenu tiré par les sociétés de leurs propres installations de production—valeur ajoutée aux prix de base, moins la rémunération des salariés, moins les impôts sur la production à payer, plus les subventions reçues. Il représente le dernier solde comptable des tableaux d'entrées sorties et est calculé pour chaque industrie. Dans le cadre de l'étalonnage annuel des tableaux d'entrées sorties, on produit des estimations de l'excédent en intégrant dans le cadre des entrées sorties les données des dernières enquêtes annuelles sur les entreprises ou les institutions, ainsi que diverses données administratives. Une fois ces estimations repères de l'excédent calculées, les révisions sont intégrées dans les comptes des revenus et dépenses. Dans ces comptes, l'excédent comprend les composantes suivantes du revenu : bénéfices des sociétés avant impôts, intérêts et revenus divers de placements, bénéfices des entreprises publiques avant impôts, ajustement de la valeur des stocks et provisions pour consommation de capital.

L'excédent fait l'objet d'une révision à la hausse de 1,3 milliard de dollars pour 2005 et à la baisse de 1,0 milliard de dollars pour 2006. Il fait l'objet d'une révision à la hausse de 1,6 milliard de dollars en 2007 et de 2,4 milliards de dollars en 2008. En 2005, la révision à la hausse est principalement attribuable aux estimations révisées de l'excédent dans le commerce de gros, le commerce de détail, le transport et l'entreposage et les finances. En 2006, la révision à la baisse origine principalement de révisions aux estimations dans la fabrication de véhicules automobiles et l'exploitation minière. Le tableau 1 montre les révisions de l'excédent pour 2005 à 2008, ainsi que la répartition de la révision entre les diverses composantes des revenus.

Les estimations des bénéfices des sociétés avant impôts sont révisées à la hausse en 2005, à la baisse en 2006, à la hausse en 2007 et à la baisse en 2008. Les révisions sont faibles selon les normes historiques, la révision absolue moyenne pour ce cycle se situant autour de 600 millions de dollars. En comparaison, la révision absolue moyenne pour le cycle de révision 2007 (portant sur la période de 2004 à 2007) s'établissait à 3,4 milliards de dollars. Les nouvelles estimations des Statistiques financières et fiscales provisoires des entreprises, y compris les annexes de l'Index général des renseignements financiers (IGRF) et les autres sources annuelles, ont été intégrées pour 2007. Les estimations pour 2008 sont projetées à partir des estimations révisées des Statistiques financières trimestrielles des entreprises.

Les bénéfices des entreprises publiques restent à peu près inchangés au cours de la période de 2005 à 2008.

Les intérêts et revenus divers de placements sont révisés à la hausse pour chacune des années de la période de révision. Les révisions augmentent au cours de la période, passant de 174 millions de dollars en 2005 à 1,8 milliard de dollars en 2008. Les révisions de cette série rendent compte des nouvelles données et des données révisées sur les paiements et revenus d'intérêts des entreprises.

Tout comme les intérêts et revenus divers de placement, les provisions pour consommation de capital (PCC) sont révisées à la hausse pour chaque année. Les révisions au cours de cette période vont de 200 millions de dollars à un peu plus de 800 millions de dollars. Les données mises à jour des déclarations de revenus annuelles des sociétés, ainsi que les estimations additionnelles de la dépréciation tirées du modèle de l'inventaire permanent de la Division de l'investissement et du stock de capital, ont entraîné ces révisions.

L'ajustement de la valeur des stocks montre des révisions minimales en 2005 (+177 millions de dollars), des révisions à la baisse en 2006 (-826 millions de dollars) et en 2007 (-325 millions de dollars) et une révision à la hausse en 2008.

Le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole est révisé à la hausse pour les quatre années de révision, par suite de l'intégration des résultats du Recensement de l'agriculture de 2006 (publiés en novembre 2008). Dans l'ensemble, les revenus monétaires agricoles sont révisés à la hausse, particulièrement dans le secteur des cultures, tandis que les dépenses d'exploitation agricole sont rajustées à la baisse (engrais, aliments commerciaux, loyers, etc.).

Le revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, est révisé à la hausse en 2005 et 2006. Les révisions en 2005 et 2006 rendent compte de l'étalonnage annuel en fonction des comptes d'entrées sorties par industrie. Les révisions en 2007 et 2008 sont importantes selon les normes du passé et sont principalement attribuables aux estimations révisées des dépenses hypothécaires utilisées pour le calcul du revenu net de loyers.

Les estimations des impôts sur les facteurs de production moins les subventions sont révisées à la hausse en 2005, 2006 et 2007, et à la baisse en 2008. Les impôts moins subventions sur les produits sont révisés à la baisse en 2005 jusqu'à la fin de 2008. Les révisions des impôts et des subventions intègrent les données des nouveaux comptes publics et d'autres données financières pour les divers sous secteurs de l'administration publique.

Révisions des agrégations des dépenses aux prix courants

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation font l'objet d'une révision à la baisse de 0,3 milliard de dollars en 2005, de 2,0 milliards de dollars en 2006, de 1,8 milliard de dollars en 2007 et de 1,8 milliard de dollars en 2008. Les révisions à la baisse en 2004 et 2007 sont principalement le résultat des estimations révisées pour les aliments, les boissons, le tabac et l'équipement des ménages. Les révisions pour 2005 et 2006 découlent de l'intégration des repères des entrées sorties. Les révisions pour 2007 sont le résultat à la fois des données trimestrielles sur les marchandises vendues au détail et des données annuelles sur le commerce de détail. La révision à la baisse des dépenses personnelles en services en 2008 découle principalement d'estimations révisées pour les autres services liés aux véhicules automobiles, les services de divertissement et les dépenses pour les restaurants et l'hébergement. Les dossiers administratifs mis à jour utilisés pour estimer les dépenses personnelles en services et de l'information à jour du Bureau du surintendant des institutions financières Canada utilisée pour l'estimation de l'assurance-automobile sont à la source de ces révisions.

Les révisions dans les dépenses courantes des administrations en biens et services sont toutes à la baisse; de 0,3 milliard de dollars en 2005, 1,8 milliard de dollars en 2006, 1,7 milliard de dollars en 2007 et 0,4 milliard de dollars en 2008. Ces révisions rendent compte des nouvelles données du système de comptabilité de l'administration fédérale et des comptes publics provinciaux, ainsi que des dernières données disponibles pour les administrations locales. Les résultats des enquêtes pour 2006 de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) et de Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation sont aussi intégrés et reportés à 2008. La formation brute de capital fixe des administrations publiques a connu une révision modeste en 2005 et 2006, et une révision à la baisse plus substantielle en 2007 (-1,2 milliard de dollars), ainsi qu'une révision importante à la hausse en 2008 (+1,7 milliard de dollars). Il n'y a pas de révision des investissements des administrations publiques en stocks.

Globalement, les investissements des entreprises en dollars courants affichent seulement de faibles révisions pour 2005, 2006 et 2007. La révision pour 2007, même si elle n'est pas importante selon les normes historiques, a donné lieu à une modification importante de la composition des investissements. Les investissements en bâtiments non résidentiels font l'objet d'une révision à la hausse de 3,8 milliards de dollars, dont la majeure partie est contrebalancée par une révision à la baisse de 2,6 milliards de dollars pour les machines et le matériel. Cela vient de ce qu'un certain nombre d'installations de traitement du pétrole lourd qui étaient classées à l'origine comme des investissements en machines et matériel ont

été reclassifiées par la suite en investissements en bâtiments non résidentiels. La révision est substantielle en 2008, l'investissement global des entreprises ayant fait l'objet d'une révision à la baisse de 1,4 milliard de dollars. Les révisions apportées à la construction résidentielle sont minimales pour les quatre années du cycle de révision.

Les révisions des investissements en stocks des entreprises non agricoles rendent compte de l'intégration des nouvelles données des dernières enquêtes annuelles. Les révisions à la hausse en 2005 (+1,2 milliard de dollars) et en 2006 (+1,4 milliard de dollars) reflètent les résultats du processus d'équilibrage des biens et services, qui fait partie intégrante du calcul des comptes d'entrées sorties, à partir desquels les comptes des revenus et dépenses sont étalonnés. Les révisions à la hausse sont de l'ordre de 1,6 milliard de dollars pour 2007 et de 1,8 milliards de dollars pour 2008. Les stocks agricoles connaissent des changements minimes, sauf pour les révisions à la hausse des stocks de céréales en 2007.

Les exportations en dollars courants sont révisées à la hausse pour les quatre années comprises dans la période de révision. Les révisions des exportations de biens sont minimales, tandis que les révisions des exportations de services sont substantielles. Les exportations de services ont fait l'objet de révisions à la hausse de 0,5 milliard de dollars en 2005, de 1,4 milliard de dollars en 2006, de 2,4 milliards de dollars en 2007 et de 2,5 milliards de dollars en 2008. Ces révisions à la hausse sont presque entièrement dues aux estimations révisées des exportations de services commerciaux.

Les importations en dollars courants ont enregistré des révisions importantes à la hausse de 0,4 milliard de dollars en 2005, 0,7 milliard de dollars en 2006, 2,4 milliards de dollars en 2007 et 2,7 milliards de dollars en 2008. Tout comme pour les exportations, la majorité de ces révisions sont imputables à des estimations révisées des importations de services commerciaux. Étant donné que les révisions des importations et des exportations vont dans le même sens et sont de la même ampleur, elles ont peu de répercussions sur le commerce net, et par conséquent, le PIB global.

Les révisions des importations et des exportations de services commerciaux rendent compte principalement de l'élargissement de la couverture des enquêtes et de l'utilisation accrue des données fiscales pour le calcul. Ces changements méthodologiques permettent des estimations plus précises de la croissance du commerce agrégé des services commerciaux, ainsi qu'une meilleure répartition plus détaillée des produits.

Autres changements ayant des répercussions sur les comptes des revenus et dépenses

Avec la diffusion des estimations révisées des comptes des revenus et dépenses pour 2005 à 2008 et le premier trimestre de 2009, une nouvelle méthode de désaisonnalisation (X-12-ARIMA) accompagnée d'estimations révisées de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail ont été incorporées dans les estimations des comptes des revenus et dépenses.

La méthode de désaisonnalisation X 12 ARIMA est une version améliorée de la méthode de désaisonnalisation X 11-ARIMA. La nouvelle méthode comprend des améliorations qui viennent élargir la fourchette de séries chronologiques économiques qui peuvent être désaisonnalisées de façon appropriée et rehausser la qualité globale des séries désaisonnalisées. Des précisions ont été apportées à un certain nombre de modèles de désaisonnalisation pour certaines séries des revenus et des dépenses. Ces ajustements ont donné lieu à des révisions des modèles trimestriels de ces séries.

Plusieurs modifications importantes de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) ont été adoptées pour la période de référence de janvier 2009. Parmi ces changements figure une modification majeure de la méthode d'estimation. La nouvelle méthode d'estimation rend mieux compte des caractéristiques particulières des provinces et des territoires, ainsi que de certaines industries (et plus particulièrement, dans le cas des estimations des comptes des revenus et dépenses, les industries de la construction). Une part importante des données de l'EERH remontant à 2001 est touchée par ce changement, y compris les gains hebdomadaires moyens, les gains horaires moyens et les heures hebdomadaires moyennes (avec et sans heures supplémentaires).

Pour adopter cette nouvelle méthode d'estimation, il a fallu élargir l'échantillon de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises (ERE) dans certaines provinces, et le réduire dans d'autres. L'échantillon de l'ERE a donc été à la fois redistribué et augmenté pour s'établir à 15 000 établissements par mois (comparativement à 11 000), afin que chaque province ou territoire soit représenté de façon appropriée.

Les données de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail sont utilisées de façon exhaustive dans les estimations des dernières années des comptes de revenus et dépenses. Elles figurent à l'avant plan de l'estimation du revenu du travail, de la construction non résidentielle, des estimations des dépenses personnelles en services ainsi que comme approximation de la variation de prix lorsqu'il n'existe pas d'estimation de prix.

Tableau I.2 Révisions au produit intérieur brut, perspective historique

Période de référence	Estimation initiale	Estimation révisée, premier cycle de révision annuelle	Estimation révisée, deuxième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, troisième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, quatrième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, processus de révisions historiques	Révisions totales
millions de dollars courants							
1995	780 027	776 299	799 129	799 129	806 778	810 426	30 399
1996	797 789	828 997	833 921	833 070	839 064	836 864	39 075
1997	856 134	855 103	866 252	873 947	877 921	882 733	26 599
1998	888 390	895 704	901 805	915 865	914 973	914 973	26 583
1999	949 400	957 911	975 263	980 524	982 441	...	33 041
2000	1 038 794	1 056 010	1 064 995	1 075 566	1 076 577	...	37 783
2001	1 084 119	1 092 246	1 107 459	1 108 200	1 108 048	...	23 929
2002	1 142 123	1 154 949	1 157 968	1 154 204	1 152 905	...	10 782
2003	1 214 601	1 218 772	1 216 191	1 213 408	1 213 175	...	-1 426
2004	1 293 289	1 290 185	1 290 788	1 290 828	1 290 906	...	-2 383
2005	1 368 726	1 371 425	1 375 080	1 372 626	1 373 845	...	5 119
2006	1 439 291	1 446 307	1 450 490	1 449 215	...	...	9 924
2007	1 531 427	1 535 646	1 532 944	...	...	...	1 517
2007	1 602 474	1 600 081	...	...	...	...	-2 393
taux de croissance							
1996	2,8	3,7	4,4	3,3	4,0	3,3	0,5
1997	3,3	2,5	4,0	4,2	4,6	5,5	2,2
1998	3,9	3,4	3,2	4,3	4,2	3,7	-0,2
1999	6,0	6,2	6,5	7,2	7,4	...	1,4
2000	8,4	8,3	8,6	9,5	9,6	...	1,2
2001	2,7	2,6	3,0	2,9	2,9	...	0,2
2002	4,6	4,3	4,5	4,2	4,0	...	-0,6
2003	5,2	5,3	5,4	5,2	5,2	...	0,0
2004	6,1	6,1	6,4	6,4	6,4	...	0,3
2005	6,1	6,2	6,5	6,3	6,4	...	0,3
2006	4,9	5,2	5,7	5,5	...	...	0,6
2007	5,9	5,9	5,8	...	...	...	-0,1
2007	4,4	4,4	...	...	...	...	0,0

Tableau I.3 Révisions au produit intérieur brut

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision cumulative ⁵
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars courants					
2005	1 368 726	1 372 626	1 373 845	1 219	5 119
2006	1 439 291	1 450 490	1 449 215	-1 275	9 924
2007	1 531 427	1 535 646	1 532 944	-2 702	1 517
2008	1 602 474	1 602 474	1 600 081	-2 393	-2 393
Premier trimestre de 2005	1 331 300	1 331 732	1 333 044	1 312	1 744
Deuxième trimestre de 2005	1 347 608	1 351 936	1 352 728	792	5 120
Troisième trimestre de 2005	1 385 940	1 388 588	1 389 184	596	3 244
Quatrième trimestre de 2005	1 411 652	1 418 248	1 420 424	2 176	8 772
Premier trimestre de 2006	1 417 276	1 432 352	1 434 068	1 716	16 792
Deuxième trimestre de 2006	1 429 800	1 444 876	1 442 828	-2 048	13 028
Troisième trimestre de 2006	1 440 808	1 458 128	1 455 232	-2 896	14 424
Quatrième trimestre de 2006	1 453 744	1 466 604	1 464 732	-1 872	10 988
Premier trimestre de 2007	1 494 976	1 503 856	1 500 940	-2 916	5 964
Deuxième trimestre de 2007	1 530 540	1 536 548	1 531 772	-4 776	1 232
Troisième trimestre de 2007	1 537 472	1 541 836	1 538 936	-2 900	1 464
Quatrième trimestre de 2007	1 558 844	1 560 344	1 560 128	-216	1 284
Premier trimestre de 2008	1 577 976	1 579 180	1 578 672	-508	696
Deuxième trimestre de 2008	1 616 228	1 619 928	1 618 380	-1 548	2 152
Troisième trimestre de 2008	1 639 540	1 634 256	1 632 668	-1 588	-6 872
Quatrième trimestre de 2008	1 576 532	1 576 532	1 570 604	-5 928	-5 928

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre en question. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2. Pour 2005, 2006 et 2007, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2008, tandis que pour 2008, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2008.

3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2009.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

Tableau I.4 Révisions au produit intérieur brut (taux de croissance)

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision cumulative ⁵		
						dollars courants	
						%	points de pourcentage
2005	6,1	6,3	6,4	0,1	0,3		
2006	4,9	5,7	5,5	-0,2	0,6		
2007	5,9	5,9	5,8	-0,1	-0,1		
2008	4,4	4,4	4,4	0,0	0,0		
Premier trimestre de 2005	1,0	0,9	1,0	0,1	0,0		
Deuxième trimestre de 2005	1,3	1,5	1,5	0,0	0,2		
Troisième trimestre de 2005	2,8	2,7	2,7	0,0	-0,1		
Quatrième trimestre de 2005	2,0	2,1	2,2	0,1	0,2		
Premier trimestre de 2006	0,2	1,0	1,0	0,0	0,8		
Deuxième trimestre de 2006	0,2	0,9	0,6	-0,3	0,4		
Troisième trimestre de 2006	0,6	0,9	0,9	0,0	0,3		
Quatrième trimestre de 2006	0,7	0,6	0,7	0,1	0,0		
Premier trimestre de 2007	2,4	2,5	2,5	0,0	0,1		
Deuxième trimestre de 2007	2,3	2,2	2,1	-0,1	-0,2		
Troisième trimestre de 2007	0,5	0,3	0,5	0,2	0,0		
Quatrième trimestre de 2007	1,3	1,2	1,4	0,2	0,1		
Premier trimestre de 2008	1,1	1,2	1,2	0,0	0,1		
Deuxième trimestre de 2008	2,5	2,6	2,5	-0,1	0,0		
Troisième trimestre de 2008	1,2	0,9	0,9	0,0	-0,3		
Quatrième trimestre de 2008	-3,5	-3,5	-3,8	-0,3	-0,3		
dollars enchaînés (2002) ⁶							
		%		points de pourcentage			
2005	2,9	2,9	3,0	0,1	0,1		
2006	2,7	3,1	2,9	-0,2	0,2		
2007	2,7	2,7	2,5	-0,2	-0,2		
2008	0,5	0,5	0,4	-0,1	-0,1		
Premier trimestre de 2005	0,6	0,2	0,3	0,1	-0,3		
Deuxième trimestre de 2005	0,8	0,7	0,7	0,0	-0,1		
Troisième trimestre de 2005	0,9	1,0	1,0	0,0	0,1		
Quatrième trimestre de 2005	0,6	1,1	1,0	-0,1	0,4		
Premier trimestre de 2006	0,9	1,0	1,0	0,0	0,1		
Deuxième trimestre de 2006	0,5	0,4	0,3	-0,1	-0,2		
Troisième trimestre de 2006	0,4	0,3	0,1	-0,2	-0,3		
Quatrième trimestre de 2006	0,4	0,5	0,5	0,0	0,1		
Premier trimestre de 2007	0,9	1,0	0,9	-0,1	0,0		
Deuxième trimestre de 2007	0,8	1,0	1,0	0,0	0,2		
Troisième trimestre de 2007	0,7	0,6	0,5	-0,1	-0,2		
Quatrième trimestre de 2007	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1		
Premier trimestre de 2008	-0,1	-0,2	-0,2	0,0	-0,1		
Deuxième trimestre de 2008	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0		
Troisième trimestre de 2008	0,3	0,2	0,1	-0,1	-0,2		
Quatrième trimestre de 2008	-0,8	-0,8	-0,9	-0,1	-0,1		

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre en question. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2. Pour 2005, 2006 et 2007, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2008, tandis que pour 2008, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2008.

3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2009.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

6. Pour 2005 et 2006, les estimations initiales sont en dollars enchaînés (1997).

Tableau I.5 Révisions aux agrégats des revenus en dollars courants

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision cumulative ⁵
millions de dollars courants					
Rémunération des salariés					
2005	678 925	695 093	695 093	0	16 168
2006	730 075	743 313	743 392	79	13 317
2007	782 290	788 357	784 839	-3 518	2 549
2008	827 029	827 029	823 116	-3 913	-3 913
Bénéfices des sociétés avant impôts					
2005	193 936	185 895	186 585	690	-7 351
2006	200 338	196 719	196 130	-589	-4 208
2007	210 426	203 231	204 131	900	-6 295
2008	216 184	216 184	215 799	-385	-385
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts					
2005	13 370	15 323	15 293	-30	1 923
2006	13 733	14 638	14 572	-66	839
2007	15 455	15 539	15 725	186	270
2008	15 703	15 703	15 575	-128	-128
Intérêts et revenus divers de placements					
2005	61 240	61 247	61 421	174	181
2006	63 418	66 421	66 741	320	3 323
2007	68 684	71 515	71 847	332	3 163
2008	79 693	79 693	81 484	1 791	1 791
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole					
2005	1 551	1 098	1 210	112	-341
2006	326	-154	-44	110	-370
2007	582	110	433	323	-149
2008	2 527	2 527	2 808	281	281
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris					
2005	84 666	83 955	84 024	69	-642
2006	87 412	86 540	86 651	111	-761
2007	89 777	90 363	89 974	-389	197
2008	95 009	95 009	93 438	-1 571	-1 571
Ajustement de la valeur des stocks					
2005	-442	-907	-730	177	-288
2006	-1 809	-2 407	-3 233	-826	-1 424
2007	2 968	3 272	2 947	-325	-21
2008	-6 334	-6 334	-6 085	249	249
Impôts moins subventions, sur facteurs de production					
2005	59 961	61 846	61 982	136	2 021
2006	63 351	64 580	64 691	111	1 340
2007	66 949	67 921	67 948	27	999
2008	70 884	70 884	70 342	-542	-542
Impôts moins subventions, sur produits					
2005	94 750	93 621	93 302	-319	-1 448
2006	97 229	96 260	95 761	-499	-1 468
2007	100 133	99 428	98 495	-933	-1 638
2008	95 680	95 680	94 675	-1 005	-1 005
Provisions pour consommation de capital					
2005	181 427	175 961	176 246	285	-5 181
2006	185 505	185 206	185 408	202	-97
2007	193 814	195 229	195 712	483	1 898
2008	206 684	206 684	207 520	836	836

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante.

2. Pour 2005, 2006 et 2007, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2008, tandis que pour 2008, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2008.

3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2009.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

Tableau I.6 Révisions aux agrégats des dépenses en dollars courants

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision cumulative ⁵
millions de dollars courants					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation					
2005	761 962	759 239	758 966	-273	-2 996
2006	801 810	803 260	801 211	-2 049	-599
2007	853 966	852 770	850 921	-1 849	-3 045
2008	893 004	893 004	891 197	-1 807	-1 807
Dépenses courantes des administrations en biens et services					
2005	262 369	260 197	259 857	-340	-2 512
2006	282 667	278 922	277 097	-1 825	-5 570
2007	298 067	296 472	294 776	-1 696	-3 291
2008	314 040	314 040	313 669	-371	-371
Formation brute de capital fixe des administrations publiques					
2005	35 129	36 952	37 067	115	1 938
2006	37 382	40 899	40 562	-337	3 180
2007	43 715	45 711	44 548	-1 163	833
2008	51 589	51 589	53 307	1 718	1 718
Investissement des administrations publiques en stocks					
2005	27	27	27	0	0
2006	-41	-41	-41	0	0
2007	15	15	15	0	0
2008	29	29	29	0	0
Investissement des entreprises en bâtiments résidentiels					
2005	89 595	89 731	89 604	-127	9
2006	96 941	98 473	98 099	-374	1 158
2007	108 592	108 726	108 050	-676	-542
2008	108 117	108 117	108 175	58	58
Investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels					
2005	63 938	72 553	72 752	199	8 814
2006	80 681	84 756	85 288	532	4 607
2007	92 800	88 895	92 705	3 810	-95
2008	95 586	95 586	98 092	2 506	2 506
Investissement des entreprises en machines et matériel					
2005	91 354	93 035	93 240	205	1 886
2006	94 109	99 853	100 006	153	5 897
2007	96 244	104 069	101 491	-2 578	5 247
2008	106 915	106 915	102 906	-4 009	-4 009
Investissement des entreprises en stocks					
2005	9 469	9 330	10 587	1 257	1 118
2006	7 223	8 093	9 538	1 445	2 315
2007	7 152	9 806	11 391	1 585	4 239
2008	6 951	6 951	8 733	1 782	1 782
Exportations de biens et services					
2005	518 256	518 909	519 435	526	1 179
2006	525 611	522 698	524 358	1 660	-1 253
2007	534 669	532 118	534 557	2 439	-112
2008	559 755	559 755	562 174	2 419	2 419
Importations de biens et services					
2005	464 030	467 852	468 270	418	4 240
2006	487 379	487 048	487 757	709	378
2007	503 445	502 255	504 618	2 363	1 173
2008	534 096	534 096	536 792	2 696	2 696

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante.

2. Pour 2005, 2006 et 2007, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2008, tandis que pour 2008, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2008.

3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2009.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

Section J

Révisions apportées aux statistiques sur le commerce international de marchandises

Contexte

Les statistiques trimestrielles sur le commerce international de marchandises sont publiées environ six semaines après la période de référence. Deux semaines plus tard, ces données sont incorporées dans les Comptes des revenus et dépenses, lesquelles à ce moment peuvent être révisées. La présente note résume les sources de base des révisions.

À titre d'exemple, le tableau 1 présente les révisions en dollars courants et constants du commerce international de marchandises entre les Statistiques trimestrielles originales du commerce international de marchandises et les estimations trimestrielles subséquentes du commerce de marchandises des Comptes des revenus et dépenses.

Révisions en dollars courants

En dollars courants, les révisions sont souvent dues aux révisions sur les données sur l'énergie, qui sont apportées après la publication des statistiques trimestrielles sur le commerce international de marchandises. Dans le cas des exportations de pétrole brut et de gaz naturel, ainsi que des importations de pétrole brut, il existe deux sources de données sur le volume, à savoir les données douanières et les données des enquêtes sur l'énergie¹. Les données des enquêtes sur l'énergie rendent mieux compte du mois pendant lequel les transactions se sont produites et correspondent

1. Les données sur la production de pétrole brut sont fournies par les provinces productrices par l'entremise de : Pétrole brut et gaz naturel, mensuelle; les données sur les exportations de pétrole brut sont récupérées dans notre enquête sur les pipelines : Transport du pétrole par pipelines (mensuelle); les données sur les importations de pétrole brut sont tirées de Disponibilité et écoulement des produits pétroliers raffinés (rapport mensuel) ; les données sur les exportations de gaz naturel sont obtenues en partie auprès de l'Office national de l'énergie; et les données sur les exportations de gaz naturel sont tirées de Services de gaz : réseaux de transport et de distribution (rapport mensuel).

Tableau J.1 Différence entre les statistiques mensuelles du commerce international des marchandises et les statistiques du commerce international des marchandises des Comptes des revenus et dépenses trimestriels : total

Période de référence	Total des exportations			Total des importations		
	Statistiques mensuelles du commerce international des marchandises	Comptes des revenus et dépenses	Différence	Statistiques mensuelles du commerce international des marchandises	Comptes des revenus et dépenses	Différence
données désaisonnalisées aux taux annuel						
en millions de dollars courants						
Premier trimestre de 2008	469 905	466 864	-3 041	417 152	413 384	-3 768
Deuxième trimestre de 2008	500 717	502 624	1 907	437 479	436 884	-595
Troisième trimestre de 2008	519 177	518 956	-221	459 422	458 052	-1 370
Quatrième trimestre de 2008	466 549	467 248	699	451 713	452 348	635
Premier trimestre de 2009	388 653	388 844	191	386 486	385 460	-1 026
en millions de dollars enchaînés (2002)						
Premier trimestre de 2008	434 087	434 139	52	491 826	480 547	-11 279
Deuxième trimestre de 2008	426 637	427 567	930	488 623	486 360	-2 263
Troisième trimestre de 2008	421 935	422 191	256	483 725	483 651	-74
Quatrième trimestre de 2008	402 574	403 076	502	452 492	455 732	3 240
Premier trimestre de 2009	363 347	363 078	-269	398 146	397 396	-750

aussi à d'autres données d'enquêtes sur la disponibilité et l'écoulement de l'énergie. Toutefois, ce ne sont pas toutes les données des enquêtes sur l'énergie qui sont disponibles à temps pour la publication trimestrielle des Statistiques sur le commerce international de marchandises. Lorsque les comptes des revenus et dépenses sont calculés, des données plus à jour des enquêtes sur l'énergie deviennent disponibles et sont incluses dans les estimations du commerce international de marchandises et dans le PIB. Le tableau 2 montre

toutes les différences en dollars courants et constants pour le commerce de l'énergie au cours des cinq derniers trimestres.

Outre les données plus à jour sur l'énergie, des révisions peuvent être apportées aux Statistiques sur le commerce international de marchandises publiées sur une base trimestrielle, à partir de l'équilibrage des comptes trimestriels des revenus et dépenses et des données douanières révisées disponibles. Par ailleurs, au premier trimestre de l'année, des révisions sont apportées aux données sur le commerce international des Comptes des

Tableau J.2 Différence entre les statistiques mensuelles du commerce international des marchandises et les statistiques du commerce international des marchandises des Comptes trimestriels des revenus et dépenses : énergie

Période de référence	Exportations d'énergie			Importations d'énergie		
	Statistiques mensuelles du commerce international des marchandises	Comptes des revenus et dépenses	Différence	Statistiques mensuelles du commerce international des marchandises	Comptes des revenus et dépenses	Différence
Données désaisonnalisées aux taux annuel						
en millions de dollars courants						
Premier trimestre de 2008	118 799	117 988	-811	48 969	46 032	-2 937
Deuxième trimestre de 2008	140 886	142 792	1 906	57 373	57 516	143
Troisième trimestre de 2008	142 377	142 160	-217	58 412	58 656	244
Quatrième trimestre de 2008	102 485	103 204	719	48 434	49 060	626
Premier trimestre de 2009	78 249	79 672	1 423	31 872	31 856	-16
en millions de dollars enchaînés (2002)						
Premier trimestre de 2008	56 276	55 833	-443	22 262	20 803	-1 459
Deuxième trimestre de 2008	54 034	54 317	283	22 897	23 011	115
Troisième trimestre de 2008	51 474	51 538	64	20 524	20 671	147
Quatrième trimestre de 2008	53 360	53 656	296	22 342	22 455	113
Premier trimestre de 2009	51 895	52 291	396	20 325	20 189	-136

revenus et dépenses, par suite de la révision des quatre années des comptes nationaux. Celles-ci incluent principalement les modèles saisonniers révisés et de nouvelles estimations du sous dénombrement des exportations. La diffusion de la révision des quatre années des Comptes des revenus et dépenses précède la révision des Statistiques trimestrielles sur le commerce international de marchandises de quelques semaines, lorsque des données similaires sont publiées.

Révisions en dollars constants

Les révisions en dollars courants mentionnées précédemment sont aussi prises en compte dans les données sur le commerce international de marchandises en dollars constants publiées dans les comptes trimestriels des revenus et dépenses. Toutefois, dans les séries en dollars constants, d'autres révisions sont apportées en raison de changements dans les ajustements apportés aux indices de prix du commerce, lesquels font partie des séries du commerce « autres ajustements de la balance des paiements ». Les différences entre les séries figurent dans le tableau 3.

Tableau J.3 Différence entre les statistiques mensuelles du commerce international des marchandises et les statistiques du commerce international des marchandises des Comptes trimestriels des revenus et dépenses : autres ajustements de la balance des paiements

Période de référence	Autres ajustements aux exportations de la balance des paiements			Autres ajustements aux importations de la balance des paiements		
	Statistiques mensuelles du commerce international des marchandises	Comptes des revenus et dépenses	Différence	Statistiques mensuelles du commerce international des marchandises	Comptes des revenus et dépenses	Différence
	données désaisonnalisées aux taux annuel					
	en millions de dollars enchaînés (2002)					
Premier trimestre de 2008	12 424	13 184	760	10 934	4 504	-6 430 ¹
Deuxième trimestre de 2008	12 713	12 660	-53	5 496	4 596	-900
Troisième trimestre de 2008	11 028	10 648	-380	4 600	5 180	580
Quatrième trimestre de 2008	5 105	5 128	23	6 878	9 120	2 242
Premier trimestre de 2009	4 502	5 024	522	7 327	8 212	885

1. Réflète l'incorporation d'une nouvelle méthodologie de l'ajustement du prix à l'importation.

Les ajustements agrégés des prix du commerce international sont calculés à nouveau au cours de la production trimestrielle des comptes des revenus et dépenses, lorsque les données pertinentes sont disponibles. Les ajustements inclus au moment de la production des statistiques mensuelles sur le commerce international de marchandises prennent généralement la forme de prévisions fondées sur des taux historiques et peuvent parfois différer des valeurs finales calculées lorsque des données plus complètes sont disponibles.

Enfin, une part importante de l'élaboration des comptes des revenus et dépenses prend la forme d'une analyse exhaustive de la cohérence à l'échelle de l'économie, grâce aux modèles de la disponibilité et de l'écoulement et aux comparaisons des sources de données; les exportations et la production, par exemple. Parfois, sur la base de cette analyse, il est nécessaire d'ajuster le commerce international des marchandises, au niveau des produits ou au niveau agrégé.

Section K

Indicateurs financiers du bilan national, glossaire

Les indicateurs financiers sont un outil analytique important qui peut être utilisé pour surveiller la solidité, la stabilité et le rendement de l'économie. Leur utilité tient à leur capacité de montrer la relation entre, par exemple, la dette, les actifs, les passifs, la valeur nette, les revenus et la production. Prises isolément, ces données ne brossent qu'un tableau partiel de l'économie. Analysées ensemble, elles fournissent d'autres éclaircissements. Par exemple, une analyse de la dette des ménages à elle seule ne permet pas d'en comprendre l'incidence aussi bien que l'analyse de la dette par rapport au revenu ou à la valeur nette. En outre, la construction d'indicateurs facilite les comparaisons internationales entre les conditions dans un pays par rapport à un autre. Une comparaison des niveaux d'endettement entre pays est beaucoup moins instructive qu'une comparaison du ratio de la dette au produit intérieur brut (PIB) d'un pays à l'autre.

Avec la diffusion des données du premier trimestre des Comptes du bilan national de 2009, Statistique Canada diffuse un certain nombre d'indicateurs financiers pour les secteurs des particuliers et entreprises individuelles, des entreprises et des administrations publiques. Ces indicateurs¹ visent à aider à interpréter les données contenues dans les Comptes des flux financiers et du bilan national² et servent d'outil de surveillance et d'évaluation des divers secteurs de l'économie. La présente note fournit une description des indicateurs, les données utilisées aux fins de leur construction ainsi qu'une brève explication de leur interprétation et de leur utilité sur le plan analytique.

A. Indicateurs financiers, secteur des particuliers et entreprises individuelles

Le secteur des particuliers et entreprises individuelles est l'un des quatre principaux secteurs du Système de comptabilité nationale du Canada. Il comprend les ménages, les entreprises individuelles et les institutions sans but lucratif au service des ménages. Il est souvent appelé le secteur des « ménages » et les indicateurs de la dette, de la richesse et du rendement fournissent une mesure de la santé financière globale du secteur. Les variables suivantes sont utilisées pour construire les indicateurs de la dette et de la richesse du secteur des particuliers et entreprises individuelles.

1. Les indicateurs financiers sont censés s'ajouter utilement à l'ensemble courant des indicateurs macroéconomiques du Canada comme le PIB (y compris ses composantes) et les mesures de l'inflation et de l'emploi.

2. Sauf indication contraire, tous les indicateurs des Comptes du bilan national sont établis selon la valeur marchande.

Dette du secteur des particuliers et entreprises individuelles : Habituellement, les dettes découlent de relations contractuelles en vertu desquelles une unité institutionnelle (le débiteur – ici, le secteur des particuliers et entreprises individuelles) a l'obligation inconditionnelle de rembourser le principal avec ou sans paiement d'intérêts ou de payer les intérêts avec ou sans remboursement du principal à une autre unité institutionnelle (le créancier). Ces dettes comprennent les prêts hypothécaires et non hypothécaires ainsi que les crédits commerciaux. Les dettes peuvent également naître du fait de la loi ou découler de droits et d'obligations qui font qu'un débiteur accepte l'obligation de faire un ou des paiements futurs à un créancier.

Revenu personnel disponible : La somme de tous les revenus reçus par les particuliers et les entreprises individuelles résidant au Canada, qu'il s'agisse de gains de facteurs au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placements que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou pour celui des particuliers, moins les transferts courants aux administrations publiques.

Total de l'actif du secteur des particuliers et entreprises individuelles : Le total de l'actif représente les actifs financiers ainsi que non financiers. Les exemples d'actifs financiers comprennent le numéraire et les dépôts, les obligations, les actions et pensions et les actifs d'assurance vie. Les exemples d'actifs non financiers comprennent les bâtiments résidentiels, les bâtiments non résidentiels, les biens de consommation durables et les terrains (résidentiels, non résidentiels et agricoles).

Valeur nette du secteur des particuliers et entreprises individuelles : La valeur nette correspond à la différence entre l'actif total du secteur des particuliers et entreprises individuelles (voir ci dessus) et son passif total (par exemple, crédit à la consommation, effets commerciaux à payer, emprunts bancaires et hypothèques).

Produit intérieur brut aux prix du marché : La valeur totale sans double compte de des biens et services produits sur le territoire économique d'un pays ou d'une région au cours d'une période donnée. Une évaluation exprimée en termes des prix effectivement payés par l'acheteur après prise en compte de tous les impôts et subventions applicables.

Crédit à la consommation et hypothèques du secteur des particuliers et entreprises individuelles : Le crédit à la consommation représente le crédit qui est accordé

aux particuliers pour l'achat de biens et services de consommation. Les hypothèques sont des prêts négociés et accords de vente garantis par des biens immobiliers, principalement des bâtiments résidentiels. Les première, deuxième et troisième hypothèques sont comprises. Les hypothèques sont habituellement caractérisées par le remboursement d'un mélange de capital et d'intérêts.

Voici les indicateurs financiers calculés pour le secteur des particuliers et entreprises individuelles ainsi qu'une brève interprétation de leur utilité sur le plan analytique.

1. **Dettes par rapport au revenu personnel disponible** : Il s'agit du ratio de la dette au revenu personnel disponible. De façon générale, plus le ratio est faible, plus grande est la capacité de gérer la dette au moyen de gains de facteurs au titre de la production courante.
2. **Dettes par rapport au total de l'actif** : Cet indicateur fournit une mesure générale de la dette du secteur par rapport à ses actifs financiers et non financiers. Un ratio à la baisse peut indiquer une augmentation relative de la richesse, particulièrement en période d'appréciation des actifs.
3. **Dettes par rapport à la valeur nette** : L'indicateur de la dette par rapport à la valeur nette fournit une mesure de l'endettement du secteur. Une dette plus élevée en proportion de la valeur nette indique que le secteur s'endette de plus en plus et, de façon générale, que sa capacité ou sa propension à accumuler d'autres dettes est réduite. Une dette plus faible par rapport à la valeur nette indique que le secteur a relativement plus d'actifs qu'il peut donner en garantie s'il désire contracter de nouvelles dettes.
4. **Crédit à la consommation et hypothèques par rapport à la valeur nette** : Le crédit à la consommation et les hypothèques représentent les plus grands passifs du secteur des ménages. Généralement, ces dettes sont contractées aux fins de l'achat d'actifs non financiers qui créent la valeur nette du secteur. Un ratio qui baisse au fil du temps peut indiquer que la valeur des actifs que ces dettes ont permis d'acheter augmente et ajoute à la valeur nette du secteur. Il peut indiquer également que les ménages augmentent le taux auquel ils remboursent leur crédit à la consommation et leurs hypothèques. Un ratio à la hausse indique que la valeur des actifs est à la baisse, ou que le secteur utilise les dettes pour financer la consommation en la période courante ou encore pour financer un pourcentage croissant des actifs non financiers.
5. **Dettes par rapport au produit intérieur brut** : Cet indicateur est utile pour comparer le niveau d'endettement du secteur des particuliers et entreprises individuelles et celui d'autres secteurs

dans l'économie canadienne ou aux fins de comparaisons internationales. Il représente une mise à l'échelle de la dette du secteur selon un dénominateur commun. En outre, le produit intérieur brut est une mesure très générale de la capacité d'une économie d'assurer le service de la dette.

6. **Actifs financiers en pourcentage de la valeur nette** : En général, les actifs financiers présentent un plus grand risque et sont plus volatils que les actifs non financiers. Cet indicateur représente l'exposition du secteur à ce risque, particulièrement aux fluctuations du marché boursier, des taux d'intérêt et des taux de change.
7. **Actifs financiers par rapport aux actifs non financiers** : La valeur courante des actifs non financiers est généralement moins volatile et moins liquide que celle des actifs financiers. Cet indicateur fournit des éclaircissements sur la liquidité relative des actifs du secteur ainsi que sur la volatilité de leur valeur marchande.
8. **Valeur nette en pourcentage du revenu personnel disponible** : Ce ratio donne une indication de l'effet éventuel de la richesse dans le secteur. Un ratio à la hausse indique que la valeur nette croît plus rapidement que le revenu personnel disponible. Le secteur peut donc prendre des décisions financières (p. ex., la décision d'ajouter des biens ou de contracter des dettes) qui sont fondées sur l'augmentation de la richesse, plutôt que sur le revenu courant.
9. **Capitaux propres du propriétaire en biens immobiliers** : Pour la plupart des ménages, les biens immobiliers (leurs avoirs en bâtiments et terrains) représentent leur actif le plus important. Cet indicateur fournit des éclaircissements sur les capitaux propres du ménage dans cet actif non financier. Un niveau de capitaux propres plus élevé signifie qu'en toute période de ralentissement ils seront moins vulnérables aux variations de la valeur des bâtiments et terrains. Il s'agit également d'un indicateur de la capacité du secteur à contracter des dettes aux fins de consommation (p. ex., crédit à la consommation), puisque les capitaux propres en biens immobiliers sont souvent utilisés en garantie pour des lignes de crédit à la consommation.

B. Indicateurs du service de la dette, secteur des particuliers et entreprises individuelles

Le ratio du service de la dette du secteur des particuliers et entreprises individuelles (RSD) mesure la proportion du revenu personnel disponible qui est consacrée au versement d'intérêts au titre du passif total de ce secteur.

Dans le bilan national, le passif total du secteur des particuliers et entreprises individuelles comprend les catégories suivantes : hypothèques, crédit à la consommation, emprunts bancaires, autres emprunts et effets commerciaux à payer. Les intérêts versés, toutefois, peuvent être subdivisés avec précision en deux catégories seulement, à savoir les intérêts hypothécaires et les intérêts non hypothécaires. Cela tient à ce que les entités non bancaires ne sont pas tenues de ventiler les données relatives aux intérêts non hypothécaires versés. Par conséquent, le ratio du service de la dette du secteur est égal à la somme des intérêts hypothécaires et des intérêts non hypothécaires, divisée par le revenu personnel disponible.

Les variables ci dessous sont utilisées aux fins du calcul des indicateurs du service de la dette pour le secteur des particuliers et entreprises individuelles.

Intérêts hypothécaires versés : Intérêts versés (principal non compris) sur les prêts négociés et les accords de vente garantis par des biens immobiliers, principalement des bâtiments résidentiels. Cela inclut les intérêts sur les première, deuxième et troisième hypothèques.

Intérêts non hypothécaires versés : Intérêts versés (principal non compris) au titre, entre autres, du crédit à la consommation, des effets commerciaux à payer, des emprunts bancaires, des autres prêts et d'autres effets à court terme.

Dette de consommation (y compris les loyers) : Intérêts versés par les particuliers sur des engagements encourus pour financer des dépenses personnelles en biens et services de consommation. Comprend deux parties : les frais d'administration, correspondant au coût des services rendus aux emprunteurs, et la partie résiduelle, dite « transfert ».

Voici les indicateurs du service de la dette pour le secteur des particuliers et entreprises individuelles ainsi qu'une brève description de leur utilité sur le plan analytique.

1. **Ratio du service de la dette**³ : Fournit une mesure de la part du revenu personnel disponible total consacrée au versement des intérêts au titre de la dette du secteur des particuliers et entreprises individuelles. Plus le ratio est faible, plus grande est la capacité d'assurer le service de la dette. Plus le ratio est élevé, plus il est difficile pour le secteur d'assurer le service de la dette.

2. **Ratio du service de la dette hypothécaire** :

3. Contrairement à la méthode de mesure du ratio du service de la dette aux États Unis, le ratio du service de la dette du secteur canadien des particuliers et entreprises individuelles n'inclut pas les remboursements de principal.

Représente la part du revenu personnel disponible total consacrée au versement des intérêts sur les hypothèques détenues par le secteur des particuliers et entreprises individuelles.

3. **Ratio du service des dettes hypothécaires et de consommation** : Ce ratio représente la part du revenu personnel disponible total consacrée au versement des intérêts sur les dettes hypothécaires et de consommation (y compris les loyers) du secteur des particuliers et entreprises individuelles.

On peut calculer les taux d'intérêt implicites pour les dettes hypothécaires, non hypothécaires et de consommation (y compris les loyers) en faisant la somme des intérêts hypothécaires versés, des dettes de consommation payées et des intérêts non hypothécaires versés et en la divisant par les passifs correspondants qui figurent dans les Comptes du bilan national.

C. Indicateurs financiers, sociétés

Le secteur des entreprises est constitué de tous les agents du secteur légalement constitués en sociétés, plus les entreprises publiques, les fonds communs de placement et d'autres fiducies. Ce secteur est divisé en entreprises non financières et financières. Ces dernières sont subdivisées en plusieurs sous secteurs (Banque du Canada, banques à charte, caisses d'épargne, sociétés d'assurance vie, régimes de pensions en fiducie, fonds communs de placement, etc.)

Les variables suivantes sont utilisées aux fins de la construction des indicateurs de la dette, de la richesse et du rendement du secteur des entreprises.

Dette totale des sociétés non financières du secteur privé : Les titres de créance existants habituellement découlent de relations contractuelles en vertu desquelles une unité institutionnelle (le débiteur) a l'obligation inconditionnelle de rembourser le principal avec ou sans paiement d'intérêts ou de payer les intérêts avec ou sans remboursement du principal à une autre unité institutionnelle (le créancier). Ces instruments comprennent les titres de créance, les prêts, les crédits commerciaux, les créances d'entreprise et d'autres dettes. Les titres de créance peuvent également naître du fait de la loi, en particulier, l'obligation d'acquitter des impôts ou d'effectuer d'autres paiements obligatoires, ou de droits et d'obligations qui font qu'un débiteur accepte l'obligation de verser un ou des paiements futurs à un créancier.

Endettement des sociétés non financières du secteur privé sur le marché du crédit : Dette telle que définie ci dessus, sauf qu'elle ne comprend que des prêts bancaires, d'autres prêts, d'autres instruments à court terme, des hypothèques et des obligations.

Capitaux propres des sociétés non financières du secteur privé : Les capitaux propres s'entendent de la valeur des intérêts d'un propriétaire ou d'un propriétaire partiel dans une société. Elle comprend les actions ordinaires et privilégiées, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis accumulés mesurés selon la valeur comptable. Selon la valeur marchande, les capitaux propres négociables sont évalués aux prix du marché.

Voici les indicateurs de la dette, de la richesse et du rendement pour le secteur des entreprises ainsi qu'une brève description de leur utilité sur le plan analytique.

1. **Dette totale par rapport aux capitaux propres des sociétés non financières du secteur privé** : Ce ratio mesure l'endettement financier du secteur des entreprises calculé en divisant sa dette (total du passif) par ses capitaux propres. Un ratio plus élevé de la dette totale aux capitaux propres peut indiquer que le secteur s'endette de plus en plus pour financer sa croissance. Un ratio plus faible de la dette aux capitaux propres peut indiquer que le secteur finance une proportion croissante de ses activités au moyen de bénéfices non répartis et de nouvelles émissions nettes d'actions. Des changements de la valeur marchande des capitaux propres peuvent également entraîner des variations du ratio.
2. **L'endettement sur le marché du crédit par rapport aux capitaux propres des sociétés non financières du secteur privé (valeur comptable)** : Cette mesure est semblable à celle de la dette totale par rapport aux capitaux propres, sauf que seulement l'endettement sur le marché du crédit (prêts bancaires, autres prêts, autres effets à court terme, hypothèques et obligations) est utilisé aux fins du calcul de la dette, et la dette ainsi que les capitaux propres sont mesurés selon la valeur comptable. Un ratio plus élevé de la dette totale aux capitaux propres signifie généralement que le secteur s'endette de plus en plus pour financer sa croissance. Un ratio plus faible de la dette aux capitaux propres indique généralement que le secteur finance une proportion croissante de ses activités au moyen de bénéfices non répartis et de nouvelles émissions nettes d'actions.

D. Indicateurs financiers, administrations publiques

Le secteur des administrations publiques représente tous les ministères, agences et fonds généraux (budgétaires et non budgétaires) des administrations publiques fédérale, provinciales et locales, de même que les institutions qui sont principalement financées ou administrées par les administrations publiques. Sont compris certains conseils scolaires, universités, collèges, hôpitaux et établissements de soins pour bénéficiaires internes ainsi que le Régime de pensions du Canada et le Régime de

rentes du Québec. Les indicateurs élaborés pour le secteur des administrations publiques portent sur le niveau de la dette brute et de la dette nette⁴ par rapport au PIB.

Les variables suivantes sont utilisées aux fins de la construction des indicateurs de la dette des administrations publiques.

1. **Dette brute totale des administrations publiques fédérale, provinciales et locales** : Tous les passifs financiers des administrations publiques, principalement les effets à court terme, les obligations, les prêts et les passifs de retraite.
2. **Dette nette totale des administrations publiques fédérale, provinciales et locales** : Tous les passifs financiers moins tous les actifs financiers de l'ensemble du secteur des administrations publiques. Les actifs financiers du secteur des administrations publiques ont un passif correspondant qui existe à l'extérieur de ce secteur. Font exception l'or monétaire et les droits de tirage spéciaux ainsi que les actifs financiers pour lesquels il n'y a pas de passif de contrepartie. L'or monétaire et les droits de tirage spéciaux peuvent être inclus comme actifs du secteur des administrations publiques ou ils peuvent être classés comme des actifs de la banque centrale, à la discrétion de l'administration publique.

Voici les indicateurs construits pour le secteur des administrations publiques ainsi qu'une brève description de leur utilité sur le plan analytique.

1. **Dette brute totale des administrations publiques fédérale, provinciales ou locales par rapport au produit intérieur brut** : Le ratio de la dette au PIB est un indicateur clé qui peut être utilisé pour déterminer la santé globale du secteur et sa capacité de contracter d'autres dettes ou de gérer ses niveaux d'endettement actuels. Le ratio de la dette brute totale des administrations publiques au PIB représente les niveaux consolidés des administrations publiques fédérale, provinciales et locales.
2. **Dette nette totale des administrations publiques fédérale, provinciales ou locales par rapport au produit intérieur brut** : Le ratio de la dette nette totale des administrations publiques au PIB représente les niveaux consolidés des administrations publiques fédérale, provinciales et locales. La dette nette diffère de la dette brute en ce qu'elle contient des éléments de la capacité d'une administration publique de financer ses remboursements de la dette au moyen de ses actifs financiers.

4. La dette brute et la dette nette sont toutes deux mesurées selon la valeur comptable.